Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR-RED)

Bulletin de discussion n°4

6ème congrès national

Sommaire

Texte de Bilan	**2**
Texte de congrès	**5**
Motion « trois campagnes »	**19**
Les différentes plates-formes	**19**
Let's talk about sex	20
Présentation de la Plate-Forme C	21
A propos de l'impérialisme français	22
Après la DN	23
Après la DN (ajout de Sofiane)	24
Bilan de la direction nationale	24
Bilan du cercle Nanterre	25
Ce que veut la plate-forme B	27
Construire l'organisation de jeunesse de la LCR	28
Construire une force anticapitaliste	29
Contre le droit d'Israël à exister	30
De quelle organisation avons-nous besoin ?	31
De quelle organisation les jeunes ont-ils besoin ?	32
Du mouvement anti-guerre	33
FSE : un autre bilan est possible !	34
Le vrai désaccord : l'auto organisation ?	35
Les missions des révolutionnaires à court et moyen terme	36
Lutter contre la politique du gouvernement	37
Quelle politique pour les assistants d'éducation ?	37
Quel programme pour quelle organisation ?!?	38
Texte sur le travail de masse	40

Pour le texte de bilan et le texte d'orientation, les votes indiqués correspondent aux votes de la DN des 13 et 14 novembre. Ce sont des votes indicatifs. Certains amendements n'ont pas été soumis au vote à la DN. Donc il n'y a rien à côté...

Texte de Bilan

Au dernier Congrès, certains axes de la situation politique s'étaient dessinés. L'attaque contre l'Irak était annoncée. En France, le gouvernement CRS lançait l'offensive contre les jeunes et les salariés. Dans l'élan de la campagne Besancenot et des manifs anti-Le Pen, l'extrême gauche occupait une position nouvelle. Les JCR voyaient un afflux de nouveaux militants.

Deux ans après, malgré des difficultés liés à la résistance des peuples, les impérialistes maintiennent leur domination en Irak, en Palestine, en Afghanistan, Côte-d'Ivoire, Haïti En France, les réformes antisociales s'accumulent mais les luttes du monde du travail ne connaissent pas de succès majeur. Les directions réformistes portent une responsabilité écrasante dans ces échecs, refusant de lancer les luttes et refusant de se confronter avec la bourgeoisie.

Cependant, les travailleurs et les jeunes cherchent des moyens de lutter : le FSE de Paris a été un succès, et il a été capable d'impulser des FS dans plusieurs villes, qui ont été un point d'appui dans la construction de comités sécu par exemple. Le mouvement anti-guerre, encore faible au dernier congrès, est un mouvement qui s'est inscrit dans la durée. Cette expérience est essentielle car elle montre que, même si sa direction réelle/formelle reste aux mains des réformistes, il est aujourd'hui possible pour l'extrême gauche d'impulser des mobilisations importantes et de se proposer comme direction aux luttes.

Cependant, malgré notre investissement dans beaucoup de luttes déterminantes ces deux dernières années, les effectifs de l'organisation n'ont pas progressé, ils se sont même légèrement tassés (chiffres). Deux facteurs principaux peuvent l'expliquer : l'accumulation de défaites n'encourage pas les jeunes à rejoindre les organisations révolutionnaires et nous avons des difficultés à articuler construction des mobilisations et apparition des JCR.

I. Intervention dans les mobilisations

Nous avons en général bien analysé les mouvements et nous nous y sommes investis sérieusement, même si nous avons parfois été en retard (mobilisations anti-guerre, étudiantes, ou contre la loi Chirac-Ferry). C'est pourquoi il peut sembler paradoxal que les mouvements des facs ou le mouvement anti-guerre par exemple ne nous aient pas permis de plus nous construire. Il y a donc un bilan à tirer de la façon dont nous nous sommes investis, pour mieux réussir cette articulation.

1. L'intervention dans les mobilisations

a. Mobilisations internationalistes

Du G8 au Forum social européen de Londres, les échéances ont été nombreuses : manifestations du 5 mars et du 20 mars 2003 contre la guerre en Irak, FSE de St Denis, 15 février 2003, manifestations du 20 mars et du 5 juin 2004. Globalement, nous avons participé à ces mobilisations par la construction de collectifs locaux contre la mondialisation capitaliste et/ou contre la guerre et par l'intervention dans les manifestations. Nous avons poussé à la mobilisation large et unitaire dans ces collectifs, tout en défendant nos idées révolutionnaires et des mots d'ordre pour faire avancer le mouvement (indépendance par rapport à l'ONU, nécessité de se confronter à la police dans les contre-sommets...).

Nous avons participé, à des niveaux d'intervention très différents, à la construction de divers cadres de coordination, notamment Agir Contre la Guerre et dans une moindre mesure au réseau Intergalactique. Nous pouvons donc avoir un rôle essentiel dans la construction des mobilisations, dans une période où les organisations réformistes ne souhaitent pas les construire.

Le principal succès du réseau intergalactique a été le village intergalactique (VIG) qui a réuni plusieurs milliers de jeunes lors du G8 d'Evian. Mais le réseau s'est cantonné à l'organisation d'espace alternatifs en ne faisant pas une priorité de l'unité la plus large et des mobilisations de masse dirigées contre le pouvoir. De plus, il a été réticent à intervenir sur la question de la guerre. Lors du FSE de Paris-St Denis, il s'est en partie coupé de l'évènement en organisant le GLAD en marge des activités centrales du FSE.

Formulation 1 : (9 pour)

ACG a pris progressivement une place déterminante dans le mouvement anti-guerre en France. Son élargissement géographique, les succès du conert du 14 mars (1500 personnes à l'Elysée-Montmatre), des manifestations du 20 mars, du 5 juin et de la mobilisation pour le FSE, montrent qu'ACG est devenu un élément incontournable dans le mouvement anti-guerre en France, lui permettant notamment de perdurer après la chute de Bagdad.

Formulation 2 : (4 pour)

ACG a obtenu des résultats importants : construction et auto-organisation du mouvement contre la guerre, manifestation du 5 juin…ACG est un réseau qui a une capacité d'action très importante dans la jeunesse, mais nous n'avons pas été capables d'en faire un outil pour l'unité et l'auto-organisation des mobilisations internationales. C'est cependant un outil fondamental pour construire le mouvement contre la guerre, lui donner des mots d'ordre justes, le faire perdurer après la prise de Bagdad, etc.

En ce qui concerne l'apparition propre, notre matériel a été adapté à ces mobilisations (montrer que cette société n'est pas réformable ; expliquer le lien entre guerre sociale et guerre militaire ; montrer que c'est dans les mobilisations sociales, les grèves, que l'on modifie le rapport de force), mais nous avons des difficultés à articuler construction des cadres de masses et de l'organisation politique.

b. Mouvements étudiants

Les mobilisations pour la sauvegarde des retraites ont représenté un événement social majeur en France pour l'année 2003. La solidarité entre les étudiants et les personnels a alors été effective avec des assemblées générales qui n'ont pas hésité à poser la question, cruciale à ce moment, du report eds examens (notamment à Paris I et avec des piquets de grève durs à Perpignan, Toulouse II et III...).

Le mouvement de l'automne 2003 a été le plus important depuis celui de 1995. Nous y sommes intervenus de manière unitaire et combative, ce qui a été révélé par la coordination de Villetaneuse, où nous avons polarisé la gauche de la coordination, tout en ayant une légitimité importante auprès de l'ensemble des délégués. Notre bonne connaissance des réformes, le travail syndical national et local ont payé. Mais nous avons été en retard dans les initiatives à prendre : convocation d'une coordination nationale, blocage de certaines universités pour étendre la mobilisation... Toutes les sections n'ont pas pu peser dans ce mouvement et c'est essentiellement l'intervention dans l'UNEF qui a été payante.

Au printemps 2004, des mobilisations sont apparues dans plusieurs universités et lycées, mais nous n'avons pas réussi à articuler cette intervention avec la mobilisation contre la guerre et les campagnes LO-LCR. Cela nous a fait rater une occasion importante.

Nous avons appris de ces deux mouvements la nécessité du blocage pour massifier la mobilisation localement et l'étendre aux facs voisines. Nous avons appris la nécessité d'une coordination nationale le plus rapidement possible pour coordonner les luttes, ainsi que l'importance d'une plate-forme de revendication pour l'ensemble des étudiants.

c. Elections régionales et européennes

Nous avons relayé la campagne LO-LCR dans la jeunesse avec un matériel et des axes qui nous permettaient d'être entendus par les jeunes et de faire le lien avec les mobilisations. Des meetings ont été réalisés sur plusieurs facs, avec des succès inégaux (importants à Toulouse, St Denis et Nanterre, faibles dans beaucoup d'autres). Mais si nos idées ont un écho positif, nous avons été victimes du peu d'intérêt pour ces élections.

Nous avons eu une difficulté importante, malgré des positions de principe justes, à articuler mobilisations et élections, c'est-à-dire à faire de la campagne électorale un outil pour construire les luttes tout en impliquant nos contacts dans la campagne. Cela n'aurait ni augmenté significativement le score des listes dans la jeunesse, ni permis de reproduire ce qui s'est passé à la présidentielle avec le doublement de l'organisation, mais cela aurait amélioré notre efficacité durant le deuxième semestre.

d. Répression, racisme

Les mobilisations contre le racisme et la répression policière restent limitées. Nous sommes intervenus de façon dispersée, selon les réalités locales. Un des moments importants a été la loi Cherry-Firrac. Nous avons eu énormément de mal à intervenir de façon concrète sur cette question, nous avons passé trop de temps à discuter entre nous, mais, là où nous sommes intervenus de façon offensive (tables sur les lycées, accroche devant les lycées et dans les rassemblements), nous avons eu des contacts avec des centaines de lycéens et lycéennes. Malheureusement, la mobilisation ne s'est pas étendue.

2. Bilan global

Les mobilisations de ces deux dernières années montrent une nouvelle place pour notre organisation. Nous sommes de plus en plus souvent la seule force à vouloir que des mobilisations élémentaires aient lieu. Nous avons une énorme responsabilité dans la construction des mobilisations, dans leur structuration. Nous ne sommes plus cantonnés à un rôle d'opposition, nous pouvons même forcer les directions réformistes à intervenir (par exemple, pour le 5 juin 2004, à Paris, les initiatives prises par ACG ont permis que la plupart des organisations appellent à manifester).

Globalement, notre intervention se caractérise par des retards dans les initiatives à prendre (guerre, loi sur le voile, mouvement étudiant) et par des difficultés à définir une politique nationale précise (quels mots d'ordre nous portons, quelles échéances nous soutenons de façon importante). C'est du notamment aux difficultés à discuter rapidement de notre orientation dans l'ensemble de l'organisation.

Par ailleurs, nous avons des faiblesses importantes sur certains thèmes lutte contre l'oppression des LGBT, féminisme, luttes écologistes. Même si sur ces deux dernières questions, c'est en grande partie lié à la quasi absence de mobilisation de la jeunesse sur ces questions. Nous en sommes souvent réduits à insérer ces questions dans le matériel, sans avoir d'intervention de masse. Quelques expériences ont été positives (intervention écologiste sur les marées noires, ou dans les sommets altermondialistes ; féminisme dans le cadre syndical ; intervention à peu près régulières aux marches des fiertés) mais restent limitées. Ce qui nous fait défaut est principalement l'inexistence de cadres de masses unitaires et combatifs sur ces questions, et nous sommes réduits à les aborder par le biais syndical et l'apparition propre.

Cependant, nous n'avons pas été déconnecté des préoccupations essentielles des jeunes. Et, malgré les retards et le manque de précision politique, nous avons défendu des orientations à peu prêts cohérentes et en phase avec les enjeux des luttes : construction, auto-organisation, mots d'ordre combatifs.

3. L'apparition propre

C'est le deuxième volet de notre intervention dans une mobilisation : convaincre le plus de personnes possible que la question sur laquelle elles sont mobilisées ne peut recevoir de réponse dans le système capitaliste. Nous avons eu plus de mal à faire ce travail : le nombre de mobilisations auxquelles nous avons participé auraient pu nous permettre de plus nous construire. Il y a donc eu un défaut d'apparition propre.

Nous avons réussi à faire du FSE 2003 une échéance centrale pour l'ensemble de l'organisation et à coordoner l'activité de l'ensemble des camarades sur tous les sites. Le journal, le tract en deux langues et l'accroche auprès des jeunes nous ont permis de diffuser largement nos idées. Mais, dans le mouvement anti-guerre, nous avons négligé l'apparition propre et les mots d'ordre de l'organisation.

Nous n'avons pas toujours pensé notre intervention comme celle d'une organisation, mais plutôt comme celle d'individus, qui par ailleurs, étaient organisés. Lors du G8, cela a entraîné un manque de cohésion et des débats parfois tendus, étant donné que nous avions mobilisé dans des cadres différents.

Cela nous a surtout handicapé pour gagner de nouveaux militants : il était difficile d'expliquer aux jeunes autour de nous que les JCR défendent des mots d'ordre précis, parce qu'ils luttent contre le capitalisme.

II. Construction et intervention régulière

1. Construction

L'organisation connaît des difficultés de construction. On le voit en particulier quand on compare le nombre de cotisants au dernier congrès et à celui-ci. Nous n'avons pas su garder dans l'organisation une partie des jeunes qui y sont entrés autour de la campagne des présidentielles de 2002. En particulier, nous n'avons pas réussi à organiser la formation et la prise en charge d'une activité par ceux ci. Lorsque nous y sommes parvenus, c'est parce que nous avons immédiatement impliqué les nouveaux militants dans l'activité, dans le travail de masse et fourni une formation politique élémentaire rapide.

Cependant, le bilan de la construction n'est pas seulement négatif. Depuis le dernier congrès, deux sections ont disparu (Lyon et Cherbourg, même si des liens sont conservés avec des camarades à Lyon) ; quatre sont en difficulté (Aix-Marseille, Rouen, Poitiers, Lille) et cinq sections ou lieux d'intervention se sont créés (Le Mans, Limoges, Albi, Strasbourg, Salon-de-Provence). De plus, le bilan est loin de démontrer l'inéficacité de l'organisation de jeunesse : au niveau des groupes jeunes de la LCR que nous suivons régulièrement, le bilan n'est pas spécialement meilleur (quasi disparition à Dijon et Nancy, construction à Montpellier et Avignon, maintien à Angers, Grenoble, Clermont). Et, par contre, nous avons un rôle positif dans la centralisation de l'intervention des groupes jeunes de la LCR dans l'acticité syndicale, anti-guerre et dans les échéances nationales et internationales.

De plus, la disparition de deux sections n'est pas seulement liée à des désaccords ou difficultés des JCR, elle est aussi liée au débat dans notre courant sur les tactiques électorales (en particulier à Cherbourg).

En revanche, nous connaissons des crises régulières dans notre manière de débattre (discussion sur le G8, sur le mouvement anti-guerre, sur la loi sur le voile,). Ces discussions ont souvent été des batailles de fraction plus que des discussions constructives : les différentes sensibilités ont plus recherché à démontrer par la pratique leur politique (affrontement entre ACG et le réseau intergalactique au G8 par exemple) plutôt que de rechercher l'homogénéité politique entre les différentes sections et les différentes sensibilités. Le compromis ou la discipline ne sont pas toujours possibles ni souhaitables, mais nous devons nous fixer comme objectif de discuter des desaccords (et éventuellement de tracnher) avant de les exprimer à l'extérieur de l'organisation. Nous devons aussi organiser le fonctionnement collectif de l'organisation y compris sur les points qui font désaccord (modalités de discussion, compromis, objectifs communs,).

2. Syndicalisme

Notre courant politique intervient dans Sud sur seize syndicats (Avignon, Besançon, Bordeaux, Brest, Caen, Le Havre, Lille, Lyon, Metz, Montpellier, Toulouse, Tours, Paris 1, 3, 4 et 8). Dans l'Unef sur vingt AGE (Albi, Aix/Marseille, Caen, Chambéry, Grenoble, Montpellier, Nancy, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Paris 1, 3, 5, 6, 7, 8, 10, 13 et VSQ). De plus dans l'Unef nous avons, par le biais de la Tendance Tous Ensemble, une influence dans quatre AGE supplémentaires (Amiens, Le Mans, Limoges, Perpignan).

La structuration de notre intervention a reculé, les liens sont faibles entre les différentes villes. C'est dans l'Unef, à travers la TTE, que nous parvenons le plus à mettre en place un travail national et à nous former. Suite au mouvement étudiant, nous commençons à débattre de notre intervention dans Sud et à y défendre une orientation.

Nous intervenons sur de nombreuses questions (féminisme, guerre) en plus de l'activité élémentaire. Mais, parallèlement, nous avons eu des difficultés à trouver les axes d'intervention justes au deuxième semestre, ce qui a entraîné une diminution de l'activité. Nous essayons de réaliser un travail commun dans les deux syndicats, notamment grâce à la mise en place d'un secrétariat étudiant permanent. Nous devons continuer ce travail, construire des équipes localement, nous former sur les questions de base et tendre à l'unité syndicale, en partant de ce qui nous uni : l'auto-organisation et la volonté d'aller jusqu'au bout.

3. Lycées

Une intervention régulière dans les lycées nous permet de recruter à l'organisation des militants jeunes qui vont y rester plusieurs années. Nous sommes une des rares organisations à essayer de structurer les lycéens. Les lycéens ont des problèmes spécifiques et un potentiel de mobilisation important (en 98 : 500 000 lycéens descendent dans la rue, en 99 : 300 000).

Ces deux dernières années, nous avons eu du mal à réunir des commissions lycéennes régulières, avec des étudiants pour aider à faire des topos et à rédiger des

bulletins. C'est pourtant ce type d'activité qui permet de discuter avec des lycéens, d'avoir une légitimité et, parfois, de lancer des mobilisations. Mais les mouvements contre les exclusions à la rentrée 2003, sur les moyens et contre la guerre nous ont permis de nous réinvestir sérieusement sur les lycées.

Il y a eu des mobilisatiosn sur les questions de budget, de suppression d'option ou de classe, comme sur le bassin de Cergy (95) et au Kremlin-Bicêtre (94). Malgré l'investissement de camarades dans ces grèves ou mouvements, nous n'avons pas été capable de jouer notre rôle d'organisation, c'est-à-dire de centraliser l'information et de la redescendre à l'ensemble des camarades afin de leur donner des billes pour étendre le mouvement.

4. Jeunes travailleurs

Ces deux dernières années, nous avons eu une activité en direction des jeunes travailleurs, mais elle reste irrégulière et très limitée.

Il y a eu l'intervention sur les FJT (à Bordeaux), et sur les CFA (essentiellement sur le 92 mais aussi sur la RP de manière très irrégulière). Nous n'avons pas été capables de cenrtraliser les lieux ou nous pourrions avoir une intervention en direction des jeunes travailleurs ni même le nombre de travailleurs dans l'organisation. Par conséquent, nous n'avons pas réussi à dévellopper cette intervention sur de nouveaux sites. Cependant, nous avons réussi à sortir quelques bulletins nationaux en direction des jeunes travailleurs (le « précaire déchaîné »). Nous avons, de plus, essayé d'être présent sur les luttes des précaires.

Alors que notre organisation compte de nombreux MI/SE et AE, nous avons encore du mal à nous coordonner nationalement et à avoir une politique d'ensemble (par exemple, pendant le mouvement). C'est ce à quoi nous devons tendre ces prochaines années.

5. Formation, structuration

Même s'il reste du chemin à faire, nous commençons à prendre en charge la formation sur tous les sujets historiques et actuels.

- Au plan local, des stages de formations (à Montpellier en juin 2004 et à Dunkerque en août 2004).

- Au plan national avec les différents stages qui ont eu lieu, réunissant une cinquantaine de participants (février 2003, août 2003 et janvier 2004). Il y a eu 140 participants aux « 3 jours pour changer de monde » en juin 2004.

C'est un élément très positif, qui a participé de la consolidation l'organisation, même si nous avons du mal à produire des comptes-rendus et que la formation locale est très inégale. Nous avons encore du mal à systématiser la lecture de certains livres ou textes.

Au niveau de la structuration de l'organisation, nous avons des difficultés : pendant les périodes de mouvement, il est encore plus nécessaire que d'habitude de se réunir, mais, parfois, nous n'y arrivons pas. Toutes les sections n'ont pas de direction de ville, et les directions nationales sont inégalement peuplées, ce qui nuie à la cohérence de l'organisation et à la qualité de débat.

6. Journal, brochures, bulletins nationaux et trésoreries

RED est de plus en plus pris en charge par un comité de rédaction qui ne se réduit plus au Bureau National, qui réfléchit au sommaire en fonction de l'actualité. Néanmoins, nous avons toujours des difficultés à envisager le journal comme un outil essentiel pour nous former et nous tourner vers l'extérieur. Ainsi, il reste globalement peu vendu et l'argent n'est pas sérieusement centralisé.

Nous avons sorti cinq brochures (Palestine, Guerre, Sécuritaire, Qui sommes-nous ? et Black Power) qui ont été des outils pour approfondir les discussions autour de nous.

Un bulletin national hebdomadaire parait depuis plus d'un an sur la liste interne même s'il est peu ou pas repris. Cependant, certaines sections utilisent certains articles, pour compléter leurs tracts. Mais chaque section a du mal à faire profiter l'ensemble de l'organisation de ses tracts (sauf la RP et Bordeaux). Nous arrivons à avoir une revue de presse hebdomadaire.

Au niveau des trésoreries, les cotisations ou le fait de payer le journal ou les brochures ne doit pas être vu comme une contrainte, mais comme ce qui nous permet de continuer à sortir le journal, les tracts, les affiches et autocollants, acheter de la colle, etc. Bref, c'est cet argent et uniquement celui-ci qui nous permet de mener correctement notre activité. Nous devons être plus sérieux de manière à arriver à notre autonomie financière, chaque cercle doit se doter d'un trésorier.

7. Liens avec la LCR

Les relations avec la LCR sont en demi teintes. Au niveau local, sauf exceptions, les relations sont plutôt bonnes (y compris sur des villes où il existe des désaccords politiques ou une histoire mouvementée (Strasbourg, Angers, Grenoble, Montpellier). C'est le cas dans les relations entre les sections locales des JCR et de la LCR ainsi qu'entre la direction nationale des JCR et les sections locales de la LCR. En particulier, des progrès ont été réalisés dans l'intervention commune avec les groupes jeunes de la LCR.

Les relations avec la direction nationale de la LCR ont été plus mouvementées. Cela a été notamment le cas sur des discussions sur le G8 d'Evian et la loi sur le voile. Sur ces thèmes, nos interventions ont été discutées collectivement et n'ont pas été contradictoires, mais ont été largement différentes et sources de tensions. Un certain sectarisme s'est développé dans la LCR et dans les JCR sur ces questions. Ce sectarisme est sans fondement, puisqu'il s'agissait essentiellement de questions tactiques et ponctuelles. Nous devons tout faire pour que ce sectarisme disparaisse.

Par ailleurs, nous avons régulièrement proposé des discussions entre le BN ou le DN des JCR et la direction de la LCR, en particulier sur ces thèmes. Malheureusement, les camarades n'y ont que peu répondu. Les relations habituelles entre l'organisation de jeunesse et le parti sont maintenue : l'organisation de jeunesse doit faire régulièrement ses preuves auprès de la Ligue et exercer une pression pour que les questions jeunes soient une priorité et discutées sérieusement

III. Difficultés à formuler une politique

1. Un bilan contrasté

a. Une organisation en phase avec les préoccupations des jeunes

Nous avons participé activement aux mobilisations, en prenant des initiatives qui nous ont été à gagner une influence importante. L'orientation que nous défendons rencontre un écho important dans les luttes, et nous gagnons de nouveaux militants, même si cela reste en deça des possibilités.

Les mobilisations que nous avons construites, que ce soit contre la guerre, contre la loi Chirac Ferry, pour nos conditions d'études sur les lycées ou sur les facs nous ont permis d'avoir un milieu de plus en plus large. Il suffit de comparer nos listes de contact par rapport à la période d'avant l'entre deux tour.

Cette intervention, en phase avec les luttes des jeunes, et la mise en place de formations régulières nous ont permis de faire un saut qualitatif incontestable. Nous avons progressé dans l'analyse de la situation politique et de nos tâches et sommes intervenus sur l'essentiel.

b. Des difficultés à capitaliser

Nous avons du mal à progresser depuis le doublement de l'organisation constaté au dernier congrès. De plus, alors que nous sommes une des seules organisations politiques à faire un travail régulier dans la jeunesse, nous avons des difficultés à recruter.

Il y a notamment une difficulté à organiser les discussions sur la situation politique et nos tâches dans toute l'organisation, en associant les plus jeunes. Cela a manqué de nombreuses fois lorsqu'il faut avoir une compréhension commune, qui seule peut permettre de déterminer nos priorités et nos orientations.

Les difficultés à stabiliser les endroits où nous sommes présents ont aussi rendu plus difficile un élargissement géographique de l'organisation. Les militants ou contacts proches isolés sont peu ou pas gérés pour le moment. Notre difficulté à capitaliser vient aussi de notre manque de politique sur la moyenne durée. Pour gagner des jeunes, il faut être capables de leur montrer ce qui nous semble important comme activité sur le mois ou les deux mois à venir, en expliquant les luttes à développer et ce que nous devons dire, en tant que révolutionnaires. Si nous ne sommes pas capables de donner cette vision d'ensemble, les contacts ne peuvent qu'être découragés ou passer leur temps à nous courir après sans comprendre la logique de notre orientation, quand il y en a une. Le renforcement des discussions à l'échelle nationale, en particulier grâce à la DN doit nous y aider

c. Des difficultés à avoir une orientation cohérente

Nous avons du mal à avoir une politique nationale dans les mobilisations ou en terme de choix de priorités. Ainsi, par exemple, d'une ville à l'autre, il y avait des disparités, des incompréhensions, des choix différents (parfois même au sein d'une même ville). Cela n'est pas grave en soit. Ce qui est plus problématique, c'est que nous avons manqué de discussions politiques collectives ou, en tous les cas, elles n'ont pas permis d'avoir une appréciation globale de la période. Ce qui nous aurait permis de dégager des objectifs communs. Cela est aussi dû à une période où les évènements évoluent vite et où les lignes de clivages avec le reste du mouvement ouvrier évoluent. Dans cette période, nous n'avons pas recherché en permanence à mettre en place une orientation cohérente des différentes sensibilités de l'organisation, chaque section ou sensibilité a essayé de fonctionner dans son coin. La réalité, c'est qu'un tel fonctionnement n'est pas durable : il ne permet pas de comprendre les débats qui traversent les jeunes et d'avoir une vision nationale des choses. A chaque fois que des désaccords existent, même si cela abouti à des confrontations, il est nécessaire de prendre le temps de discuter précisément de nos désaccords et des éventuelles façons de les dépasser.

Cela ne rend que plus indispensable de prendre le temps de débattre pour définir une orientation et des priorités d'action communes.

La direction politique, la DN, a subit en premier lieu ces difficultés, puisqu'elle n'a pas été capable d'entraîner l'ensemble de l'organisation sur une politique commune. La DN a été plus une somme de représentants de sections qu'une véritable direction politique collective, où on élabore une orientation.

d. Articulations

Une de nos faiblesses principales est de ne pas arriver à avoir une politique d'ensemble qui articule les différentes questions sur lesquelles il est juste d'intervenir : difficulté à articuler travail de masse et travail propre, différentes thématiques C'est là-dessus que nous devons travailler dans la prochaine période. Il doit y avoir une cohérence entre tous ces aspects : c'est notre orientation. C'est-à-dire ce que nous pensons qui est prioritaire pour les jeunes en terme de luttes et comment les construire, ainsi que le lien avec le changement de société. Dans tous les cadres où nous intervenons, nous pouvons défendre cette politique, dans le respect de l'auto-organisation.

2. Tirer les leçons

a. Etre à l'initiative

Le manque de volonté des directions syndicales pour mobiliser a fait que les révolutionnaires ont eu de plus en plus de responsabilités à prendre dans la construction et le renforcement des mobilisations. Ainsi, nous avons su prendre des initiatives à la coordination de Villetaneuse ou sur la question de la guerre en Irak.

Nous ne devons compter que sur nos propres forces pour construire les mobilisations, même si une partie de ces forces doit être consacrée à entraîner d'autres jeunes et d'autres organisations.

b. S'adresser à tout le monde

Le mouvement étudiant en novembre décembre 2003, nous a permis de comprendre la nécessité de mot d'ordre repris largement, même si nous n'étions pas à la direction du mouvement au début. En avançant sur « retrait des LMD/ECTS », nous avons pu emmener avec nous une frange importante des étudiants. De même dans le mouvement anti-guerre, les mots d'ordre de « retrait des troupes d'Irak », « justice en Palestine » et « pas de participation française » permette au mouvement d'être à la fois large au moment des mobilisation et de s'inscrire dans la durée.

Nous avons compris ainsi que prendre des initiatives, être à la direction ne servait rien si on ne construisait pas le mouvement le plus large possible, qui seul peut permettre d'influer sur le rapport de force entre les classes.

c. Défendre nos idées révolutionnaires

Dans les mobilisations nous n'avons jamais caché nos idées révolutionnaires et la nécessité de renverser le système pour obtenir satisfaction. Au FSE 2003, nous avons été visible en intervenant dans les débats en vendant les journaux et en organisant un meeting des jeunes de la IV° internationale. La campagne des régionales et des européennes, nous a permis d'organiser la où c'était possible des meetings sur les facs réunissant dans une salle plusieurs centaines d'étudiants.

C'est ce que nous devons continuer à faire, en articulant mieux la construction des mobilisations et l'apparition propre.

Vote sur le texte de Bilan avec les amendements majoritaires : 9 pour, 0 Contre, 2 abstentions, 1 NPPV

Texte de congrès

Introduction

(9 pour, 2 contre, 0 abstention, 2 NPPV)

1) L'actualité de la révolution

Quelle que soit la période politique, l'actualité de la révolution est le point de départ qui détermine en permanence les analyses et les stratégies des révolutionnaires. Depuis 40 ans, cette actualité de la révolution était posée comme une perspective abstraite. Mais la nouvelle configuration du capitalisme, suite à la fin de la guerre froide et le développement de la « guerre sans limite » menée par les grandes puissances, pose cette actualité d'une manière différente. Pour autant, la question de la prise du pouvoir n'est pas devenue une tâche immédiate qui détermine l'activité quotidienne des révolutionnaires.

Le capitalisme est entré dans une situation de crise prolongée.

Les classes dirigeantes et les évolutions du système entraînent une dégradation massive des conditions de vie et de travail des classes populaires à l'échelle internationale. La paupérisation massive et la tendance accrue à la barbarie déterminent de plus en plus la vie des travailleurs.

Il y a toujours une issue pour les classes dirigeantes aussi longtemps qu'elles détiennent le pouvoir. Mais, à la différence de la période précédente, il ne s'agit plus seulement de différents facteurs de crise (économique, politique, institutionnelle) mais d'une déstabilisation globale du système.

Ce sont ces deux facteurs (tendance accrue à la paupérisation des travailleurs et déstabilisation du système) qui posent la question du renversement du pouvoir capitaliste d'une manière différente.

Aujourd'hui, la perspective de la révolution reprend toute sa force car c'est la seule issue pour le mouvement en marche au coeur d'un système en crise profonde. Les situations révolutionnaires ne sont pas le produit d'une lente accumulation de victoires partielles, mais le produit d'une crise généralisée du système capitaliste et de ses directions politiques. Quand la politique des classes dominantes déraille, quand ceux d'en bas se décident à résoudre par eux-mêmes les problèmes de toute la société et quand ceux du milieu hésitent et sont prêts à se joindre aux exploités en lutte : c'est le processus qui fait émerger des situations révolutionnaires où « tout est possible ». C'est ce que les révolutionnaires doivent préparer aujourd'hui.

Nous sommes dans une période de développement des contestations globales. Depuis Seattle, des manifestations massives se sont enchaînées contre les institutions comme l'OMC, le FMI, la Banque Mondiale, l'OTAN, l'Union européenne ou le G8, c'est à dire contre les outils dont se dote la classe dominante pour s'organiser en tant que telle à l'échelle mondiale. A la différence des politiques néo-libérales des années 1980, les classes dominantes n'ont pas réussi pour l'instant à infliger une défaite majeure aux exploités. Des grèves de masse, voire générales, ont eu lieu dans de nombreux pays d'Europe. Les mobilisations ont abouti à des situations d'insurrection comme en Argentine ou en Bolivie, où la classe dirigeante a été incapable de défaire les mouvements et où la crise continue de s'approfondir.

En Irak, la puissance militaire hégémonique se retrouve embourbée face à la résistance, y compris militaire-

ment. La résistance du peuple irakien face à l'occupation neo-coloniale, combiné au puissant mouvement international anti-guerre, montre qu'il est possible infliger une défaite historique aux classes dirigeantes américaines. Cette authentique lutte de libération nationale est doit être soutenue de la manière la plus déterminée et intransigeante de la part des révolutionnaires du monde entier.

La crise politique ouverte par le conflit en Irak, à l'échelle mondiale, entraîne une déstabilisation générale et une accélération de toutes les contradictions du système. Les Etats Unis, première puissance impérialiste cherchent à maintenir leur hégémonie à travers la politique de la « guerre sans limite » en développant une stratégie militaire qui vise directement à remodeler les pays dominés. Face à cette offensive, les classes dirigeantes européennes accélèrent leur politique de construction de l'Europe capitaliste afin de défendre leur position. L'Europe capitaliste est le cadre que les bourgeoisies européennes construisent pour faire face aux nouveaux rapports de concurrence de la mondialisation impérialiste. Cela entraîne des attaques plus violentes contre les salariés, une politique militaire européenne plus agressive et un développement de la concurrence inter-impérialiste. Mais là aussi, l'offensive pour faire adopter le projet de Constitution européenne par les peuples peut renforcer la crise politique si le non l'emporte. Les tensions de plus en plus importantes entre les grandes puissances provoquent des crises politiques d'une ampleur nouvelle comme entre les Etats Unis et la France à l'occasion de la guerre contre l'Irak. L'autonomisation des puissances émergentes (comme le Brésil, la Chine ou l'Inde) augmentent ces contradictions.

La politique de « guerre préventive » contre le « terrorisme islamiste » est fondamentalement une stratégie de « contre révolution préventive » contre les peuples. Cette tendance ne peut aboutir, à terme, qu'à une conflagration généralisée et qui ouvre la voie à l'émergence de situations révolutionnaires, qui posent ouvertement la question du pouvoir. La situation est sans retour pour les classes dirigeantes, cette crise leur impose d'être toujours plus offensives. La seule perspective pour les révolutionnaires est de construire une direction révolutionnaire du mouvement pour que cette crise débouche sur un changement de société.

2) Mouvement et direction révolutionnaire.

La crise structurelle du capitalisme et la violence des attaques de la bourgeoisie met fin à la perspective d'un compromis général, soit-il inégal, entre les classes sociales. Les directions réformistes sont entraînées dans une politique d'accompagnement des attaques des classes dirigeantes.

Cela limite drastiquement leur capacité à s'appuyer sur la perspective d'un compromis pour canaliser les aspirations des jeunes et des travailleurs. D'où la perte d'hégémonie organisationnelle des directions réformistes sur le mouvement ouvrier et la jeunesse.

Cela a des conséquences directes sur les rapports entre mouvement et construction d'une direction révolutionnaire.

Bien que minoritaires, l'initiative des révolutionnaires peut être déterminante pour cristalliser la révolte et susciter des mouvements de lutte. Dans ce cadre toute politique qui poserait l'accord avec les directions réformistes comme préalable à l'action ne peut conduire qu'à la paralysie.

Mais, inversement, toute politique, qui ferait de la rupture avec les illusions réformistes, et avec les directions réformistes, un préalable à l'action serait erronée.

La combinaison entre la révolte contre les conséquences de la logique capitaliste et la confiance donnée par l'expérience des luttes collectives sont les moteurs principaux du développement des mobilisations.

La perte d'hégémonie des organisations réformistes ne signifie pas que notre tâche est aisée. C'est une tradition de lutte qui est à (re)construire dans un mouvement inexpérimenté, qui a peu de référence en matière de stratégie victorieuse. C'est un mouvement de fond qui implique des millions de personnes mais il connaît des hauts et des bas et ne se construit pas de manière linéaire. Le mouvement est confronté à des difficultés qu'il ne peut franchir spontanément. Il subit de violentes attaques, de la part des classes dominantes mais aussi, de plus en plus, des directions réformistes comme cela a été le cas avec le FSE de Londres (attaque contre les musulmans, chantage à l'antisémitisme...). Le franchissement de ces obstacles est une nécessité pour que les mobilisations fassent d'indispensables sauts qualitatifs.

Une direction ne se proclame pas. Elle se gagne en élaborant les stratégies qui permettent au mouvement de progresser. C'est dans ce test, en se servant du marxisme, que se forge une direction révolutionnaire.

Notre première tâche, en tant que les révolutionnaires est de construire par nous-mêmes les différentes mobilisations sur les questions politiques centrales et pas de se contenter de dénoncer les directions réformistes.

Le développement des mobilisations dépend aujourd'hui essentiellement de notre capacité à prendre des initiatives en s'adressant le plus largement possible autour de nous. La stratégie des révolutionnaires est en effet de développer toutes les potentialités du mouvement : le développement de la lutte de masse à l'échelle internationale pour développer un nouvel internationalisme, son indépendance par rapport aux institutions bourgeoises, la conscience des intérêts inconciliables avec la classe dominante. Ces axes généraux sont la condition pour le développement des mobilisations. Ils produisent en même temps des différenciations politiques au sein du mouvement avec les courants politiques qui craignent l'élargissement et la radicalisation des mobilisations. Se battre pour construire une direction révolutionnaire pour les mobilisations est une condition pour pousser les confrontations le plus loin possible. Cela doit être notre objectif principal.

3) Construire les JCR pour préparer la révolution

Le développement des organisations révolutionnaires dépend de la période politique. Aujourd'hui, la fin de l'hégémonie de la domination stalinienne et sociale démocrate sur la classe ouvrière impose une rupture avec les conceptions antérieures de la construction des organisations révolutionnaires. Celle-ci ne peuvent se construire simplement en se pensant en opposition au mouvement ourvier traditionnel. Une organisation révolutionnaire n'est pas une fin en soi. C'est un outil pour préparer la révolution. Lorsque nous parlons de la « construction des JCR », nous devons avoir à l'esprit que si nous construisons cette organisation, c'est parce qu'elle permet de regrouper les jeunes qui, préparant les confrontations, pensent que la seule issue possible est une rupture radicale avec le système. Gagner des jeunes aux JCR n'est pas le « but ultime » lorsque nous construisons les mobilisations. C'est l'organisation qui doit être au service du mouvement, pas l'inverse. L'objectif est de gagner un maximum de jeunes aux JCR, non parce que petit à petit nous serons assez nombreux pour « faire la révolution », mais pour être le plus nombreux possible à construire les luttes dans la perspective de développer des crises révolutionnaires.

Il n'est donc pas possible de construire les JCR en extériorité aux luttes en cours. Aujourd'hui ce sont des millions de gens qui se mobilisent pour un « autre monde ». Sans être membre d'organisation révolutionnaire, ils participent par leurs luttes à la déstabilisation du système, qui, à moyen terme, peut déboucher sur une situation révolutionnaire. Les révolutions ne se sont jamais produites sous le mot d'ordre de la révolution, de même les organisations marxistes ne se sont jamais construites en proclamant de manière abstraite la nécessité de renverser le capitalisme. Lorsque, comme c'est le cas aujourd'hui, des mobilisations posent objectivement la nécessité de construire un autre monde, la tâche première des révolutionnaires n'est pas d'appeler à la révolution mais de proposer à tous ceux qui se mobilisent de construire cet autre monde ensemble.

La construction des mobilisations est donc une condition nécessaire au développement des organisations et des idées révolutionnaires. Mais cette condition n'est pas suffisante pour préparer la révolution. Dans une période comme celle que nous connaissons actuellement, les mobilisations et les organisations révolutionnaires se nourrissent mutuellement. En effet plus il y a, dans une mobilisation, de militants conscients de la nécessité de faire la révolution, plus ce mouvement se renforce qualitativement et pose des questions directement politiques. Cela passe par la bataille pour construire sur la base de mots d'ordre qui, sans être révolutionnaires, permettent au mouvement d'être le plus large possible sans donner d'illusions sur des possibilités de compromis avec les classes dirigeantes.

Le développement, les rythmes de construction et d'apparition des JCR, sont liés aux rythmes de la situation. L'objectif de l'activité des JCR est de répondre aux questions que se posent tous les jeunes qui se tournent vers nous, pas seulement de développer une apparition propre pour l'autoconstruction de l'organisation. Par

exemple, notre journal doit être un outil pour gagner des jeunes à nos idées et pour les organiser autour de nous mais cela n'est possible que s'il fournit des analyses et des réponses aux questions que se posent les jeunes que nous côtoyons dans les luttes.

La période politique que nous vivons met à l'épreuve, de façon accélérée, les anciens schémas hérités du passé. C'est aussi la nécessité à travers les expériences de confrontation d'élaborer les nouvelles orientations et méthodes de construction, de gagner une nouvelle génération de militants révolutionnaires. Cela signifie que nous ne pouvons nous contenter d'une seule routine organisationnelle qui peut amener à une déconnexion progressive par rapport aux mobilisations réelles et aux questions nouvelles posées par la période. Dans le monde entier, les jeunes se retrouvent à la tête des mobilisations. La jeunesse, dont nous sommes partie intégrante, a une place centrale à jouer dans le développement du mouvement révolutionnaire.

I. Situation politique

1. Situation internationale

a) Crise du système économique

Les classes dominantes mènent à l'échelle internationale une offensive de grande ampleur. Cette offensive, dont l'objectif est de faire remonter les taux de profit, est révélatrice d'une crise traversée par le système capitaliste dans son ensemble.

Depuis plusieurs dizaines d'années (notamment depuis le choc pétrolier de 1973), le système est en effet confronté à un ralentissement de la hausse des profits des grandes firmes capitalistes, qui tentent dès lors par tous les moyens de faire rentrer plus d'argent en augmentant leurs bénéfices. Ces grandes firmes, pour maintenir voire augmenter leurs profits, multiplient les attaques contre les droits sociaux. En France, le chantage au retour aux 39 heures payées 35 sous menace de délocalisation l'illustre bien. Mais dans la période, attaquer « seulement » ses propres salariés ne suffit plus aux firmes pour se maintenir sur le marché international. Par le biais des différents Etats, elles s'attaquent aux pays du Sud afin d'augmenter leurs profits, comme Bouygues qui a de grands intérêts à l'intervention française en Côte d'Ivoire.

Dans le cadre de cette course aux profits, les multinationales entretiennent entre elles des rapports contradictoires de concurrence et de complémentarité. Il s'agit pour les grandes entreprises de résoudre ensemble la crise tout en défendant leurs intérêts propres. Les multinationales se livrent entre elles une guerre acharnée mais certaines peuvent ponctuellement se mettre d'accord pour éliminer des concurrents, empêcher l'émergence de rivaux potentiels ou se prêter d'importantes sommes d'argent.

Les processus de fusion illustrent ces contradictions : parfois il s'agit pour deux multinationales de mettre en commun leurs activités pour obtenir un quasi monopole dans tel ou tel domaine et éliminer la concurrence. Parfois, il s'agit au contraire de la volonté d'un groupe de prendre le contrôle d'un groupe moins performant pour en conserver les secteurs les plus rentables.

Ces processus ne sont pas des solutions que les multinationales apporteraient à la crise, ils en font partie.

Les « recettes miracles » que les capitalistes ont produites ces dernières années pour relancer l'économie ont été pour la plupart des échecs. Les plans d'ajustement structurels imposés par le FMI ont connu un retentissant échec avec l'écroulement de l'économie argentine qui était pourtant présentée comme « le meilleur élève du FMI ».

La « nouvelle économie » et les « nouvelles technologies » ont également montré leurs limites avec les crises économiques en Asie du Sud-Est (Japon, Corée du Sud) ou avec l'affaire Enron: cette multinationale symbole de la réussite de la nouvelle économie, avait truqué ses chiffres et affichait des bénéfices faramineux tandis qu'elle était déficitaire.

Les conséquences de la crise pour les travailleurs et les jeunes sont dramatiques : multiplication des attaques contre les droits sociaux, licenciements, chute des revenus, hausse du chômage, de la pauvreté. Chaque jour environ 100 000 personnes meurent à cause de la faim et de ses suites immédiates, 20 000 enfants de maladies évitables, 5 000 personnes à cause d'accidents ou de maladies liés au travail… La liste est longue. Et le système va de plus en plus d'instabilité.

Si ces recettes n'ont pas fonctionné, c'est parce que le système est confronté à une crise structurelle : pour faire remonter les profits, les multinationales doivent revenir sur ce qu'elles avaient concédé aux salariés des pays du Nord et aux peuples des pays du Sud dans une période de croissance économique (les Trente Glorieuses). Cela passe par des attaques violentes qui entraînent une chute des revenus pour une partie importante de la population mondiale. La course effrénée au profit a pour conséquences l'effondrement d'économies nationales qui ne peuvent suivre le rythme. D'où la contradiction entre les nécessités des multinationales (vendre leur production, exploiter de la manière la plus rentable possible l'ensemble des ressources mondiales) et les moyens qu'elles doivent mettre en œuvre pour y répondre. Des populations sans argent ne permettent pas l'écoulement de la production mondiale. Des Etats dont l'économie s'écroule ne sont pas des points d'appui stables pour une exploitation « rentable » des ressources mondiales.

La crise économique s'accompagne logiquement d'une crise de légitimité du projet et du système capitaliste dans son ensemble. Car aux échecs que nous venons d'évoquer s'ajoutent l'accroissement visible par tous des inégalités entre le Nord et le Sud et, au sein des pays « développés », entre les plus riches et les classes populaires. La « fin de l'Histoire » qui avait été prophétisée par certains après la chute de l'URSS et des pays dits « socialistes » se heurte à la réalité des crises du système capitaliste.

b) Accélération de l'offensive impérialiste et des résistances.

La chute de l'URSS et la fin de la guerre froide ont ouvert une nouvelle période. La disparition de la deuxième superpuissance a permis un redéploiement des grandes puissances. Les classes dirigeantes nous avaient promis l'avènement d'une ère de paix. Mais ce redéploiement impérialiste a signifié une concurrence accrue entre les pays impérialistes, plus de guerres et plus d'instabilité au niveau international.

Nous assistons à une accélération de l'offensive des classes dominantes. Au Nord, ce sont l'ensemble des acquis des travailleurs qui sont remis en cause : protection sociale, retraites, salaires, temps de travail, services publics…

La notion d'impérialisme est d'une actualité brûlante : en effet, l'offensive contre les travailleurs et les jeunes du monde entier révèle toute sa violence avec le recours systématique à la force armée contre les pays du Sud.

La guerre et les occupations militaires sont à présent une donnée structurante de la stratégie des classes dominantes, de même que la rhétorique du « choc des civilisations » qui désigne un nouvel ennemi qui prend la place du communisme : l'Islam.

Après le 11 septembre 2001, les Etats-Unis se sont déclarés officiellement en guerre. En septembre 2004, la Russie en a fait de même. L'unanimité derrière les Etats-Unis lors de l'offensive en Afghanistan, la légitimation par l'ONU de l'occupation de l'Iraq, la multiplication des interventions militaires (Haïti, Côte d'Ivoire…) avec occupation et les menaces envers d'autres pays (Soudan, Iran…) montrent que la « guerre sans limite » n'est pas qu'une idée mais bel et bien une politique reprise par l'ensemble des grandes puissances.

La guerre de classe menée par la bourgeoisie se heurte à des résistances elles aussi de plus en plus fortes. Ces dernières années les grèves se sont multipliées dans les pays dominants (France, Allemagne, Italie…), ainsi que les soulèvements dans les pays du Sud victimes du FMI (Argentine, Venezuela…) ou de l'offensive armée (Irak, Palestine…) et c'est un véritable mouvement de contestation à l'échelle internationale qui a vu le jour.

Les Forums Sociaux et les journées mondiales de mobilisation contre la guerre en sont les manifestations les plus visibles. L'épreuve de force entre les capitalistes et les peuples est en cours et même si nous sommes forcés de constater que pour l'instant elle tourne à l'avantage de la bourgeoisie, les luttes la fragilisent.

c- Concurrence et complémentarité entre les impérialismes

(9 pour avec les formulations 1)

Formulation 1

La guerre en Irak, objectif central pour les Etats-Unis dans leur stratégie de redécoupage de la planète et notamment du Moyen-Orient, a révélé l'ampleur des confrontations entre les différents impérialismes. L'opposition de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de la Chine à l'offensive en Irak est l'illustration des difficultés de la politique mise en place par les Etats-Unis depuis la fin de la guerre froide. Leur objectif était de conquérir les zones échappant au système capitaliste mondialisé en se posant comme leader hégémonique d'un camp fédérant l'ensemble des grands pays capitalistes.

Formulation 2

La guerre en Irak, objectif central pour les Etats-Unis dans leur stratégie de redécoupage de la planète et notamment du Moyen-Orient, a révélé l'ampleur des confrontations entre les différents impérialismes. L'opposition de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de la Chine à l'offensive en Irak est l'illustration des conflits inter impérialistes qui se sont développés depuis la fin de la guerre froide. L'objectif des Etats-Unis objectif était de conquérir les zones échappant au système capitaliste mondialisé en se posant comme leader hégémonique d'un camp fédérant l'ensemble des grands pays capitalistes.

Mais la disparition de l'ennemi commun, l'URSS, a amené certains anciens alliés des Etats-Unis à prendre une autonomie de plus en plus grande vis-à-vis de l'ancienne superpuissance protectrice. Le Japon et l'Allemagne se sont ainsi progressivement posés en concurrents économiques sérieux pour les Etats-Unis. C'est ainsi que l'Allemagne, alliée à la France, a accéléré le développement de la construction du bloc européen, en essayant par exemple d'étendre sa zone d'influence aux pays de l'ex-Yougoslavie dès le milieu des années 90. De leur côté, la Russie et la Chine, même si elles se sont intégrées au système mondial, n'abandonnent pas leur prétention à contester l'hégémonie étatsunienne.

C'est donc progressivement un monde multipolaire qui émerge même si les Etats-Unis sont à l'heure actuelle la seule superpuissance économique, politique et militaire. Mais les effets conjugués de l'émergence de la concurrence et de la crise économique qu'ont connue les Etats-Unis à la fin des années 90 (écroulement du NASDAQ notamment) ont amené les dirigeants étatsuniens à revoir leur stratégie. C'est le sens de la politique de « guerre sans limite », explicitement formulée et mise en pratique par l'administration Bush après les attentats du 11 septembre même si elle avait été élaborée auparavant.

Il s'agit pour les Etats-Unis d'apporter une réponse violente à la crise mondiale tout en contre-attaquant face à l'émergence de concurrents. Les Etats-Unis s'appuient sur leur suprématie militaire pour maintenir et étendre leur domination économique. Leur priorité est de prendre le contrôle du Moyen-Orient, zone stratégique notamment en raison de ses ressources pétrolières, en occupant des pays ou en y installant des régimes à leurs ordres. Ils espèrent ainsi conquérir l'ensemble des marchés et, en contrôlant le pétrole, mettre l'Europe dans une situation de dépendance énergétique.

Formulation 1

La période politique qui s'est ouverte avec le changement de stratégie des Etats-Unis après le 11 septembre porte en elle toujours plus de confrontations entre les grandes puissances. C'est en ce sens que l'on doit comprendre l'accélération de la construction européenne (armée européenne, Constitution, élargissement…). C'est aussi cette grille d'analyse qui nous permet de comprendre les affrontements de plus en plus directs entre la France et les Etats-Unis dans certains pays d'Afrique, comme en Côte d'Ivoire où la déstabilisation d'un pays allié de la France est largement due à l'intervention des Etats-Unis.

Formulation 2

La période politique qui s'est ouverte avec le changement de stratégie des Etats-Unis après le 11 septembre porte en elle toujours plus de confrontations entre les grandes puissances. C'est en ce sens que l'on doit comprendre l'accélération de la construction européenne (armée européenne, Constitution, élargissement…). C'est aussi cette grille d'analyse qui nous permet de comprendre les affrontements de plus en plus directs entre la France et les Etats-Unis dans certains pays d'Afrique, comme en Côte d'Ivoire où la déstabilisation d'un pays allié de la France est largement due à l'intervention des Etats-Unis ou encore la politique de la France en Amérique latine et en Chine, où elle essaie d'avoir des points d'appui.

Les bourgeoisies, à l'échelle internationale, ont un intérêt commun : résoudre la crise et faire taire les résistances. C'est ainsi qu'elles peuvent par moment se retrouver pour intervenir ensemble militairement dans des pays comme l'Afghanistan ou Haïti, ou faire un bloc commun face aux pays du Sud dans des sommets de l'OMC. Mais la logique de la période est une accélération de la concurrence et des confrontations entre les grandes puissances. Le choix de l'administration Bush est un produit du développement des contradictions du système capitaliste mondialisé. Il n'y aura pas de retour en arrière, chaque jour ces contradictions s'accentuent et l'issue de la crise généralisée qui se profile est plus que jamais incertaine.

2. Situation en France et en Europe

a) Offensive libérale dans toute l'Europe et en France

Les gouvernements de tous les pays d'Europe menent des attaques contre tous les droits des travailleurs : retraites, Sécurité sociale, droits démocratiques, immigration, éducation… Ce sont des gouvernements de combat, qui sont prêts à des affrontements d'ampleur avec les travailleurs. Le fait que l'extrême droite participe à plusieurs gouvernements est représentatif de la volonté des classes dominantes d'en découdre. L'Union européenne est un cadre de coordination de ces attaques, et l'objectif de la Constitution européenne est d'institutionnaliser, de donner petit à petit un cadre légal aux reculs que veulent infliger les bourgeoisies. D'autre part, l'intégration de Europe de l'Est est un outil pour renforcer la hiérarchie au sein de l'Europe entre pays riches et pauvres même si les bourgeoisies des pays de l'Est y trouvent leur compte par l'afflux de capitaux dans leurs pays qui découle du rattachement à l'UE.

L'extrême droite se développe dans toute l'Europe, et dans plusieurs pays elle participe à des gouvernements au côté de la droite. Cette montée de l'extrême droite est révélatrice de la crise de légitimité de la construction de l'Europe qui favorise les replis nationalistes. Le choix fait par plusieurs partis de droite de former des coalitions avec l'extrême droite démontre que les classes dominantes sont dans une logique d'affrontement violent avec la classe ouvrière.

En France, le gouvernement Raffarin a pour projet la destruction de l'essentiel des droits sociaux obtenus depuis 1945. Ce que Thatcher avait en bonne partie réussi, la bourgeoisie française veut le faire. Les attaques contre la Sécurité sociale (retraites, assurance maladie, assurance chômage) et le droit du travail sont les axes fondamentaux (temps de travail, remise en cause du CDI, fin des diplômes nationaux, rapport Thélot…). Elles structurent une bonne partie des réformes actuelles du gouvernement et du patronat : ce dernier a même tendance a être plus offensif que le gouvernement, en lien avec Sarkozy et une fraction importante de l'UMP. Il met en place dans les entreprises des attaques avant que le gouvernement ne l'ose.

Pour mener à bien son projet, le gouvernement mène une campagne ultra réactionnaire contre les femmes, les travailleurs étrangers, les musulmans, les LGBT. A cela s'ajoute le renforcement de l'appareil de répression de l'Etat par le biais de lois (Vigipirate, LSQ, LSI, présence policière dans les lycées…).

L'ensemble des attaques sur les travailleurs qui touchent en priorité les femmes, l'amendement Garaud sur l'IVG, les pubs sexistes vont dans le sens du retour au foyer. Le nombre d'agressions homophobes augmentent. La division des travailleurs entre eux (hommes/femmes, français/étrangers, musulmans/catholiques/juifs/athée,…) est un élément indispensable de la politique des classes dirigeantes. Grâce au 11 septembre, la campagne contre les musulmans (qui tend à assimiler tout arabe à un musulman et tout musulman à un terroriste) permet à Chirac de faire l'union sacrée derrière la défense de la « république » et d'effacer tout clivage de classe. Les partis de gauche participent pleinement à cette logique.

Le mouvement de mai-juin 2003 a montré la capacité des travailleurs à se mobiliser. Pourtant cela n'a pas stoppé le gouvernement. Des grandes luttes ont eu lieu et ont toujours lieu dans beaucoup de pays européens (Italie, Etat Espagnol, Portugal, Allemagne). Cela a contribué à destabiliser ces gouvernements, notamment le gouvernement Raffarin (recul sur les 35h, malgré la volonté du patronat). Mais les attaques continuent (loi sur les licenciments, sur le service minimum…).

La multiplication des défaites des travailleurs (retraite, sécu, privatisations…) a laissé des traces pourtant, il n'y a pas de démoralisation chez les jeunes et les travailleurs. Des mobilisations sectorielles existent (La Poste…).

b) Situation sociale des jeunes

Les jeunes d'aujourd'hui sont la première génération depuis des décennies à savoir qu'elle va moins bien vivre que ses parents.

On assiste aujourd'hui à une prolétarisation de la jeunesse : de plus en plus de jeunes sont obligés de se salarier, étant donné la baisse du niveau de vie des travailleurs. En effet l'inflation (qui a des conséquences immédiates sur le coût des études) et la baisse du pouvoir d'achat des catégories les plus modestes oblige les jeunes à se salarier très tôt, y compris pour ceux qui poursuivent des études.

Mais cette prolétarisation est également le résultat d'un projet de la bourgeoisie en direction de la jeunesse. En s'attaquant au système universitaire actuel, la bourgeoisie ne veut pas simplement réorganiser l'enseignement et la recherche : elle veut remodeler l'ensemble du monde du travail. L'université telle que nous la connaissons est le résultat d'une massification de l'enseignement supérieur, qui a commencé au lendemain de la deuxième guerre mondiale et s'est accélérée dans les années 60-70. Cette massification provenait d'un besoin accru de main d'œuvre qualifiée. Massification n'a jamais signifié démocratisation : les fils et filles d'ouvriers ont toujours eu beaucoup moins accès à l'enseignement supérieur que les classes aisées (chiffres).

Mais avec la crise, la bourgeoisie veut désormais remettre en cause la massification. Elle a besoin de travailleurs précaires peu qualifiés. Elle veut donc exclure une partie des jeunes de l'enseignement supérieur et adapter les études aux besoins à court terme des patrons. Détruire l'actuel système d'enseignement supérieur est un moyen efficace pour flexibiliser le monde du travail.

Elle veut favoriser le développement de l'alternance à tous les niveaux (secondaire et supérieur). Elle organise la professionnalisation des études, c'est-à-dire la soumission de leur contenu aux besoins à court terme des entreprises (lycée des métiers, licences pro, LMD...). Cela s'accompagne d'une casse des droits collectifs des futurs salariés par la suppression du cadre national des diplômes et l'annexe descriptive ou supplément au diplôme qui les individualise.

Pour faire accepter cette dégradation de la situation de la jeunesse, on la criminalise. Elle est stigmatisée comme dangereuse et « déréglée », il faut la discipliner. Le gouvernement Raffarin s'est appuyé sur l'offensive sécuritaire engagée par le gouvernement de gauche pour entreprendre des attaques sans précédent depuis la première moitié du vingtième siècles, comme l'enfermement des mineurs, l'interdiction des rassemblements dans les halls d'immeuble...Le retour à l'uniforme est même en débat. Cette criminalisation de la jeunesse touche plus particulièrement les quartiers populaires et la jeunesse immigrée.

La situation sociale des jeunes se dégradant, il est de plus en plus difficile de partir de chez ses parents et d'obtenir l'autonomie. D'où un écho important pour les discours défendant la famille comme cadre structurant dans la société. Ces discours participent d'une offensive idéologique réactionnaire qui renforce les valeurs patriarcales (plus d'oppression des jeunes filles notamment).

c) Luttes dans la jeunesse

Des mobilisations très importantes sur des questions non liées de manière immédiate aux conditions d'études ou de travail. Sur ces « questions politiques », les mobilisations ont été parfois très massives (comme on a pu le voir dans l'entre-deux tours), en premier lieu la lutte contre la guerre. La lutte contre la guerre n'a pas encore réussi à se structurer sur la durée mais elle va continuer à politiser un grand nombre de jeunes sur un sujet au coeur de la stratégie des classes dirigeantes.

Des mobilisations parfois massives (mouvements lycéens en 98 et 99 et, dans une moindre mesure, mouvement étudiant en novembre-décembre 2003) ont eu régulièrement lieu sur les questions liées aux conditions d'études. Elles ont pu donner lieu à des grèves et à des blocages d'universités et de lycée. Les conditions d'études, le droit à l'éducation reste une préoccupation fondamentale des jeunes. Les luttes pour ce droit permettent à des milliers de jeunes de faire l'apprentissage de luttes concrètes, de la grève, d'apprendre à se confronter avec le gouvernement et à se solidariser avec la classe ouvrière comme pendant le mouvement de mai-juin 2003.

La prolétarisation de la jeunesse n'est pas sans effet sur les luttes des jeunes. On a vu apparaître des luttes de jeunes précaires, qui ont même été parfois victorieuses. La précarisation du milieu étudiants (50 % des étudiants sont salariés, le nombre de boursiers augmente chaque année…) modifie les conditions de lutte à l'université. En effet les étudiants salariés sont moins présents à l'Université et les plus pauvres d'entre eux ne peuvent se permettre de rater des cours au risque de redoubler et de perdre leurs bourses… Les questions concernant les étudiants et les travailleurs sont de plus en plus proches, mais l'obligation de plus travailler pèse sur la capacité à lutter.

Ce sont les plus jeunes de travailleurs qui ont été aux avant-postes des dernières grandes luttes (contre la guerre, en mai-juin). La jeunesse peut jouer un rôle essentiel dans les prochaines grandes luttes.

3) La place des révolutionnaires

a) Les jeunes et la gauche

Une grande partie des jeunes ne votent pas. L'engagement politique ne va pas de soi pour la plupart des jeunes, à la différence des années 60-70, mais les militants n'apparaissent plus comme des zombies comme cela pouvait être le cas au début des années 90. La volonté de changer le monde, le projet révolutionnaire ont gagné en crédibilité.

Une majorité de jeunes n'a pas confiance en la gauche traditionnelle pour transformer le monde. Le lien entre la gauche, le mouvement de la classe ouvrière et la transformation sociale (l'idée de transformation de la société) n'est pas quelque chose d'évident pour les jeunes d'aujourd'hui. Mais une part significative pense que c'est un moindre mal par rapport à la droite. La gauche traditionnelle contrôle encore moins la jeunesse que la classe ouvrière, et elle évolue de plus en plus vers la droite (les directions syndicales étudiantes, par exemple, capitulent devant le projet de la bourgeoisie dans l'enseignement supérieur). Mais elle conserve une certaine influence dans la jeunesse.

b) Le poids des directions réformistes dans les luttes

Malgré la relative faiblesse de l'encadrement de la jeunesse par la gauche traditionnelle, celle-ci conserve une influence significative sur les luttes des jeunes. Certains secteurs de la gauche sont encore capables de ponctuellement être à l'initiative de luttes : la direction de l'Unef l'a prouvé en novembre-décembre 2003.

Quand des luttes ont lieu, les idées réformistes ont un écho significatif. Cela permet à la gauche qui s'en revendique d'y exercer une influence. Pour y arriver, elle s'appuie sur l'Etat (subventions, liens institutionnels) qui lui permet d'avoir des moyens à dispositions et qui lui donne des relais institutionnels pour négocier la paix sociale. Elle s'appuie aussi sur les illusions engendrées par le système : en 2003, au plus fort de la mobilisation contre la guerre en Irak en France, les réformistes défendaient l'idée inepte de la résolution du problème par l'intermédiaire de l'ONU, mais cette idée était une illusion partagée par des millions de gens. Conforter ces illusions permet aux directions traditionnelles de s'assurer une certaine influence sur les mobilisations.

La gauche traditionnelle porte une lourde responsabilités dans les dernières défaites des travailleurs et des jeunes. Elle ne fait rien pour organiser une réelle contre-offensive générale face aux classes dirigeantes et au besoin elle sabote les luttes. Pour que les prochaines luttes soient victorieuses, il est nécessaire de les préparer dans la perspective d'un affrontement avec la politique de la classe dirigeante.

c) L'audience des révolutionnaires

Mais la nouveauté de la situation réside dans le fait que nous pouvons contester la direction des luttes à la gauche traditionnelle. Le mouvement contre la guerre et les occupations, le mouvement étudiant de novembre-décembre 2003 le prouvent : nous ne sommes plus uniquement en position de commentateurs d'initiatives prise par d'autres, une simple force de contestation, ou un "aiguillon" qui tente de faire aller la direction des luttes "un peu plus à gauche".

Cela veut dire que nous pouvons être à l'initiative de cadres unitaires et non plus seulement participer à ceux

que d'autres impulsent. Nous sommes de plus en plus en position de réfléchir à la mise en place de toutes les étapes de la lutte et à entraîner tout le mouvement à franchir ces étapes sans attendre que d'autres le fassent à notre place.

De plus, notre courant est désormais connu du grand public et notre surface de contacts s'est considérablement élargie. Les présidentielles de 2002 en sont l'illustration la plus manifeste. Les campagnes régionales et européennes de 2004 (affluence dans les meetings, écho favorable pour nos idées chez les salariés et les jeunes…) sont révélatrices de cette audience même si les scores obtenus ont été inférieurs à ceux de 2002.

Cependant, nous n'avons pas encore su capitaliser cet élargissement. Mais il existe aujourd'hui la possibilité de gagner un grand nombre de jeunes à nos idées, pas seulement des individus.

II. Nos tâches

1) Proposer une politique pour l'ensemble de la jeunesse.

a) Nos axes d'intervention prioritaires

Nous avons vocation à nous adresser à l'ensemble des jeunes, et pas seulement aux plus radicaux d'entre eux. Cela signifie avoir une politique qui prend en compte l'ensemble des préoccupations des jeunes, que ce soit du point de vue de leurs conditions de vie ou des questions politiques sur lesquelles ils sont prêts à agir et à se battre.

Nous devons cependant définir des priorités politiques, qui sont les questions sur lesquelles nous pouvons entraîner du monde, élever le niveau de conscience et peser sur le rapport de forces réel, sans pour autant mettre de côté les autres questions.

Deux questions essentielles apparaissent dans la période : les luttes sociales face aux attaques de la bourgeoisie et les luttes internationalistes, essentiellement les mobilisations anti-guerre.

Le caractère prioritaire de ces questions signifie que notre orientation et notre intervention sont définies par elles et qu'elles doivent faire l'objet d'une politique cohérente et nationale, prise en charge par l'ensemble de l'organisation.

Même si ces questions ne se confondent pas et nécessitent une intervention et des cadres de mobilisation spécifiques, nous ne pouvons pas déconnecter l'offensive militaire menée contre les pays du Sud et l'offensive anti-sociale et répressive menée contre les travailleurs et les jeunes des pays du Nord.

Nous devons donc expliquer dans les différentes luttes qu'il existe un lien entre elles : dans les luttes sociales, expliquer le lien avec la guerre et le fonctionnement du capitalisme, dans les luttes anti-guerre, expliquer qu'il y a une cohérence entre les guerres et les attaques contre les travailleurs et les jeunes (budgets, fonctionnement actuel du capitalisme…).

Notre orientation est un tout : nous défendons pour chaque mouvement ces objectifs propres, en relation avec le niveau de conscience des jeunes ; mais nous défendons dans tous les cadres une orientation globale (lutte contre le sexisme, contre toutes les discriminations, importance de la lutte des classes, rôle de l'Etat, de la police…).

Dans chacune des luttes, nous devons aussi prendre le temps de discuter individuellement et de faire des interventions qui expliquent nos idées révolutionnaires : cette société n'est pas aménageable, les intérêts des classes populaires et de ceux qui nous dominent ne sont pas compatibles. C'est parce que cela est difficile que nous le faisons assez mal. Cela nécessite des discussions spécifiques et régulières dans les instances (cercles, directions, commissions) pour définir précisément les arguments que nous employons.

b) Unifier les luttes des jeunes aux côtés des travailleurs

Ces dernières années nous constatons que s'il y a des foyers d'agitation permanents, il y a une réelle difficulté à tendre vers une unification des mobilisations, notamment dans le domaine social.

Notre tâche n'est pas d'appeler à l'unité de manière strictement propagandiste, ni de négliger les luttes sectorielles, partielles. S'adresser à l'ensemble des jeunes, c'est être capable de formuler des revendications spécifiques pour les lycéens, les étudiants, les jeunes travailleurs et chômeurs tout en avançant sur des revendications unifiantes.

Nous devons partir des préoccupations immédiates des jeunes, notamment celles qui concernent leurs conditions d'études, de travail ou de vie. Mais dans le même temps nous ne nous cantonnons pas à des revendications immédiates et sectorielles, pour dépasser le morcellement des luttes et aller vers la perspective de la grève générale.

Les jeunes n'ont pas d'intérêts propres, ils ne constituent pas une classe sociale. Nous pensons que c'est en s'alliant aux travailleurs qu'ils ont un rôle progressiste dans l'histoire. Les revendications que nous mettons en avant doivent donc concerner en premier lieu les jeunes issus des couches exploitées. Elles doivent aussi être un point d'appui pour faire des liens avec les luttes des travailleurs.

Les revendications spécifiques seront développées plus loin. Nous allons ici sérier quelques revendications dont la vocation est d'unifier et qui peuvent être avancées dans certaines mobilisations sectorielles ou spécifiques.

La société actuelle ne donne pas les moyens à la jeunesse de se former dans de bonnes conditions : les jeunes, qu'ils soient lycéens, étudiants, apprentis ou à la recherche d'un premier emploi, n'ont le choix qu'entre la dépendance vis à vis de leur famille ou l'obligation de travailler dans des conditions précaires. Pour pouvoir se consacrer à sa formation, quelle qu'elle soit, chaque jeune, entre 16 et 25 ans, doit percevoir une allocation d'autonomie d'au moins 1000 euros par mois.

Les moyens dans l'éducation sont insuffisants et la privatisation de l'Education nationale en cours par divers biais. Nous devons, dans les luttes qui peuvent se développer dans les facs et les lycées, avancer sur la question des moyens et contre les politique de privatisation.

La question du chômage préoccupe une très grande majorité de jeunes. C'est également une arme aux mains de la bourgeoisie pour faire accepter sa politique de régression sociale, que ce soit les réformes dans l'éducation ou les attaques contre les jeunes salariés. Pour opposons l'ensemble des jeunes à cette logique, nous mettons en avant la revendication de l'allocation d'autonomie et le droit à un emploi stable pour tous les jeunes.

Les politiques répressives concernent de plus en plus de jeunes, que ce soit sur leur lieu de travail, d'étude ou d'habitation. Nous devons mettre en avant des revendications concernant la criminalisation de la jeunesse : abrogation des lois sécuritaires, pas de flics dans les facs et les lycées, pas de flic dans nos quartiers et dans nos cités…

De telles revendications, couplées aux revendications immédiates, peuvent nous permettre de pousser vers l'unification des mobilisations tout en étant en phase avec les mots d'ordre sur lesquels les jeunes se mobilisent.

c) Les questions politiques et la lutte contre le capitalisme

Les manifestations monstres de l'entre-deux-tours nous ont prouvé que le sentiment anti-raciste et anti-fasciste était largement partagé chez les jeunes. L'accélération de l'offensive raciste, autour de la rhétorique du « choc des civilisations », nécessite une élaboration et une activité conséquentes sur les questions liées au racisme qui est aujourd'hui un des principaux outils aux mains des classes dirigeantes pour diviser les opprimés entre eux.

Chaque année, les Marches des Fiertés nous démontrent que les questions liées à la sexualité concernent les jeunes au premier chef et que nombre d'entre eux sont susceptibles de se mobiliser, de se radicaliser et de se politiser dans des mobilisations qui pèsent dans le rapport de forces.

Nous pouvons aussi voir que face à la multiplication des attaques contre les droits des femmes, un travail est possible et nécessaire, ce qu'a démontré l'écho relatif reçu par les campagnes menées par Ni Putes Ni Soumises, qui apportaient des réponses institutionnel-

les à des problèmes pourtant bien réels et en profitaient pour nous diviser entre bons musulmans républicains intégrés et affreux islamistes.

Enfin, la question de l'écologie est une question qui, à juste titre, préoccupe les jeunes. Les mobilisations contre les marées noires, la dimension écologiste dans les rassemblements altermondialistes ou les campagnes contre les OGM témoignent d'un intérêt réel pour l'écologie.

Nous devons non seulement avoir une élaboration spécifique sur ces questions pour ne pas nous contenter de dénoncer le système capitaliste dans son ensemble (voir résolutions) mais aussi les intégrer à notre profil politique pour expliquer le lien entre, par exemple, le racisme ou la crise écologique et la logique du système.

Nous devons par ailleurs nous donner les moyens de participer à certaines mobilisations sur ces questions. Au niveau national, nous devons nous saisir de l'actualité. De plus, sur certaines sections ou pour les sections d'une même région, ce type de mobilisations peut être une priorité : mobilisations contre des catastrophes écologiques, contre des politiques municipales particulièrement sécuritaires, contre des actes racistes localisés…

2) Une politique unitaire et offensive

a) Répondre aux enjeux de la période

Formulation 1 (9 pour)

Nous sommes dans une période de mobilisation permanente. Construire les mobilisations sur les questions prioritaires dans la période actuelle est un travail quotidien, qui connaît des avancées et des reculs, liés à la situation politique. Se limiter à une intervention propagandiste combinée à une intervention ponctuelle dans les mobilisations est en dessous des possibilités de la période actuelle.

La première tache des révolutionnaires est la construction des mobilisations en y développant une stratégie qui permette à ceux qui se battent de s'orienter dans la période actuelle pour gagner. C'est en participant pleinement aux mobilisations, en se posant l'ensemble des problèmes qui sont posés au mouvement (massification, différenciations politiques, critiques de la part des directions réformistes…) pour qu'il gagne que les révolutionnaires pourront démontrer la justesse des stratégies élaborées à partir des acquis du marxisme.

Nous devons nous adresser à toutes les forces politiques syndicales et associatives pour impulser et construire les mobilisations, en combattant tout sectarisme. Mais nous ne pouvons pas postuler qu'un accord avec les forces traditionnelles du mouvement ouvrier est la condition pour le développement et le succès des luttes. Ce serait une politique d'impuissance et le reflet d'une perte de confiance dans les capacités des jeunes et des salariés à construire leur propre lutte.

La condition pour le développement des mobilisations, leur élargissement, leur capacité à surmonter des obstacles, c'est que les jeunes et les salariés qui y participent aient confiance dans leurs propres forces et prennent conscience du sens politique de leur combat. Cette compréhension politique est une condition pour développer l'auto organisation que les révolutionnaires doivent chercher à susciter en permanence. L'auto organisation, c'est l'appropriation des luttes par ceux qui les mènent. Mais surtout, l'auto-organisation est le principal moyen pour élargir et renforcer notre camp social face aux classes dirigeantes. Seul un mouvement qui s'organise lui-même peut entraîner des millions de travailleurs et de jeunes dans la lutte. C'est pour cette raison que les bureaucraties ont toujours combattu la dynamique et la force des mobilisations auto-organisées.

Formulation 2

Il n'y a pas de « boulevard » pour les révolutionnaires, les opprimés ne sont pas dans une dynamique de victoire, et subissent même de nombreuses défaites, ou des victoires ponctuelles sur des luttes défensives. Mais, pour autant, nous ne devons pas nous replier sur nous-mêmes en attendant des jours meilleurs.

Nous sommes dans une période de mobilisation permanente. Construire les mobilisations sur les questions prioritaires dans la période actuelle est un travail quotidien, qui connaît des avancées et des reculs, liés à la situation politique. Se limiter à une intervention propagandiste combinée à une intervention ponctuelle dans les mobilisations est en dessous des possibilités de la période actuelle.

La violence des attaques et la persistance du mécontentement à une échelle large signifient qu'il y a des potentialités de luttes. Les jeunes et les travailleurs sont plus désorientés que démoralisé. Cette désorientation est notamment due à l'absence de perspectives proposées par le mouvement ouvrier traditionnel qui refuse toute confrontation avec les classes dominantes, sauf quand il y est vraiment obligé par les masses.

La possibilité de mobilisations ne dépend pas uniquement de nous : elle dépend aussi de la combativité des jeunes et de l'attitude des autres courants. Mais nous avons un rôle particulier à jouer dans l'organisation de la contre-offensive. D'une part car nous sommes un des seuls qui veulent réellement se battre. Et, d'autre part, parce que, actuellement, de nombreux jeunes tentent de trouver des moyens de lutter et que notre rôle est de les aider à la faire.

Nous ne pouvons nous contenter de faire pression sur la gauche traditionnelle pour qu'elle initie des mobilisations. Nous devons, chaque fois que nous pensons que c'est juste, être à l'initiative, c'est à dire tenter d'entraîner un maximum de jeunes derrière nous. Pour cela, nous devons penser la construction des mobilisations de A à Z, c'est-à-dire en nous pensant comme une direction. Lorsque nous sommes à l'initiative, les mots d'ordre les plus justes pour construire le mouvement, ceux qui permettent de gagner, peuvent être majoritaires.

Mais deux conditions supplémentaires sont nécessaires pour gagner : l'unité et l'auto-organisation.

La division entre les différentes organisations est un obstacle pour de nombreux jeunes pour s'investir dans une lutte. De plus, l'influence que possèdent encore les réformistes fait que leur investissement, même seulement par le biais de la signature d'un tract, est un point d'appui pour que nous entraînions de nombreux jeunes.

Pour nous, la lutte pour l'unité est aussi le plus sûr moyen soit d'entraîner les réformistes sous la pression de leur base, soit de démontrer, qu'ils ne veulent pas mobiliser et ainsi augmenter notre influence. Dans les organisations de masse à direction réformistes, nous nous battons pour qu'ils participent aux luttes. Dans les cadres de mobilisations que nous construisons, nous proposons toujours l'unité aux autres forces et nous l'acceptons sur la base minimum qui permet le développement d'une mobilisation.

La condition pour le développement des mobilisations, leur élargissement, leur capacité à surmonter des obstacles, c'est que les jeunes et les salariés qui y participent aient confiance dans leurs propres forces et prennent conscience du sens politique de leur combat. Cette compréhension politique est une condition pour développer l'auto organisation que les révolutionnaires doivent chercher à susciter en permanence. L'auto organisation, c'est l'appropriation des luttes par ceux qui les mènent. Mais surtout, l'auto-organisation est le principal moyen pour élargir et renforcer notre camp social face aux classes dirigeantes. Seul un mouvement qui s'organise lui-même peut entraîner des millions de travailleurs et de jeunes dans la lutte. C'est pour cette raison que les bureaucraties ont toujours combattu la dynamique et la force des mobilisations auto-organisées. Pour les JCR, la révocabilité des élus et les votes ne sont pas des questions formelles mais des questions stratégiques

C'est aussi un moyen de combattre l'influence des bureaucraties. D'une part en les obligeants à participer à la mobilisation sous peine de perdre leur influence auprès des jeunes qui les voient en direct dans les assemblées générales. D'autre part en les mettant en minorité dans les assemblées générales et ainsi en cassant leurs volontés de compromis avec l'Etat et le système.

Formulation 1 (12 pour)

b) Construire une organisation révolutionnaire dans la jeunesse

Formulation 2 (1 pour)

b) Construire une tendance révolutionnaire dans une nouvelle organisation de jeunesse anticapitaliste

La campagne présidentielle de 2002 a prouvé que les organisations révolutionnaires ont un écho très

important. Le fait de se présenter comme militant révolutionnaire et défendre notre orientation ne sont pas des obstacles pour discuter avec des jeunes combatifs et tenter de les gagner.

Les questions fondamentales que se posent les jeunes qui veulent se battre aujourd'hui sont de savoir comment organiser la contre offensive et comment changer la société. Les JCR se fixent comme objectif de tenter de répondre à ces questions. Par une politique unitaire et offensive et la construction des luttes, nous tentons de répondre à la première. Pour répondre à la seconde, nous devons expliquer que cette société n'est pas réformable.

Un premier argument tourne autour du fonctionnement économique de la société : les moyens de production sont confisqués par une minorité qui décide de tout. Pour changer la société, les travailleurs doivent leur prendre le pouvoir et, à partir de la socialisation des moyens de production, changent la société et en finissent avec l'exploitation et toutes les oppressions. Le rôle des JCR est d'unifier les jeunes aux travailleurs pour défendre cette perspective.

Le deuxième argument tient aujourd'hui du bon sens quand on regarde l'évolution de la société : les guerres, le racisme, la misère, la violence font partie intégrante de cette société. La course au profit est de plus en plus clairement la source de tous ces problèmes. Nous pouvons facilement expliquer que c'est la logique de la société qu'il faut remettre en cause. Il est impossible de simplement aménager le capitalisme, de le réformer. Il faut une révolution.

Nous ne recrutons pas sur une base trotskyste ou léniniste, bien que ces références soient celles de la LCR et de la IVe Internationale et donc en partie les nôtres. Nous gagnons les jeunes à l'idée de se battre contre le système, à la conviction que la lutte de classe existe et est le moyen de renverser cette société, de faire la révolution.

Formulation 1 (8 pour, avec la formulation a)

Il n'y a pas dans la jeunesse de courant réformiste ou centriste avec qui il soit utile de construire une organisation commune. Les seuls courants avec qui nous militons régulièrement sont ceux du PC et de la gauche du PS, mais nous avons des désaccords politiques capitaux sur la stratégie comme sur l'intervention dans les luttes actuelles. Quand aux jeunes qui s'organisent dans des réseaux radicaux comme le réseau intergalactique, Sud-étudiants, etc. ce n'est qu'à l'échelle individuelle qu'ils acceptent de s'organiser politiquement.

Cela ne signifie pas qu'ils faut être attentistes et construire les JCR dans leur coin, sans être ouverts. Ne devons relayer les initiatives de la LCR sur la nouvelle force. Nous devons continuer à proposer l'unité d'action, et plus si possible, avec d'autres courants, en particulier les autres courants d'extrême gauche (comme cela a été le cas avec VdT et Speb). Notamment, nous développons les contacts et le militantisme commun avec les camarades de LO et de la fraction de LO, en s'appuyant sur les acquis de la camapgne de 2004. Nous devons aussi discuter avec les jeunes sur la nécessité de construire une force politique dans la jeunesse qui soit qualitativement plus grosse que les JCR. Cela se fait dans notre matériel, dans des meetings, des débats. C'est par ce type de discours que nous pourrons gagner des jeunes à nos idées dans des périodes où cela parait évident qu'il faut s'engager (comme l'entre deux tours des présidentielles 2002). Construire une organisation ne se fait pas de manière linéaire, cela se fait par des convergences, des ruptures et des sauts lors d'échéances politiques importantes, où nous pouvons démontrer que nos idées sont en adéquations avec les problèmes posés aux jeunes. Actuellement, notre priorité est de rechercher ces sauts.

La rupture avec l'ancienne période de construction des organisations révolutionnaires doit se penser comme un processus conscient et méthodique. La simple interpellation des directions réformistes, combinée à une accumulation lente et régulière de forces militantes, est largement insuffisante. L'aboutissement de cette logique s'incarne dans le fétichisme organisationnel et la collection de recettes militantes. Or la période actuelle nécessite de « révolutionner les révolutionnaires ». il ne s'agit plus de découper la frange radicale dans les mobilisations mais d'élaborer, à travers le débat avec tous ceux qui participent aux luttes, des stratégies pour les mobilisations et, à travers leur concrétisation, de gagner de nombreux militants au marxisme révolutionnaire.

La construction d'une nouvelle force politique n'émerge pas spontanément d'évènements (résultats électoraux, grève générales…), même si les événements fondateurs sont déterminants pour l'émergence d'une nouvelle direction révolutionnaire.

[Formulation a

C'est un processus, une politique permanente pour organiser, donner un cadre politique à tous ceux qui veulent développer les mobilisations dans le sens d'une contestation globale du capitalisme. La fonction de ce cadre est de permettre à une échelle plus large que l'actuelle extrême gauche de mener ensemble les batailles politiques centrales et de faire l'expérience des différentes stratégies pour les mobilisations.]

Le premier pas dans la construction d'une organisation de jeunesse révolutionnaire d'une ampleur conséquente est la mise en cohérence de l'intervention de notre courant, c'est-à-dire la convergence la plus rapide possible avec les différents groupes jeunes dans ou autour de la LCR.

Formulation 2 (1 pour)

Il y a aujourd'hui des dizaines ou quelques centaines de jeunes qui, sans être aux JCR ni à la LCR, sont convaincus de la nécessité d'un monde socialiste. Militants syndicaux, à l'UNEF ou à SUD, voire à la FSE ; associatifs, dans les mouvements antiguerre, LGBT, altermondialistes ; politiques (notamment des jeunes du PCF en rupture avec ce parti, des libertaires pas sectaires) ; ou même encartés nulle part, des « qui-savent-pas-trop » à quelle tradition politique ils s'identifient… On les retrouve à nos côtés dans les différentes luttes, ils poussent dans le même sens que nous contre les bureaucrates et tous ceux qui veulent aménager le système capitaliste.

Ces jeunes sont convaincus de la nécessité et de la possibilité du socialisme, sans nécessairement avoir tranché le débat pour y arriver, réformes ou révolution. Ils peuvent avoir encore des illusions, sur les élections notamment, tout en sachant que ce sont les luttes qui payent.

C'est en militant quotidiennement avec eux dans une organisation politique que nous pourrons le mieux les convaincre de la nécessité et de la possibilité de la révolution. Les côtoyer dans les luttes antiguerre, syndicales ou autres ne suffit pas puisque la question du pouvoir ne s'y pose pas tous les jours, et que c'est sur cette question qu'il faut les convaincre. D'où la nécessité de prendre des initiatives pour lancer dans la jeunesse une nouvelle force anticapitaliste avec eux.

Cette force anticapitaliste n'est pas un but en soi, car elle ne permettra pas dans les futures crises pré-révolutionnaires de convaincre massivement la jeunesse inorganisée de la nécessité de la révolution. C'est pourquoi nous devons garder dans cette nouvelle force une intervention structurée au sein d'une tendance, sur la base de l'orientation établie plus haut. Puisque nous serons à l'initiative de cette nouvelle force, que nous serons le seul courant structuré en son sein, nous en constituerons sa colonne vertébrale.

Cette nouvelle force ne constituera qu'une médiation tactique en vue d'arriver –le plus vite possible- à une organisation révolutionnaire regroupant un nombre de jeunes qualitativement supérieur à celui des JCR aujourd'hui.

Bien sûr le premier pas dans la construction de cette nouvelle organisation de jeunesse et de sa tendance révolutionnaire est la mise en cohérence de l'intervention de notre courant, c'est-à-dire la convergence la plus rapide possible avec les différents groupes jeunes dans ou autour de la LCR

c) Notre discours révolutionnaire dans les luttes

Nous ne déconnectons pas notre orientation révolutionnaire et notre intervention dans les luttes, dans lesquelles nous ne sommes pas juste de bons syndicalistes de gauche ou des militants un peu plus internationalistes que les autres. Nous devons, dans toute mobilisation, avancer en tant que militants politiques. Lorsqu'il y a une lutte, il y a en général élévation du niveau de conscience. Mais les idées révolutionnaires n'apparaissent pas de manière spontanée, il faut nécessairement une intervention consciente.

La façon dont nous construisons les luttes participe déjà de notre identité révolutionnaire. En effet, se battre pour l'auto-organisation, par exemple, c'est déjà défendre l'idée que ce sont les opprimés eux-mêmes qui

doivent prendre en main leurs affaires.

Mais défendre notre identité révolutionnaire signifie que nous ne sommes pas seulement au niveau politique du mouvement. Chaque fois que c'est possible, nous défendons la perspective d'une unification des luttes des opprimés pour une confrontation généralisée avec la bourgeoisie. Cela signifie aussi que nous devons avancer, par exemple dans les assemblées générales, une explication plus globale de la logique du système capitaliste, et des revendications qui remettent en cause cette logique. Lorsque des AG massives ont lieu sur la durée (mouvement de grève dur), nous pouvons également avancer sur la question du pouvoir (qui doit le détenir, pour faire quoi, etc.).

Nous devons avoir le souci, pendant des mobilisations, de ne pas mettre en veille l'activité de l'organisation. Cela implique de se donner les moyens de poursuivre l'apparition propre : tables, ventes de journaux, distribution de tracts. Cela implique aussi, au niveau national, de continuer de sortir le matériel et d'élaborer politiquement sur l'ensemble des questions. Cela signifie enfin, dans les manifestations, de s'organiser pour que les JCR apparaissent.

Le souci d'articuler construction des mobilisations et apparition de l'organisation n'est pas une règle abstraite que nous nous imposerions. Avoir une politique unitaire et offensive, c'est en effet se donner les moyens de construire le rapport de forces contre la bourgeoisie et de gagner en influence dans le mouvement ouvrier. Cela implique donc non seulement de construire et d'essayer de donner la meilleure direction possible aux mobilisations, mais aussi d'essayer de gagner des jeunes à l'organisation au cours d'une lutte.

3) Les luttes sociales

a) Vers la grève générale

La grève générale est aujourd'hui une nécessité à deux niveaux. Le premier est classique, la grève générale est un moyen de poser le problème du pouvoir des travailleurs et du changement de société. Le deuxième est lié à la situation politique actuelle : toutes les mobilisations contre les projets fondamentaux du gouvernement et du patronat ont échoué dans la dernière période.

Il est plus que probable que le rapport de force nécessaire pour leur infliger une défaite et de les faire dégager sans attendre 2007 soit celui donné par une grève générale. Nous devons l'expliquer dans toutes les mobilisations auxquelles nous participons, pour convaincre les jeunes de faire converger leurs luttes entre eux et avec les travailleurs.

Ajout (intégré sans vote)

E*n effet, la nécessité de chasser le gouvernement par les mobilisations, qui est posée depuis plus de 2 ans, est plus que jamais d'actualité. Il ne s'agit pas seulement d'empêcher le gouvernement d'appliquer ses réformes, mais que « la rue » conteste la légitimité de Chirac et Raffarin à diriger le pays. Une crise politique, provoquée par des mobilisations et qui entraînerait le départ de Raffarin serait une victoire pour les salariés et les jeunes. Le rapport de force en serait considérablement modifié en faveur des salariés, que le gouvernement suivant soit de gauche ou de droite. Il s'agit pour nous de rendre ce pays ingouvernable pour les patrons et les capitalistes et de démontrer que les seuls légitimes à diriger et capables de résoudre les problèmes de la société sont les travailleurs eux-mêmes.*

Or il est évident que les directions réformistes ne veulent pas d'une telle crise qui remettrait en cause l'espace qu'elles occupent dans leur démarche d'accompagnement de l'offensive des classes dirigeantes. Dans une situation de crise où c'est la légitimité du fonctionnement du système qui est remise en cause, elles savent qu'elles n'ont aucune perspective à proposer aux travailleurs puisqu'elles font partie du problème et non de la solution. Or dans la jeunesse, il est clair qu'il n'y a plus d'hégémonie des courants sociaux-démocrates et/ou staliniens, comme l'ont démontré les mobilisations étudiantes de novembre-décembre et comme le démontre le mouvement anti-guerre. Ces courants ont une importante capacité de nuisance mais nous sommes aujourd'hui en mesure de construire dans la jeunesse, aux côtés des salariés, des mobilisations qui peuvent converger autour du mot d'ordre « chasser le gouvernement » et contribuer à accélérer les processus de crise politique.

Mais, pour qu'une telle convergence soit possible, il faut déjà qu'existent des luttes sectorielles. Notre rôle est donc aussi de pousser à la mobilisation sur des revendications immédiates.

Dans la prochaine période, la lutte contre la privatisation des services publics, contre la régionalisation, pour la défense de la sécu peuvent unir jeunes et travailleurs sur des objectifs communs. Mais la défense des diplômes nationaux et des conventions collectives (cf. le dossier individualisé dans le rapport Thélot et l'annexe descriptive du LMD) doit être également un axe central dans la préparation de la grève générale. Les questions de la défense du droit à l'emploi, de la défense des salaires, du temps de travail et de la lutte contre le service minimum peuvent jouer un rôle.

Se battre sur la base de ces mots d'ordre permet aux jeunes scolarisés de saisir l'intérêt de rallier les travailleurs de leur établissement, et de tenter de convaincre les travailleurs des entreprises aux abords de leur établissement de les suivre.

b) Intervention dans les universités

L'offensive actuelle dans les universités est structurée autour de la réforme LMD-ECTS. La professionnalisation, le manque de moyens, l'augmentation de la sélection et des frais d'inscription y sont liés. C'est donc notre axe d'intervention syndical prioritaire. Nous poussons dans les syndicats où nous intervenons pour que la mobilisation contre cette réforme soit l'axe central autour duquel tous les autres doivent tourner.

Plusieurs mobilisation a déjà eu lieu contre les principes généraux de la réforme et elles ont échoué. Il est donc peu probable qu'une autre mobilisation parte d'une dénonciation générale. C'est plus vraisemblablement en partant des conséquences immédiates de la réforme sur les étudiants, filière par filière, que nous pourrons mobiliser.

Nous devons défendre le droit à une formation de qualité pour tous. Formation de qualité signifie diplômes nationaux permettant de se défendre dans le monde du travail, c'est-à-dire donnant accès à une qualification reconnue dans les conventions collectives, et non diplômes professionnalisés, ne donnant accès qu'à des compétences pour un poste précis dans une entreprise précise, ce qui en fait un diplôme jetable. Nous devons donc exiger le retrait de la réforme LMD, qui casse le cadre national des diplôme, impose une professionnalisation et une individualisation des études. Etudes pour tous, cela veut dire création massive de postes de profs et de personnels administratifs et ouvriers, contre les amphis et TD surchargés (pas plus de 24 par TD). Cela veut dire une allocation d'autonomie : pas un seul jeune ne doit être obligé de se salarier pour financer ses études. Cela veut dire également obtenir l'abrogation des lois racistes et l'égalité entre Français et Etrangers.

L'enseignement que l'université doit fournir doit également être remis en cause : nous ne voulons pas apprendre à devenir de bons salariés bien disciplinés dans la boîte du coin. Les jeunes doivent avoir un droit de décision sur le contenu des programmes, qui doivent notamment enseigner l'histoire des luttes sociales et donner les moyens d'une vision critique de la société actuelle.

Nous poussons donc dans Sud et dans l'Unef pour que des assemblées générales unitaires soient organisées sur la réforme en partant des problèmes de filières ou de problèmes pédagogiques par exemple (deuxième session, contenu des maquettes…).

Aucune des directions des syndicats étudiants ne croie à la possibilité de mobiliser contre la réforme, et chacune participe à son application (votes au Cneser et soutien à la réforme pour l'Unef, vote dans de nombreux conseils centraux pour Sud aussi…). C'est donc à nous de peser pour changer ces orientations. Cela nécessite un travail syndical quotidien, qui part des besoins des étudiants en essayant de donner une vision d'ensemble des enjeux actuels. La construction d'équipes syndicales sérieuses est fondamentale pour peser sur le rapport de force dans les syndicats et dans le milieu étudiant.

Nous devons aussi organiser un travail de tendance dans l'Unef comme dans Sud avec pour base centrale le retrait de la réforme LMD, l'unité syndicale et la perspective de l'unification, la solidarité avec les travailleurs, la lutte contre la guerre et le soutien aux peuples opprimés notamment par la France.

c) Intervention lycéenne

Les structures syndicales lycéennes (FIDL, UNL) sont des coquilles vides dans lesquelles nous n'avons pas d'intérêts à intervenir. En effet, le faible investissement des autres courants politiques dans les lycées, conjugué à la rapidité du renouvellement des élèves, ont qu'aujourd'hui, il n'y a pas les bases matérielles pour la construction d'un véritable syndicat lycéen. Nous devons donc, en tant que JCR, développer une intervention qui intègre non seulement une propagande révolutionnaire partant de l'actualité, mais aussi un travail sur les revendications concrètes en terme de condition d'études et de vie dans les bahuts.

Un travail régulier, par un bulletin mensuel par exemple, est nécessaire pour gagner des lycéens à nos idées et tenter de mobiliser. C'est le rapport Thélot qui donne l'orientation générale de la classe dominante dans les collèges et les lycées. Il s'agit de renforcer la sélection sociale, les partenariats avec les entreprises et la répression.

Nous devons nous battre contre l'école de classe actuelle. Les fils et filles de prolétaires sont orientés vers les établissements défavorisés et les filières qui n'offrent qu'un avenir de précaire ou de chômeur, tandis que les enfants de riches accèdent aux filières d'élites, qui leur permettent d'occuper une place aussi privilégiée que leurs parents. La notion de socle introduite par le rapport Thélot vise à totalement institutionnaliser la séparation entre école des riches et école des pauvres. Nous nous battons pour une école égalitaire, tout en expliquant que, pour qu'une telle école existe, c'est tout la société qu'il faut changer.

On assiste par ailleurs à un retour en force de l'autorité dans les lycées : l'enjeu est de discipliner le plus tôt possible les jeunes afin d'en faire des salariés obéissants aux ordres du patronat. La multiplication des caméras de surveillance, les interventions policières dans les lycées, le durcissement des règlements intérieurs (pénalisation systématique des retards, généralisation des exclusions…) sont révélateurs de cette logique. L'entrée en vigueur de la loi Chirac-Ferry a accéléré ce phénomène en multipliant les interdits vestimentaires (strings, T-Shirt cours, pantalons taille basse…). Le rapport Thélot préconise par ailleurs un rapprochement entre l'administration et la police.

Nous préparons dès maintenant la mobilisation contre la loi d'orientation et de programmation budgétaire sur l'école, qui reprendra les orientations du rapport Thélot sur la sélection sociale et la répression.

Nous nous battons également pour des embauches massives de personnels, qui permettraient de ne pas être plus de 25 par classe.

d) Intervention en direction des jeunes travailleurs

Organiser des jeunes travailleurs fait partie intégrante de notre projet politique d'organiser la jeunesse au côté du monde du travail. Malheureusement, nos capacités militantes étant limitées, nous ne sommes pas capables d'avoir une intervention très importante dans cette direction.

Pour autant, nous devons nous fixer des objectifs : lorsque nous parvenons à avoir une intervention solide sur les facs et les lycées, l'étapes suivante est de se tourner vers des jeunes de la classe ouvrière structurés en tant que tel, comme ceux des Centres de formations d'apprentis ou ceux des Foyers de jeunes travailleurs.

Notre but est de convaincre les jeunes ouvriers que nous touchons que la classe ouvrière joue un rôle central dans la lutte contre le capitalisme, et leur montrer que les JT peuvent avoir un rôle explosif dans le déclenchement des luttes ouvrières.

Par le biais de bulletins, nous faisons un travail parasyndical (car il n'existe aucune structure de type syndical qui permette aux apprentis de connaître et de défendre leurs droits) auprès des CFA, d'explication des doits des travailleurs face au patrons, ainsi qu'un travail d'explication politique plus général sur le fonctionnement du capitalisme, de l'exploitation et des oppressions qu'il génère.

Notre intervention consiste à soutenir les luttes de jeunes précaires par le biais de collectes, de tracts de soutien sur les facs et lycées. Ce type d'intervention peut également se faire « de l'intérieur » : de plus en plus de camarades sont salariés, notamment dans la restauration rapide et parmi les Assistants d'Education. Nous devons développer une intervention prise en charge par l'organisation de ces camarades sur leur lieu de travail : cela peut passer par la sortie de bulletins qui peuvent être des supports pour des discussions politiques, mais également par un travail syndical. Les grèves dans ces secteurs où des camarades sont impliqués doivent être soutenues également par tracts et collectes. Pour les AE, nous devons poursuivre notre réflexion sur les revendications à mettre en avant sur la question du statut, du salaire, des conditions de travail…

Nous ne devons pas nous faire d'illusion, il est très difficile de gagner ces jeunes à s'organiser ou à se mobiliser. Mais nous pouvons nous lier à eux sur certaines luttes (notamment internationales) et nous apprenons à leur contact sur les conditions de vie de la majorité des jeunes, qui ne sont pas toujours celles des étudiants et des lycéens que nous côtoyons.

4) Les luttes internationalistes

Formulation 1 (9 pour)

a) Le mouvement anti-guerre

L'élément marquant de ces dernières années concernant les mobilisations internationalistes est l'émergence d'un mouvement anti-guerre gigantesque, international, qui a donné lieu à des mobilisations d'une ampleur jusqu'à présent jamais atteinte. Ce mouvement a su se maintenir malgré la chute de Bagdad, notamment parce que dès le départ il s'était fixé comme objectif non seulement d'essayer d'empêcher la guerre mais aussi, en cas d'attaque et d'invasion, de se battre en exigeant le retrait des troupes.

Avec le développement du mouvement antiguerre, surnommé par la presse financière américaine, « la deuxième superpuissance planétaire », les peuples du monde entier ont engagé un bras de fer avec les grandes puissances impérialistes. La combinaison du mouvement antiguerre, de la résistance irakienne, et de la résistance au sein des troupes d'occupations peut entraîner une défaite de la première puissance impérialiste. Une telle victoire serait un encouragement pour toutes les luttes qui se développent aujourd'hui.

En France, le mouvement reste plus faible que dans les pays qui participent directement à l'occupation de l'Iraq. La position de Chirac à l'ONU et la politique des directions traditionnelles du mouvement ouvrier sont des éléments qui permettent de comprendre que nous nous soyons retrouvés rapidement isolés. En effet elles ont défendu que ce n'était pas la mobilisation qui pouvait arrêter la guerre mais Chirac ou l'ONU.

Mais le mouvement anti-guerre existe en France, et lui aussi a réussi à franchir le cap de la chute de Bagdad. La manifestation du 5 juin à Paris contre la venue de Bush en est une illustration concrète, de même que le nombre de gens emmenés par Agir Contre la Guerre au FSE (plus de 600).

b) Les enjeux du mouvement

Le FSE de Londres a marqué un pas en avant important en rassemblant massivement autour du soutien à la résistance irakienne. Il constitue de ce point de vue un appui important et renforce la confiance dans le mouvement à ne compter que sur la résistance des peuples et pas sur les institutions. Cette avancée politique entraîne en même temps des différenciations et des critiques importantes. Ces attaques avancent sur trois points principaux : le mouvement anti guerre masque les « questions sociales », il laisse trop de place aux musulmans (donc aux intégristes), il développe l'antisémitisme.

Le mouvement antiguerre ne pourra se renforcer qu'en répondant à chaque attaque : en mettant en avant de façon systématique la légitimité de la résistance palestinienne face à l'Etat terroriste d'Israël et la politique d'apartheid de Sharon. En développant l'unité avec les organisations musulmans, et leur place dans le mouvement. En développant l'enjeu central pour l'ensemble des peuples de la planète de se mobiliser contre la guerre.

La bataille centrale à continuer pour développer le mouvement est en priorité de gagner l'argument de la solidarité avec la résistance irakienne. Cela implique d'être solidaire de cette résistance indépendamment des courants politiques qui la dirigent. L'émancipation du peuple irakien, comme de l'ensemble des peuples de la planète implique la nécessité de construire un parti

révolutionnaire indépendant qui défende le socialisme. Mais la première étape pour aller dans ce sens consiste à soutenir les luttes réellement existantes des peuples telles qu'elle se développent.La position pseudo radicale qui consiste à appeler à l'émergence d'une « troisième force » (d'une classe ouvrière homogène, laïque…etc) en renvoyant dos à dos la résistance réellement existante et l'impérialisme ne conduit au mieux qu'à la passivité. Et en fait, elle revient de fait à cautionner l'occupation impérialiste.

La position de la « troisième force » rejoint le soutien à la « première force », l'impérialisme. Cela ne veut pas dire que nous n'avons rien à dire sur les directions des luttes de libération nationale. Il ne s'agit pas d'esquiver la question en affirmant que « c'est l'affaire des Irakiens ». Mais la condition pour analyser les limites politiques de ces courants passe par l'affirmation indispensable qu'une victoire des luttes de libération nationale, y compris menée par ces courants politiques serait un pas en avant. Ensuite, il est indispensable d'affirmer que notre critique en tant que révolutionnaire n'a rien à voir avec celle des gouvernements impérialistes qui sont relayées puissamment au sein des milieux de gauche.

Nous avons une responsabilité particulière, en France, à dissiper toute illusion vis-à-vis du prétendu « camp de la paix » et de Chirac. Car la France est elle aussi rentrée dans la logique de guerre sans limite, même si ses intérêts divergent de ceux des Etats-Unis. Les troupes françaises en Afghanistan, les interventions en Côte d'Ivoire ou en Haïti en sont l'illustration. Il ne s'agit pas de transformer le mouvement contre la guerre globale en mouvement anti-Chirac, mais nous devons par contre toute tendance qui viserait à laisser croire que le mouvement et Chirac pourraient avoir des opinions ou des intérêts communs.

c) Renforcer et développer ACG

En tant que révolutionnaires, nous nous fixons comme objectif de développer un mouvement anti-guerre massif, auto-organisé et prêt à mener la bataille jusqu'au bout. Cela signifie construire ou s'investir dans des cadres qui répondent à ces préoccupations. C'est aujourd'hui le cas d'Agir Contre la Guerre, même si comme tout cadre de structuration d'un mouvement, il n'est pas parfait.

L'expérience de ces deux dernières années nous démontre en effet qu'ACG est le seul cadre, ouvert, dynamique et unitaire, qui se fixe comme objectif de construire un mouvement de masse contre la guerre et les occupations. Tout le monde s'accorde pour dire qu'il n'y aurait pas eu de manifestation le 5 juin si Agir Contre la Guerre n'avait pas existé. De même, il n'y aurait pas eu de mobilisation importante dans un cadre unitaire pour le FSE de londers si ACG n'avait pas pris l'initiative. ACG n'est pas le seul cadre qui tente de construire le mouvement contre la guerre mais c'est aujourd'hui la seule structure qui a une réalité militante et une superficie relativement importante et en expansion.

Le processus de rapprochement entre ACG et d'autres cadres, courants ou organisations est un élément positif qui permet de se fixer des objectifs ambitieux en terme d'élargissement et de massification de l'aile militante du mouvement anti-guerre en France, composée d'ACG et du mouvement de solidarité avec la Palestine.

Renforcer et développer ACG, cela signifie construire les collectifs qui existent déjà et tenter de construire des collectifs anti-guerre liés à ACG là où il n'y en a pas, sur les mots d'ordre qui permettent de développer et d'ancrer la mobilisation (Retrait des troupes, Justice en Palestine, Pas de participation française). Cela signifie également continuer de défendre, au sein d'ACG, la politique unitaire qui existe depuis le début.

ACG n'est pas « le » mouvement anti-guerre ni « le » front unique, mais l'expérience démontre qu'ACG est le meilleur outil pour le front unique : par exemple, en lançant la mobilisation pour le 5 juin tout en continuant de s'adresser aux autres, ACG a amené une grande partie des organisations du mouvement ouvrier à appeler à la manifestation. C'est dans ce sens que nous devons continuer d'intervenir.

d) Les autres luttes internationalistes

Il serait erroné de réduire les luttes internationalistes au mouvement anti-guerre. Mais l'expérience de ces dernières années nous montre que la question de la guerre a pris une place centrale dans les échéances internationales (contre sommets, FSE, FSM). L'appel du FSE de Florence à manifester le 15 février 2003 en est un exemple, de même que la déclaration finale du FSM de Bombay en 2004. Le FSE de Londres, où la question de la guerre était centrale, en est l'illustration la plus récente

Le processus des Forums sociaux et des contre-sommets se poursuit et démontre l'existence d'un mouvement de contestation de la mondialisation marchande et guerrière. Nous devons mobiliser pour l'ensemble de ces échéances, en essayant à chaque fois de combiner mobilisation unitaire et massive, construction des cadres de structuration du mouvement et apparition propre de l'organisation. Nous devons pleinement nous intégrer à ce processus tout en ne taisant pas nos critiques (qui sont débattues ouvertement), notamment en ce qui concerne l'institutionnalisation des Forums Sociaux.

Les luttes de solidarité avec les peuples opprimés ne se confondent pas non plus exactement avec le mouvement anti-guerre. L'exemple le plus flagrant est la question palestinienne, que nous devons placer au cœur des revendications du mouvement anti-guerre tout en ayant le souci de participer et de construire le mouvement de solidarité en nous impliquant dans les débats qui le traversent. Nous devons par ailleurs être attentifs aux autres mobilisations de solidarité (Tchétchénie, Amérique Latine, Afrique…).

Formulation 2

a) La dynamique des mobilisations

Les Forums sociaux européens de Florence et de Londres confirment la tendance que nous notions au dernier congrès : de plus en plus le mouvement anti-guerre et le mouvement contre la mondialisation capitaliste sont traversés par des débats communs et se retrouvent régulièrement sur des échéances communes. Les échéances de ces mobilisations sont de plus en plus souvent communes, comme les G8 de Gênes et Evian, ou le prochain sommet de Nice, ou comme le prouvent l'appel du FSE de Florence à manifester le 15 février 2003 ou la déclaration finale du FSM de Bombay en 2004.

Le Fse de Londres n'était pas aussi massif que l'on aurait pu espérer. Mais il a permis de dégager des dates importantes de mobilisation à l'échelle internationale. Il a montré que des divergences importantes existaient au sein du mouvement, sur la place à accorder à la question de la guerre notamment. Les réformistes (la direction d'ATTAC par exemple) ne veulent pas que cette question occupe une place importante, parce qu'elle implique une confrontation directe avec le système impérialiste de domination globale. La conférence de Beyrouth, qui a eu lieu en septembre 2004 a marqué une étape importante dans la coordination du mouvement anti-guerre dans les pays dominés. Nous devons cependant œuvrer dans le sens d'une mobilisation commune entre populations des pays impérialiste et pays dominés en prenant appui sur le Forums Sociaux.

Cependant, la convergence entre les mobilisations contre la mondialisation capitaliste, contre la guerre et la solidarité avec les peuples opprimés n'est pas totale. Cela est dû en grande partie à la résistance des directions réformistes, qui voient comme un danger politique une fusion qui ferait apparaître la logique du système et la responsabilité de l'ensemble des Etats capitalistes. Cela est dû aussi à la nécessité de mobilisations sectorielles, en particulier celles des peuples opprimés comme le peuple palestinien.

L'émergence d'un mouvement anti-guerre gigantesque, international qui a donné lieu à des mobilisations d'une ampleur jusqu'à présent jamais atteinte (comme le 15 février 2003) a profondément modifié la situation internationale et obligé à prendre en compte cette dimension comme une dimension fondamentale des mobilisations internationalistes. D'autant que le mouvement a su se maintenir malgré la chute de Bagdad, notamment parce que dès le départ il s'était fixé comme objectif non seulement d'essayer d'empêcher la guerre mais aussi, en cas d'attaque et d'invasion, de se battre en exigeant le retrait des troupes. Il est ainsi prouvé qu'il s'agit d'une mobilisation sur la durée.

Avec le développement du mouvement antiguerre, surnommé par la presse financière américaine, « la deuxième superpuissance planétaire », les peuples du monde entier ont engagé un bras de fer avec les grandes puissances impérialistes. La combinaison du mouvement antiguerre, de la résistance irakienne, et de la résistance au sein des troupes d'occupations peut entraîner une défaite de la première puissance impérialiste. Une telle victoire serait un encouragement pour toutes les luttes qui se développent aujourd'hui.

En France, le mouvement reste plus faible que dans les pays qui participent directement à l'occupation de l'Iraq. La position de Chirac à l'ONU et la politique des directions traditionnelles du mouvement ouvrier sont

des éléments qui permettent de comprendre que nous nous soyons retrouvés rapidement isolés. En effet elles ont défendu que ce n'était pas la mobilisation qui pouvait arrêter la guerre mais Chirac ou l'ONU.

Mais le mouvement anti-guerre existe en France, et lui aussi a réussi à franchir le cap de la chute de Bagdad. La manifestation du 5 juin à Paris contre la venue de Bush en est une illustration concrète.

b)Les enjeux du mouvement

Le FSE de Londres a marqué un pas en avant important en rassemblant massivement autour du soutien à la résistance irakienne. Il constitue de ce point de vue un appui important et renforce la confiance dans le mouvement à ne compter que sur la résistance des peuples et pas sur les institutions. Cette avancée politique entraîne en même temps des différenciations et des critiques importantes. Ces attaques avancent sur trois points principaux : le mouvement anti guerre masque les « questions sociales », il laisse trop de place aux musulmans (donc aux intégristes), il développe l'antisémitisme.

La politique impérialiste de destruction de la quasi-totalité des courants nationalistes et ouvriers dans tous les pays du Moyen-Orient a permis l'émergence de nouveaux courants politiques fondamentalistes musulmans. Ces courants arrivent à entraîner des secteurs parfois importants des masses populaires (Hamas, Hezbollah…) et s'opposent parfois à l'Etat. Mais ils constituent une impasse politique pour les peuples en raison de leur orientation réactionnaire sur de nombreux points essentiels (droits sociaux, droits des femmes…).

Le mouvement antiguerre ne pourra se renforcer qu'en répondant à chaque attaque : en mettant en avant de façon systématique la légitimité de la résistance palestinienne face à l'Etat terroriste d'Israël et la politique d'apartheid de Sharon. En développant l'unité avec les organisations musulmans, et leur place dans le mouvement. En développant l'enjeu central pour l'ensemble des peuples de la planète de se mobiliser contre la guerre.

La bataille centrale à continuer pour développer le mouvement est en priorité de gagner l'argument de la solidarité avec la résistance irakienne. Cela implique d'être solidaire de cette résistance indépendamment des courants politiques qui la dirigent. L'émancipation du peuple irakien, comme de l'ensemble des peuples de la planète implique la nécessité de construire un parti révolutionnaire indépendant qui défende le socialisme. Mais la première étape pour aller dans ce sens consiste à soutenir les luttes réellement existantes des peuples telles qu'elle se développent.La position pseudo radicale qui consiste à appeler à l'émergence d'une « troisième force » (d'une classe ouvrière homogène, laïque…etc) en renvoyant dos à dos la résistance réellement existante et l'impérialisme ne conduit au mieux qu'à la passivité. Et en fait, elle revient de fait à cautionner l'occupation impérialiste.

La position de la « troisième force » rejoint le soutien à la « première force », l'impérialisme. Cela ne veut pas dire que nous n'avons rien à dire sur les directions des luttes de libération nationale. Il ne s'agit pas d'esquiver la question en affirmant que « c'est l'affaire des Irakiens ». Mais la condition pour analyser les limites politiques de ces courants passe par l'affirmation indispensable qu'une victoire des luttes de libération nationale, y compris menée par ces courants politiques serait un pas en avant. Ensuite, il est indispensable d'affirmer que notre critique en tant que révolutionnaire n'a rien à voir avec celle des gouvernements impérialistes qui sont relayées puissamment au sein des milieux de gauche.

Nous avons une responsabilité particulière, en France, à dissiper toute illusion vis-à-vis du prétendu « camp de la paix » et de Chirac. Car la France est elle aussi rentrée dans la logique de guerre sans limite, même si ses intérêts divergent de ceux des Etats-Unis. Les troupes françaises en Afghanistan, les interventions en Côte d'Ivoire ou en Haïti en sont l'illustration. Il ne s'agit pas de transformer le mouvement contre la guerre globale en mouvement anti-Chirac, mais nous devons par contre toute tendance qui viserait à laisser croire que le mouvement et Chirac pourraient avoir des opinions ou des intérêts communs, ainsi que nous opposer aux occupations de notre propre impérialisme. .

c) Poursuivre la construction du mouvement

En tant que révolutionnaires, nous nous fixons comme objectif de développer un mouvement anti-guerre massif, auto-organisé et prêt à mener la bataille jusqu'au bout. Cela signifie construire ou s'investir dans des cadres qui répondent à ces préoccupations. C'est aujourd'hui le cas d'Agir Contre la Guerre, même si comme tout cadre de structuration d'un mouvement, il n'est pas parfait.

L'expérience de ces deux dernières années nous démontre en effet qu'ACG est le seul cadre, ouvert, dynamique et unitaire, qui se fixe comme objectif de construire un mouvement de masse contre la guerre et les occupations. Tout le monde s'accorde pour dire qu'il n'y aurait pas eu de manifestation le 5 juin si Agir Contre la Guerre n'avait pas existé. De même, il n'y aurait pas eu de mobilisation importante dans un cadre unitaire pour le FSE de londers si ACG n'avait pas pris l'initiative. ACG n'est pas le seul cadre qui tente de construire le mouvement contre la guerre mais c'est aujourd'hui la seule structure qui a une réalité militante et une superficie relativement importante et en expansion.

Le processus de rapprochement entre ACG et d'autres cadres, courants ou organisations est un élément positif qui permet de se fixer des objectifs ambitieux en terme d'élargissement et de massification de l'aile militante du mouvement anti-guerre en France, composée d'ACG et du mouvement de solidarité avec la Palestine.

Renforcer et développer ACG, cela signifie construire les collectifs qui existent déjà et tenter de construire des collectifs anti-guerre liés à ACG là où il n'y en a pas, sur les mots d'ordre qui permettent de développer et d'ancrer la mobilisation (Retrait des troupes, Justice en Palestine, Pas de participation française). Cela signifie également continuer de défendre, au sein d'ACG, la politique unitaire qui existe depuis le début.

ACG n'est pas « le » mouvement anti-guerre ni « le » front unique, mais l'expérience démontre qu'ACG est le meilleur outil pour le front unique : par exemple, en lançant la mobilisation pour le 5 juin tout en continuant de s'adresser aux autres, ACG a amené une grande partie des organisations du mouvement ouvrier à appeler à la manifestation. C'est dans ce sens que nous devons continuer d'intervenir.

Le mouvement est dirigé par la coordination nationale des organisations, qui est dominée par les réformistes, et par les collectifs militants. Ceux-ci sont peu nombreux, et sont principalement structurée par ACG. Mais ACG n'est pas présent sur toutes les villes.

Notre démarche pour construire un collectif contre la guerre local est la suivante : nous nous adressons à toutes les forces (syndicats, organisations politiques, associations…) présentes sur une fac, une ville ou un quartier. Nous y défendons les trois mots d'ordre (Retrait des troupes d'Irak, justice en Palestine, pas de participation française) et nous nous battons pour lier le collectif à la coordination ACG. Si c'est refusé, nous participons à la coordination à titre individuel et nous proposons le matériel d'ACG en permanence dans le collectif. A terme, comme cela s'est passé pour de nombreux collectifs (Clermont, Jussieu, Nanterre…), nous gagnerons par la confiance la participation à ACG. S'il est impossible de construire un collectif unitaire, nous montons un collectif ACG, et nous proposons en permanence aux autres organisations d'y participer (signature des tracts, participation aux réunions…).

C'est lors d'initiatives comme le 5 juin ou le FSE que la possibilité d'élargir les collectif à d'autres forces est la plus probable. En effet, les mobilisations facilitent la possibilité d'exercer une pression sur les différents courants réformistes (Unef, Attac…). En particulier, dans les structures de masse où nous intervenons, nous menons la bataille pour qu'elles y participent.

Des échéances comme celle décidées dans un cadre de front unique aussi large que le FSE (12 février, manifs autour du 20 mars) sont des occasions à saisir pour cette politique.

L'auto-organisation, c'est l'appropriation des luttes par ceux qui les mènent. C'est pourquoi nous défendons l'auto-organisation du mouvement anti-guerre. Ses coordinations, et donc celles d'ACG, doivent fonctionner sur une base démocratique : AG ou coordinations nationales avec une plage réservée aux votes, des mandats, la révocabilité des élus, la droit d'être élu sur la base d'un texte… L'objectif n'est pas de rechercher les divergences, mais de permettre à tous de défendre leur orientation pour mieux être impliqués dans les décisions prises en commune. La meilleure façon de construire le mouvement, c'est de représenter l'ensemble de ses composantes.

Dans la même logique d'auto-organisation, lors des rassemblements internationaux, dont l'objectif principal est d'augmenter le rapport de force, nous organisons des AG du mouvement afin de débattre, de décider des modes d'actions sur place et bien sûr de propo-

ser de continuer à construire de façon permanente le mouvement de retour sur nos lieux d'étude, de vie ou de travail.

Les luttes de solidarité avec les peuples opprimés ne se confondent pas non plus exactement avec le mouvement anti-guerre. L'exemple le plus flagrant est la question palestinienne, que nous devons placer au cœur des revendications du mouvement anti-guerre tout en ayant le souci de participer et de construire le mouvement de solidarité en nous impliquant dans les débats qui le traversent. Nous devons par ailleurs être attentifs aux autres mobilisations de solidarité (Tchétchénie, Amérique Latine, Afrique…).

d) Notre intervention en tant que révolutionnaires

Chaque fois que des cadres d'auto-organisation existent massivement, nous intervenons à l'intérieur en tant qu'organisation politique. Nous y développons la nécessité de construire le mouvement, en défendant une orientation d'indépendance de classe. Celle-ci tourne autour des mots d'ordre indépendant par rapport à l'ONU et à Chirac, ou de soutien à la résistance irakienne, c'est-à-dire le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Nous mettons aussi en avant la responsabilité de l'impérialisme français dans de nombreuses guerres et dans l'offensive contre les droits des salariés. Nous défendons que l'Union européenne n'est pas non plus une alternative aux Etats-Unis, puisque l'Europe impérialiste a la même logique ; et nous dénonçons la Constitution européenne, l'armée européenne…

Nous expliquons aussi que, face à la guerre comme à la mondialisation capitaliste, la seule solution est d'en finir avec cette société fondée sur le profit et défendons une alternative révolutionnaire.

III - Modes d'intervention et de construction

1 – Liens avec la LCR

Nous sommes en solidarité politique avec la LCR, ce qui signifie qu'à chaque fois que c'est possible, nous travaillons ensemble. Cela passe par renforcer les liens avec la ligue au niveau local et national.

Concrètement, cela signifie discuter avec les camarades de la ligue localement de la mise en place et de l'articulation de nos campagnes. Nous devons construire ensemble notre courant politique. Cela signifie relayer dans la jeunesse les campagnes et les initiatives de la LCR, dès que c'est possible, et que l'organisation adulte nous aide (en diffant nos tracts sur des lycées, par exemple). Sur les lieux où nous avons une intervention commune, notamment les facs, nous poussons pour que cette intervention soit coordonnée (apparition propre commune, telles que la vente ou un meeting JCR/LCR, par exemple)

L'activité et les discussions doivent être relayées nationalement régulièrement, via la commission de contact JCR/LCR.

2 - Travail régulier

a - Apparition propre

Il n'y a pas, même dans les luttes de prise de conscience spontanée de la révolution, ni de la nécessité de s'organiser politiquement pour changer de société. C'est pour cette raison qu'il faut une intervention consciente des limitants révolutionnaires pour défendre cette perspective. C'est pourquoi le travail de propagande est indispensable, car il permet de défendre notre analyse sur des questions diverses et de donner une analyse globale du système en faisant le lien entre les différentes thématiques sur lesquelles nous intervenons.

Le travail de propagande est indispensable. Il permet de lier l'ensemble des questions et de donner une analyse global de l'ensemble du système en faisant le lien entre toutes les attaques (guerres, attaques contre les salariés). Il est nécessaire de le faire dans tous les secteurs d'intervention : lycées, facs, lieu de travail, et toute autre apparition de l'organisation (manifestations, rassemblements…). Nous devons donc rendre visible notre courant par notre matériel (banderoles, tracts, journal, brochures), par les cortèges propres des JCR avec des mots d'ordre justes. L'apparition dans les manifestations dépend de la politique que nous y défendons. Nous devons à la fois montrer que nous construisons ces mouvements en ayant une apparition au sein des cortèges unitaires (par le biais notamment de la vente du journal) tout en étant partie prenante de l'animation de ces cortèges (comme nous avons pu le faire lors des manifestations contre la guerre) ; et à la fois nous démarquer par un cortège propre et slogans dans d'autres manifestations.

Le travail d'apparition de l'organisation, en dehors des échéances de mobilisation doit se faire de manière régulière de façon à être identifier sur nos lieus d'études et de travail (tables devant les lycées et sur les facs, tracts,…). Nous devons nous fixer l'objectif d'au moins un meeting JCR par an sur nos lieux d'interventions, de manière à faire apparaître nos mots d'ordre et à augmenter notre milieux.

b - Travail de masse systématique

Intervenir au travers d'une organisation politique révolutionnaire n'est pas suffisant pour convaincre les jeunes de faire la révolution et pour construire le rapport de force. Les masses apprennent par leur propre expérience, à travers des luttes. Nous devons donc participer à ces luttes et aux cadres larges qui permettent de les organiser. C'est aux côtés des jeunes, dans les luttes, que nous pourrons les convaincre. De plus, être plongé en permanence dans les luttes réelles de la jeunesse nous permet d'avoir une représentation précise du niveau de conscience des jeunes, de leurs préoccupations, et d'apprendre à leurs côtés. Le travail de masse représente donc un élément central de notre politique. Il est le premier lieu d'organisation de la plupart des jeunes (notamment le syndicalisme étudiant).

Une intervention dans les cadres de masse nous permet d'avoir un milieu et de l'organiser. Notre travail dans les organisations de masse nous permet de nous adresser au maximum de monde. Notre politique doit être de trouver des mots d'ordre unifiant pour pousser à l'action le plus de monde possible. Le travail de masse permet de mobiliser sur des revendications immédiates ou transitoires et d'élever le niveau de conscience des jeunes. Ce travail est indispensable pour l'articulation entre les préoccupations concrètes des jeunes, la construction du rapport de force et notre projet de société.

Le syndicalisme étudiant est un cadre permanent et massif d'organisation dans la jeunesse (même si le nombre de syndiqués est très bas). En dehors des périodes de luttes massives, c'est le cadre fondamental d'auto-organisation des étudiants, l'instrument qui permet aux étudiants de se battre. Ce cadre est encore crédible et influant dans la jeunesse.

Les jeunes (et en particulier les étudiants) qui font la démarche de se syndiquer sont des jeunes qui ont déjà conscience de la nécessité de défendre leurs intérêts de manière collective et de s'organiser contre les attaques quelles qu'elles soient, sur leurs intérêts matériels (LMD, examens…) comme sur des revendications plus larges (racisme, antisexisme…). Lorsque nous intervenons dans une université, nous devons donc nous syndiquer et intervenir activement dans le syndicat.

Nous devons intervenir en poussant à l'auto-organisation, à la démocratie et à l'unité dans l'action. Cela veut dire de faire en sorte que le syndicat propose à toutes les forces organisées ou non de convoquer des assemblées générales sur les questions essentielles.

Nous ne devons pas pour autant attendre les bureaucraties syndicales pour mobiliser : nous devons prouver par la pratique la justesse de notre orientation (comme nous l'avons fait pour les collectifs contre les ECTS/LMD, en 2001).

Nous ne devons pas simplement considérer les syndicats comme des « viviers de recrutement ». Notre but est de créer un cadre intransigeant, sur des bases claires qui se pose en alternative au syndicalisme cogestionnaire. C'est ce que nous faisons dans l'UNEF avec la Tendance Tous Ensemble sur la base de trois mots d'ordre (retrait du LMD, Une Allocation d'Autonomie et la solidarité internationale) et une pratique (auto-organisation, démocratie). C'est ce que nous devons aussi continuer à faire dans Sud-Etudiant-e-s.

Dans nos syndicats, nous poussons à l'unité syndicale, de manière à rassembler le milieu étudiant pour avoir une force de frappe la plus importante possible. Nous devons avoir une intervention coordonnée dans nos syndicats sur cette question, mettre en place d'ici 2005 les bases d'une nouvelle unification syndicale (collectifs unitaires, actions communes etc.).

Notre intervention doit avoir une cohérence nationale, de manière à pouvoir taper dans le même sens dans les moments importants (par exemple pendant les mouvements étudiants).

Notre travail de masse ne se résume pas au travail syndical. L'exemple du mouvement anti-guerre est une démonstration du fait que les jeunes sont prêts à se mobiliser et à s'organiser sur des questions qui dépassent la défense de leurs intérêts immédiats. La guerre et les mobilisations antiguerre vont être une donnée structurante des années à venir. Nous avons une responsabilité particulière à poursuivre notre activité et notre travail de masse sur cette question car nous sommes, dans la jeunesse, le seul courant politique à tenter de construire un cadre de mobilisation qui le dépasse.

Lors des mouvements, dans les collectifs unitaires sur une question donnée, nous devons défendre la même politique démocratique, unitaire et pousser à l'auto-organisation (comme nous l'avons fait avec les collectifs contre la Guerre).

Ajout (1 pour, 12 contre, 0 abstention, 0 NPPV)

c) Une campagne sérieuse et de longue haleine pour lancer la nouvelle force

Nous devons immédiatement lancer une campagne visant à rassembler la jeunesse anticapitaliste dans une nouvelle force. Nous devons avoir des tracts spécifiques sur cette question, ainsi qu'un encart dans chacun de nos tracts habituels (d'agitation et de propagande) pour expliquer notre démarche.

Nous rencontrons les contacts intéressés, vérifions que les bases d'accord sont suffisantes et organisons partout où cela est possible des réunions publiques « pour une nouvelle force anticapitaliste dans la jeunesse » ; parce que les jeunes anticapitalistes susceptibles d'être intéressés se méfient des organisations politiques constituées qu'ils voient comme des « chapelles » ou des « boutiques », nous nous mettons sur un pied d'égalité avec eux. Cela nous permet de ne pas apparaître comme des donneurs de leçons, ceux qui ont tout compris. Nous leur proposons donc de coorganiser avec nous ces réunions publiques.

Cette campagne prendra plusieurs mois. Si elle connaît un succès local, nous organisons des réunions régulières (une tous les quinze jours par exemple) et l'activité qui va avec (interventions dans les luttes, diffusion d'un bulletin du regroupement local etc…). Si des succès locaux existent dans différentes régions, nous proposons dans les réunions locales d'organiser une coordination nationale en vue de créer un « mouvement de la jeunesse radicale et révolutionnaire »

3 - Elargissement de notre audience

a - Social et géographique

Nous devons avoir une réelle politique de construction de l'organisation au niveau national. La construction de nouvelles sections est la responsabilité de toute l'organisation. Nous devons être en lien avec la LCR localement (en fournissant par exemple notre matériel, que ce soit le journal, les tracts). Cela passe aussi par un suivi régulier de toutes les sections, de tous les contacts isolés dans les villes. Même si les effectifs de l'organisation ont diminués, la construction de certaines sections ou de certains cercles, la prise de contact de groupe de jeunes avec les JCR (Grenoble, Montpellier…) prouvent que nous avons la possibilité, en faisant un travail rigoureux, de renforcer l'organisation.

Le travail sur les lycées doit être au cœur de notre intervention, car cela construit notre organisation sur le long terme. Nous pouvons recruter de nombreux lycéens à l'organisation. Pour cela il faut que nous soyons réguliers et ambitieux dans notre intervention (nous fixer un nombre raisonnable de lycées à differ et le faire ; faire une table devant un lycée ou une rencontre publique dès que c'est possible).

L'élargissement social de l'organisation doit être une priorité. Cela passe notamment par une intervention régulière sur les lycées des quartiers défavorisés, par une apparition sur les CFA et les foyers jeunes travailleurs. Cela nécessite une politique volontariste. Le secrétariat JT doit être renforcé pour être plus régulier (sortie du bulletin, recensement des JT de l'organisation…) Les commissions JT, qui existent, doivent être des points d'appui, pour impulser une activité, en proposant par exemple du matériel spécifique. Nous devons être en capacité de sortir une feuille de boite régulière dans les secteurs où il y a un nombre important de camarades (AE, MI/SE pour l'instant).

b - Jeunes de la LCR

Dans plusieurs villes, des secteurs jeunes existent. Leur activité est similaire à celle des JCR : syndicalisme étudiant, travail anti-guerre dans des cadres unitaires, travail lycéens. La division entre Jeunes LCR et JCR n'est pas satisfaisante. Elle ne nous permet pas d'avoir une intervention coordonnée sur toutes les villes. Nous devons tendre, le plus rapidement possible à cette coordination de notre travail, sans aucun fétichisme sur les JCR tels qu'ils sont. Nous défendons cependant la nécessité d'une organisation de jeunesse autonome. Nous proposons systématiquement d'utiliser le matériel JCR et en particulier RED, nous associons ces camarades à l'ensemble de nos activités (formations, échéances, DN, etc.). Nous poussons à ce qu'il y ait régulièrement du matériel cosigné JCR/LCR.

Pour les contacts et/ou militants isolés, nous poussons à une gestion en lien avec les sections locales de la LCR.

4 - Amélioration du fonctionnement interne de l'organisation

a - Formation

La formation reste un élément indispensable à la cohérence de l'organisation. Elle permet d'avoir une analyse précise du système, de comprendre pourquoi nous nous réclamons de la révolution et du communisme.

Nous continuons à mettre en place des formations à chaque direction nationale.

L'initiative nationale (« 3 jours pour changer le monde ») nous a permis d'associer beaucoup de contacts. Nous essayons de renouveler cette expérience au moins 2 fois dans l'année.

Les formations internes ont montrés (par le nombre de camarades présents) que c'est un besoin pour l'ensemble de l'organisation. Ces formations permettent de pousser plus loin notre analyse. Nous devons recommencer ce type d'initiatives, soit centralement, soit par région (comme l'exemple de Dunkerque ou de Montpellier) . Les formations ouvertes aux sympathisants sont l'occasion de répondre aux questions de notre milieu et de convaincre des jeunes de diffuser nos idées. Pour être efficace, il nous faut aussi des outils de formation adaptés aux campagnes que nous menons comme des brochures sur des points d'actualité.

b - Journal

Le journal comme outil de propagande et comme écho des luttes est notre principal instrument : il est la colonne vertébrale de notre organisation et sa vitrine. Toute l'organisation à une responsabilité à le rendre lisible, compréhensible. Nous articulons RED (mensuel à destination des jeunes) avec Rouge (hebdomadaire), dans nos apparitions (en vendant les deux sur les tables de presse, par exemple). RED doit être le mensuel de toute l'organisation, notamment en terme de contenu, de répartition des articles, etc. Nous proposons régulièrement aux jeunes de la LCR d'écrire dans RED, pour renforcer nos liens.

Le fait que RED soit un journal mensuel peut permettre qu'un travail de fond soit entrepris. RED doit répondre aux interrogations de notre milieu d'intervention.

RED doit se doter d'un comité de rédaction qui élabore le sommaire en lien avec l'actualité et l'orientation, réparti les articles, etc. Ce comité de rédaction est élu à la DN et en cas de désaccord, c'est le Bureau National qui tranche.

Nous devons améliorer nos ventes et les remontés au national, de manière à rentrer dans nos frais. Pour cela, nous devons avoir un responsable de la diffusion dans chaque section et si possible dans chaque cercle, qui fixe des objectifs de vente, qui connaît le nombre de RED vendu et qui remonte l'argent au trésorier. Nous devons avoir une élaboration collective et une vraie politique de diffusion. Le nombre de RED vendus doit faire l'objet de discussion particulière afin de comprendre les difficultés rencontrées par les camarades pour vendre le journal. Le comité de rédaction est chargé de centraliser toutes les informations sur RED (ventes…) et de faire remonter l'argent.

c - Cercles et Instances

Le cercle est l'instance de base de notre organisation. Il regroupe les camarades qui militent sur un même lieu d'intervention. Les discussions qui y ont lieu ont donc un lien direct avec la pratique quotidienne commune.

Les cercles « fermés » (entre camarades des JCR) sont le cadre de discussion collectif, qui nous permet d'avoir une intervention cohérente sur chaque lieu d'intervention, de nous former sur les questions fondamentales, d'être réactif face à l'actualité et de discuter en de l'orientation aussi bien locale que nationale de l'organisation et de faire des bilans. C'est pourquoi chaque camarade doit avoir un cercle. Une bonne fréquence est un cercle par semaine ou au pire tous les quinze jours, ce qui permet à chaque militant d'avoir un lien régulier avec les débats de l'organisation et donc de pouvoir les maîtriser. Nous mettons en place des cercles « ouverts » régulièrement (un par mois par exemple), pour exposer notre politique publiquement et offrir des cadres de discussion et d'élaboration pour nos contacts et ainsi recruter à l'organisation.

Chaque section doit se doter d'une direction locale, sous contrôle des militants, qui gère à l'échelle de la section les tâches techniques et qui organise l'activité (manif, formation centrale, etc.).

Nous devons transmettre entre les sections les bulletins locaux (en les remontant au BN par exemple).

La direction nationale (DN) doit être un cadre d'élaboration pour l'ensemble de l'organisation, qui permet à tous de faire le bilan de l'activité locale et élaborer l'orientation de l'ensemble de l'organisation. Cette orientation doit avoir des conséquences concrètes dans les sections et les résultats doivent être discuté à la DN suivante.

Vote sur le texte d'orientation avec les amendements majoritaires : 9 pour, 0 contre, 4 abstentions

Motion « trois campagnes »

(4 pour, 9 contre, 0 abstention, 0 NPPV)

Malgré les désaccords qui existent dans l'organisation, il est possible de se rassembler sur les priorités à mettre en place dans la prochaine période. Les enjeux principaux pour la jeunesse dans les prochains mois seront probablement sur deux questions : la lutte contre la guerre et la lutte contre le gouvernement.

Par ailleurs, l'organisation connaît des difficultés dans sa construction, malgré des potentialités importantes.

Les JCR doivent intervenir particulièrement sur la question des droits des femmes, notamment autour de l'anniversaire de la loi Veil, et contre la Constitution européenne, ainsi que sur diverses autres questions. La direction nationale devra de plus réagir à l'actualité. Mais, dans l'état actuel des choses, le congrès mandate la direction nationale pour organiser trois campagnes centrales. Celles-ci devront être déclinées avec du matériel national (affiches, autocollants, brochures, dossiers dans RED…) et une centralisation de leur mise en place :

1) Une campagne de construction du mouvement contre la guerre, principalement en février et mars, avec la préparation des manifestations contre le sommet du G8 le 12 février à Nice et les manifestations autour du 20 mars. Nous construirons des collectifs locaux de mobilisation pour ces échéances. Nous pousserons à ce qu'ils participent à la coordination ACG et nous continuons à construire ACG là où elle existe, en poussant à son élargissement.

2) Une campagne de construction de la lutte contre le gouvernement, principalement en avril et mai, préparée dans l'activité syndicale dans les mois qui précèdent. Cette campagne partira essentiellement des questions éducatives et de la répression, en faisant le lien avec les salariés, la nécessité de virer le gouvernement et la Constitution européenne.

3) Une campagne politique de l'organisation, avec des meetings dans toutes les villes où nous existons et dans quelques autres villes, si possible avec un porte-parole de la LCR. Nous proposerons aux jeunes d'organiser la riposte à l'échelle nationale et internationale, et de s'organiser.

Les deux premières campagnes associeront des démarches unitaires et une intervention propre des JCR. Le contenu des trois campagnes sera déterminé par l'orientation issue du congrès.

Les différentes plates-formes

Plate-forme A :

I. avec les formulations 2 dans le I.1.c.
II. avec la formulation 2 dans le II.2.a. ; les formulations 2 dans le II.2.b. ; et la formulation 2 dans le III.4.
III. AVEC le III.2.c.

Plate-forme B :

I. avec les formulations 2 dans le I.1.c.
II. avec la formulation 2 dans le II.2.a. ; les formulations 1 SANS la formulation a. dans le II.2.b. ; et la formulation 2 dans le III.4.
III. SANS le III.2.c.

Plate-forme C :

Introduction
I. avec les formulations 1 dans le I.1.c.
II. avec la formulation 1 dans le II.2.a. ; les formulations 1 AVEC la formulation a. dans le II.2.b. ; et la formulation 1 dans le III.4.
III. SANS le III.2.c.

Plate-forme D :

Texte d'orientation « lutte de classe » (BD n°2).

Let's talk about sex

Les LGBT sont les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres, c'est-à-dire des personnes déviantes par rapport à la norme hétérosexuelle et hétérosexiste. Quelle est leur oppression ? A quoi est-elle due ? Comment la combattre ? Où en est le mouvement ? Où en sont les JCR ? Dans quelle mesure avons-nous une analyse et une action propre à offrir au mouvement LGBT ?

L'oppression des LGBT est due au patriarcat, système bien antérieur au capitalisme centré sur la figure d'un père, autorité suprême au sein d'un foyer, d'une famille. Au XIXème, nouvel ordre social oblige, c'est un nouvel ordre moral qui a été créé par la bourgeoisie. Le capitalisme a besoin d'un cadre familial, non seulement pour transmettre la propriété privée, mais aussi pour reproduire l'ordre social et la main d'œuvre, ainsi que pour avoir un travail gratuit réalisé par les femmes dans la sphère privée. De même, le système patriarcal et l'ordre qu'il implique permettent de justifier les inégalités de salaire (de l'ordre de –50% pour les femmes au milieu du XIXème siècle en Europe), de diviser la classe ouvrière. Femmes indépendantes, « rebelles » et personnes homosexuelles sont de fait subversives dans leurs agissements. Elles sont déclarées « contre nature » par un système qui a trouvé la famille comme moyen d'oppression le plus acceptable. Elles sont « pécheresses » pour les religions, créations des sociétés déjà patriarcales.

Les lesbiennes sont en cela doublement opprimées. Elles sont dangereuses pour la société en tant qu'elles s'indépendantisent totalement de la figure masculine (père, mari) et ne produisent pas les futures classes sociales. La lesbophobie est présente dans toute la société, y compris chez les féministe et dans le mouvement LGBT, dont on a souvent retrnu uniquement le G. Pis encore sont les transgenres, qui refusent de se reconnaître dans l'une ou l'autre des normes sexuelles. Considérés encore aujourd'hui par l'OMS comme des malades mentaux, non reconnus comme des personnes à part entière mais comme des monstres, les transgenres sont obligés d'avoir recours au travail sexuel, d'essuyer les agressions de toutes sortes et de toutes parts en permanence. Ce sont les plus opprimés des LGBT, car on ne peut les « classer » réellement et parce que les transgenres sont forcément improductifs pour la société.

Le lien entre le capitalisme et le patriarcat est trop fort pour que le second tombe sans l'autre. Mais c'est la base du système qu'il nous faut sapper : la famille comme cellule de reproduction sociale, de socialisation et d'oppression. La notion de genres, comme carcans artificiels qui oppriment les gens qui ne s'y reconnaissent pas et ont pour tâche de distribuer des rôles (masculinité, féminité). La famille patriarcale ne pourra disparaître que si les besoins essentiels qu'elle satisfait (logement, alimentation, éducation, travaux domestiques, socialisation…) sont pris en charge collectivement par la société, ce qui est impossible dans la société capitaliste dans laquelle la bourgeoisie s'oppose à l'extension des services publics et des droits sociaux ou détruit ceux qui existent. Mais les conditions de l'émancipation sont aussi sociales et impliquent la rupture avec une culture individualiste et égoïste. Au contraire, un projet socialiste ne peut que contenir une vision collective, le droit au « libre développement de chacun » et une prise en charge par tous et toutes de tout. Par cette disparition des tâches privées, se réalisera la possibilité concrète de rompre avec les notions de rôles et donc de genres. [partie perdue par l'ordinateur]

[Dans l'histoire, des organisations comme] le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) ont eu comme soucis de s'organiser aux côtés de la classe ouvrière et du mouvement féministe en défilant le premier mai derrière les cortèges syndicaux, malgré l'hostilités de ceux-ci. Le but était alors la révolution sexuelle. La fin des années 70, la désillusion, la « fin des idéologies » et le post-modernisme ont affecté ce mouvement comme les autres. Comme pour les femmes, l'idée d'une évolution lente mais certaine dans les mœurs et la société, d'une possibilité d'égalité à moyen ou long terme a germé. L'apparition du SIDA, immédiatement amalgamé à l'homosexualtié masculine a été un coup radical porté aux mouvements.

Comprenant le risque d'une généralisation d'un mouvement trop radical, la sociale-démocratie a accordé des concessions aux LGBT : en France, abrogation du délit d'homosexualité en 1982, PACS en 1999 ; dans d'autres pays (Pays Bas, Etat Espagnol récemment), c'est l'égalité juridique (droit au mariage et à l'adoption, reconnaissance de la discrimination) qui a été mise en place ; dans le monde, malgré des situations encore dramatiques dans de nombreux pays (pas seulement du sud), ce sont des dizaines d'Etats qui dépénalisent, légalisent ou aménagent des droits à l'homosexualité. Une telle réalité, positive en soi, confirme donc l'idée, fausse, qu'il serait possible d'intégrer les homosexuels au système ou du moins dans son cadre. La fin des idéologies et les théories foucaldiennes ont mis en avant l'idée de rapports de domination comme faits d'individus et non d'un système. C'est là qu'est né le mouvement Queer, considérant que les LGBT doivent revendiquer leur sexualité et apparaître, contre la première des violences qu'est l'invisibilisation. Cet apport est énorme, mais il peut facilement dériver vers l'idée qu'une émancipation est possible sans détruire le système, qu'elle est individuelle, éventuellement communautaire, mais pas sociale.

Dans cette logique d'intégration, le système a donc pû envisager les LGBT non plus comme un tout subversif, mais comme une communauté acceptable car normée. La norme c'est le gay, appartenant aux classes aisées, sans enfant, fréquentant les salles de sport, les bars et les boites à la mode, s'habillant de manière luxueuse, etc. La chaîne de télé Pink TV (financée par les groupes Bouygue-TF1, Canal + et Lagardère, au prix de 10E par mois) ou le salon de la Rainbow attitude sont les fruits de ce Pink market qui loin de permetter une meilleure acceptation des LGBT les enfermes dans de nouvelles normes sociales, non moins oppressives. Quid des trans, des lesbiennes, des homos pauvres, immigrés, sans papiers, atteints du SIDA ? Ce que cherche la bourgeoisie, c'est une homosexualtié acceptable, pour faire accepter ses concessions. C'est une « élite homosexuelles » qui prouve que les homos sont acceptés, mais qu'il est normal de stigmatiser les personnes réellement déviantes.

Nous ne sommes pas des « professeurs rouges », nous avons des analyses propres à apporter, mais aussi beaucoup à apprendre dans le mouvement LGBT. De plus, il n'existe aucune force à même de déclencher un mouvement réel et d'ampleur. Par ailleurs, nous pensons que l'émancipation des opprimés ne peut être l'œuvre que des opprimés eux-mêmes. Pour cette raison, nous respectons les choix et l'autonomie du mouvement LGBT, malgré tous nos désaccords possibles. Par exemple, nous soutenons la revendication du droit au mariage, même si nous sommes contre le mariage. D'une part parce que le droit au mariage serait un pas vers l'égalité des droits ainsi que le droit de ne pas se marier et d'autre part parce que ce serait avant tout une victoire du mouvement. Pour cela, nous défendons le droit à l'autoorganisation des LGBT (ensemble et séparément) aux côtés des femmes, contre le patriarcat et l'ordre moral. Ce droit est d'autant plus nécessaire qu'on ne peut pas attendre des directions ouvrières traditionnelles qu'elles lancent une quelconque mobilisation… Cela ne nous empêche en rien de nous donner comme tâche de faire le lien entre les mouvements et entre les LGBT et la classe ouvrière.

En nous en donnant les moyens, nous pouvons devenir une force motrice du mouvement LGBT et y prendre une place énorme. Nous pouvons construire ce mouvement sur la base de mots d'ordre radicaux (égalité des droits) et nous y construire. En effet, l'intérêt de la jeunesse pour les questions LGBT n'est plus à prouver : quelle manifestation annuelle attire systématiquement des millions de jeunes dans la plupart des grandes villes de France, hormis la Marche des fiertés ? Et dans l'autre sens, quelle autre force politique se pose la question d'apporter des analyses et des propositions concrètes à ce mouvement ? Quel autre force se propose de faire le lien entre le mouvement LGBT et le reste du mouvement social et ouvrier ? L'année dernière, suite à l'agression de Sebastien Nouché, homosexuel brûlé vif dans le Nord, beaucoup d'hommes politiques se sont révélés soudainement pro-LGBT. De Jacques Chirac appellant la victime pour lui apporter son soutien, à Dominique Strauss-Kahn se déclarant pour l'égalité des droits, tous y ont été de leur beau discours. C'est ainsi que s'est créé le collectif Egalité des droits (Panthères Roses, Act Up, Mix-Cité, LCR, JCR, Verts…) qui est apparu comme un pôle visible à la Marche des firtés gays et lesbiennes de Paris. A Bègles, Noël Mamère a célébré le premier mariage gay dans un boucan médiatique plus fort encore que pour le PACS. Certes, la dynamique du mouvement est totalement retombée à la rentrée. Pour autant, il a été prouvé qu'un potentiel de mobilisation existe et que là comme partout, c'est à nous d'agir concrètement pour

l'exploiter.

Cela implique une politique volontariste de notre organisation, construire le mouvement sans en être spectateur ou juge. C'est concrètement :

-Etre à l'initiative et proposer du travail LGBT à tous les niveaux, notamment du syndicalisme étudiant ; ne pas oublier l'aspect transversal de l'oppression ; tisser des liens avec les organisations LGBT sur nos facs, quartiers, etc.

-Apporter notre soutien actif aux initiatives LGBT.

-Présence réelle et massive des camarades aux manifestations LGBT (Marche des fiertés, Existrance, Manif SIDA d'Act Up chaque 1er décembre…).

-Développer notre matériel ; lorsque la brochure sera sortie, la connaître et la présenter sur chacune de nos tables ; avoir un article LGBT dans chaque RED et en faire un argument de vente ; tirer à nouveaux des autocollants, revendicatifs et n'oubliant pas les transgenres, etc.

-Faire le lien entre les questions, notamment en portant le problème de la lesbophobie lors de la manif du CNDF contre les violences faites aux femmes (paragraphe dans le tract, sucettes sur la lesbophobie…).

-Souligner que nos revendications d'autonomie pour la jeunesse (allocation, logement) sont aussi des revendications pour les jeunes LGBT (dont le taux de suicide est plus élevé que la moyenne et qui ne peuvent vivre leur sexualité librement en restant dans la sphère familiale oppressive).

-Proposer des revendications spécifiques à la jeunesse telles que le droit à une véritable information sur la sexualité, le SIDA, les moyens de protection, etc.

JB, [Nanterre]

Présentation de la Plate-Forme C

Nous avons décidé de constituer une plate-forme pour le congrès des JCR. Nous souhaitons par ce texte expliquer ce qui a motivé notre décision, qui peut apparaître comme tardive, de nous constituer en plate-forme et les bases de cette plate-forme. Notre objectif est de proposer une direction et une politique pour l'ensemble de l'organisation.

I L'objectif de la plate-forme C : donner un nouvel élan aux JCR

Le congrès national va se dérouler dans un peu plus d'un mois et nous pensons qu'il est possible, à travers une clarification des enjeux politiques de la période et des tâches qui en découlent, de réussir pleinement ce congrès. Il doit être l'occasion de faire le bilan des deux années qui viennent de s'écouler, de tirer les leçons de notre orientation et de dégager des perspectives pour l'année à venir pour pouvoir faire un saut qualitatif dans la construction de notre organisation.

L'enjeu de réussir le congrès

Or, en l'état actuel des choses, les textes proposés et la façon dont les accords et les désaccords sont formulés ne permettent pas à l'ensemble des camarades de l'organisation de se saisir des débats. Mettre au centre du congrès les questions politiques fondamentales posées par la nouvelle période et tourner l'organisation vers l'extérieur, tel est l'objectif de la plate-forme C.

La période actuelle exige pour les révolutionnaires de combattre la dispersion et l'éclatement de leur intervention, et de se fixer collectivement des priorités. En deux années, nous nous sommes retrouvés à la tête de mobilisations importantes (anti-guerre et, localement, étudiantes), nous avons mené des campagnes électorales nationales et nous avons considérablement élargi notre milieu et notre poids dans la construction du rapport de forces.

Mais nous avons eu des difficultés à avoir une intervention cohérente au niveau national, et nous avons eu des désaccords qui se sont concrétisés dans la pratique, y compris entre camarades de la majorité sortante des JCR. Les débats n'ont pas toujours été formulés de manière politique avec comme objectif de convaincre une majorité de camarades, ce qui a pour conséquence une diminution des effectifs alors que parallèlement nous gagnions en influence dans les mobilisations.

Il s'agit maintenant de s'appuyer sur les acquis de notre bilan en tirant les leçons des difficultés pour élaborer une intervention cohérente au niveau national, s'impliquer le plus possible dans les mobilisations et d'avancer une perspective révolutionnaire qui motive et donne des perspectives politiques à des milliers de jeunes dans ce pays.

Formuler une orientation claire

Il s'agit donc, à l'occasion de ce congrès, de préciser les choses.

La responsabilité du retard pris dans ce congrès est collective, une partie d'entre nous ayant pris une part active à la rédaction du texte d'orientation. Mais nous nous sommes rendus compte tardivement que la démarche qui consistait à trouver des formules de compromis sur un maximum de questions et à réduire les désaccords à quelques amendements ne pouvait que nuire à la clarté du débat et à l'efficacité du congrès.

Nous pensons en effet que des désaccords réels existent dans l'organisation et qu'il est dangereux de ne pas permettre à l'ensemble des militants de les comprendre. Cela ne peut qu'affaiblir l'organisation, la désarmer politiquement. Il est possible aujourd'hui que les JCR se développent. La condition pour cela est de sortir de la confusion et de ne pas noyer les divergences ni de les exagérer mais d'en poser les racines politiques.

Une plate-forme car nous pensons qu'il faut trancher sur les divergences et que l'orientation que nous souhaitons donner à l'organisation doit être discutée dans l'ensemble des congrès et que nous nous proposons de la défendre pleinement, y compris dans les instances des JCR.

II Quelle plate-forme ?

Nous sommes issus de traditions, voire de courants politiques différents, mais nous avons constaté ces derniers mois que nous nous retrouvions fréquemment ensemble lors de débats internes (caractérisation de la période politique, mouvement anti-guerre, FSE, journal, front unique…) et dans leur retranscription pratique, l'activité quotidienne de la construction de l'organisation et des mobilisations.

Notre plate-forme n'est donc pas le produit d'une alliance ponctuelle mais bel et bien l'expression d'un accord réel sur l'essentiel des tâches qui nous incombent dans la période actuelle, accord qui s'est vérifié à maintes reprises sur le terrain. Ce sont ces expériences collectives qui nous ont amenés à nous poser des questions ensemble, dans les JCR et dans les mobilisations, et à élaborer une orientation commune.

Une nouvelle période politique

La période politique que nous traversons combine une offensive ultra-violente des classes dominantes et une résistance massive des travailleurs et des peuples. Elle annonce des confrontations de plus en plus violentes qui ne pourront se régler par des compromis entre les classes ou par les cadres traditionnels de régulation des conflits (institutions internationales, cadres de cogestion entre les syndicats et le patronat…), du fait des crises économiques et des rivalités entre les grandes puissances.

Nous ne sommes plus dans une période où l'on peut envisager l'amélioration des conditions de vie des populations à coups de petites victoires, ni une période où l'on devrait envisager une construction linéaire, par accumulation, des organisations révolutionnaires. C'est l'instabilité qui caractérise le plus la période, elle annonce des crises importantes, crises auxquelles les révolutionnaires doivent se préparer, mais surtout crises que les révolutionnaires doivent préparer.

Construire une nouvelle direction pour les mobilisations

Les idées dominantes dans la société restent les idées réformistes. Cela n'a pas empêché les centaines de milliers de manifestants contre la guerre et les millions de grévistes de mai-juin 2003. Les propositions des organisations réformistes sont de plus en plus en décalage avec les rapports de force réels : quel compromis possible entre le patron et les travailleurs de STM ? Quel compromis entre les Irakiens et Georges Bush ? Quel compromis entre Seillières et les chômeurs ?

Dans ce cadre les questions soulevées par le développement des mobilisations créent de plus en plus une crise de direction. C'est ce qui est à l'origine des débats qui se sont cristallisés au FSE de Londres (importance du mouvement antiguerre et question de la résistance irakienne, relation avec les organisations musulmanes, mouvement de masse ou institutions, lien avec les syndicats...).

Les directions réformistes, notamment dans la jeunesse, ne sont plus hégémoniques. Elles sont incapables d'encadrer l'ensemble des salariés et des jeunes. Cela implique des responsabilités nouvelles pour les révolutionnaires. Il ne s'agit pas seulement d'être à l'initiative mais de construire une direction pour les mobilisations, ce qui signifie que la priorité pour les révolutionnaires doit être la construction des mobilisations « par en bas » sans rechercher au préalable des accords d'appareil avec les réformistes, tout en recherchant à entraîner l'ensemble du mouvement ouvrier organisé dans la lutte.

Une organisation révolutionnaire peut gagner une audience si elle démontre sa capacité à donner des réponses à ces questions pour le mouvement dans son ensemble. C'est dans la nécessité d'élaborer ces réponses que peut se redévelopper un marxisme vivant comme outil de la classe ouvrière en lutte pour son émancipation.

Construire les JCR

C'est dans ce cadre d'analyse que nous devons penser la question de la construction des JCR. Le fait de gagner des jeunes aux JCR ne doit pas considéré comme le « but ultime » lorsque nous construisons des mobilisations. C'est l'organisation qui doit être au service du mouvement, pas l'inverse. Notre objectif dans la construction des mobilisations n'est pas d'en extraire la frange la plus radicale pour la gagner aux JCR mais bel et bien de gagner en influence en construisant le mouvement et en lui donnant des perspectives. C'est pour cela qu'il y a nécessité à construire et à les développer. Mais nous ne pouvons gagner des jeunes au marxisme sans avoir avec eux des pratiques communes et des expériences communes de confrontation. Il n'y aura pas de prise de conscience marxiste spontanée. Ce n'est pas simplement parce que des jeunes se mobilisent et se radicalisent qu'ils s'intéresseront aux idées des JCR.

Il y a donc nécessité, dans la période telle que nous l'avons caractérisée, de se construire à l'intérieur des mouvements et de préparer aux côtés des centaines de jeunes les prochaines crises politiques. Les « recettes miracles » et les réponses organisationnelles ne suffisent pas. Nous devons, si nous voulons construire les JCR et gagner des jeunes aux idées révolutionnaires, non pas nous préparer aux crises révolutionnaires en recrutant des militants un à un, mais préparer les crises révolutionnaires aux côtés de tous les jeunes qui veulent aujourd'hui en découdre avec le système. C'est ainsi que nous construirons le rapport de forces contre les classes dominantes et que nous développerons les JCR.

Marie, [Jussieu], Marie, [Censier], Julien, [Tolbiac], Fanny, [Rouen], Rodolphe, [Jussieu], Amélie, [Tolbiac], François, [Saint-Denis], Sarah, [Saint-Denis], Alban [Jussieu], Manu, [Rennes], Hélène, [Rennes], Cédric, [Censier], Pauline, [Nanterre]

A propos de l'impérialisme français

1) Actualité.

Pour sortir de la crise, les pays dominants mènent une entreprise de recolonisation du Monde, afin de piller les ressources des pays dominés, et d'assurer leur hégémonie politique dans toutes les régions du Monde.

Il ne faut pas laisser de côté la France : l'Etat Français utilise son armée pour défendre ses intérêts politiques et économiques dans d'autres pays.

Il participe à l'occupation du Moyen Orient ; des soldats français sont partis occuper l'Afghanistan, relayant ainsi les troupes US pour leur permettre de partir en Irak.

Mais il mène aussi ses propres guerres.

Il pratique l'ingérence économique dans toutes ses colonies ; les deux plus grandes entreprises présentes en Côte d'Ivoire sont françaises. Bouygues et Boloré pillent les richesses ivoiriennes et les profits partent vers la France tandis que les ivoiriens n'ont plus rien à se partager.

Il pratique également l'ingérence politique ; en Polynésie, Chirac et la ministre de l'outre-mer ont menacé les polynésiens et leur tout nouveau gouvernement de bloquer les budgets et le fonctionnement du territoire, et ils l'on fait. Ils ont fini par remettre en place le dictateur déchu.

L'Etat a des bases militaires dans chacune de ses colonies, ou prétendument ex-colonies. Alors quand l'ingérence ne suffit plus, c'est aux interventions militaires qu'il a recours : envoi de troupes en Côte d'Ivoire qui tirent sur les deux camps, interventions de l'armée en Polynésie..

C'est à nous en France, dans le mouvement antiguerre et en tant que JCR, de dénoncer les guerres menées par notre gouvernement. C'est de cette façon, en construisant le rapport de force contre l'Etat français, qu'on pèsera réellement dans la situation politique, qu'on a une chance de délégitimer les guerres menées par la France et de fragiliser notre propre Etat. Et c'est bien là le rôle des révolutionnaires.

2) Ce que nous nous proposons de faire.

Face à cette situation, un mouvement antiguerre historique s'est construit, et continue à se construire. Qu'est ce que nous devons faire dedans ?

A) Le construire le plus efficacement possible ; sur des bases justes et de la façon la plus large. « Retrait des troupes d'occupation » est un mot d'ordre juste à partir duquel on peut construire un collectif. Mais sur la section parisienne, les collectifs qui se sont montés ont adopté les mots d'ordre du réseau Agir Contre la Guerre : « Retrait des troupes d'occupation », « Justice en Palestine » et « Pas de participation française ». Et là il y a un problème. Les camarades de la plateforme C tiennent coûte que coûte à ces trois mots d'ordre et en font un préalable à la construction des collectifs, mais d'un autre côté ils « oublient » régulièrement le troisième mot d'ordre…Sur le dernier tract, ce troisième mot d'ordre a disparu, la tête de Chirac sur les affiches disparaît régulièrement au maquettage et des camarades refusent d'organiser un atelier sur la participation française à la guerre sans limite lors de l'Assemblée Générale d'ACG alors qu'il y a un atelier sur la Palestine et un atelier sur la Résistance en Irak. Surtout que l'actualité brûlante en Côte d'Ivoire et ce qu'y font les troupes françaises justifie amplement qu'on en parle dans le cadre d'un mouvement contre la « guerre sans limites ».

B) La guerre sans limites est une donnée fondamentale de la politique de tous les Etats dominants aujourd'hui, y compris l'Etat français. Il faut lutter contre cette politique. En tant que marxistes, nous pensons que seuls les peuples opprimés peuvent se libérer ; seul le peuple des Etats-Unis peut infliger une défaite à l'administration Bush, seule la résistance en Irak peut infliger une défaite aux troupes américaines. Et nous en France, nous pouvons délégitimer les guerres menées par notre gouvernement. Personne d'autre ne peut le faire à notre place et ça doit faire partie de notre contribution au mouvement international contre la guerre sans limites.

Notre rôle est donc de pousser dans tous les cadres à ce que soient clairement dénoncées les interventions militaires de l'Etat français.

Et en tant que révolutionnaires, nous devons mobiliser contre l'impérialisme et le colonialisme français, en faisant des tables et en distribuant des tracts expliquant notre analyse, en participant aux échéances de mobilisations. Et en diffusant largement l'idée qu'il faut, en France, stopper les guerres menées par notre gouvernement. Que c'est possible de construire le rapport de force contre l'Etat français.

Nous ne considérons pas que l'impérialisme français est plus acceptable que l'impérialisme des Etats-Unis. Nous ne faisons pas de « tri » entre les différents impérialismes et entre les guerres qu'ils mènent.

C'est la raison pour laquelle il est écrit dans les statuts des JCR « L'organisation combat l'impérialisme, et en premier lieu l'impérialisme et le colonialisme français. » (article 1)

C'est ce que nous défendons dans la plateforme B.

Nina, [Nanterre], Rose [Saint-Denis], Suzanne [Tolbiac]

Après la DN

La DN des 13 et 14 novembre a révélé des problèmes dans l'organisation du congrès ainsi que dans le mouvement antiguerre qui nous inquiètent et démontrent une logique étonnante de la part des camarades de la plate-forme C.

Sur le déroulement de cette DN :

1) Ces camarades semblent avoir un intérêt différent pour les différents points de la DN. Ainsi ils ont été toujours nombreux lors des débats sur la situation internationale et le bilan du FSE, mais ils ont déserté la salle au moment du débat sur l'éducation, qui nous semble pourtant être une priorité si on veut organiser efficacement la riposte face aux attaques du gouvernement Chirac-Raffarin. Nous le déplorons, car nous pensons que l'ensemble de la DN doit se mettre au clair sur cette question pour mettre en ordre de bataille l'ensemble de l'organisation.

2) Ces camarades ont refusé de débattre sur de nombreux sujets. Outre la question de l'éducation, nous sommes intervenus plusieurs fois dans le point « bilan du FSE » pour demander ce que pensaient les camarades du fait d'avoir organiser une AG au FSE le samedi soir. Ils ont refusé de répondre lors de ce point. Le dimanche, lors du point « perspectives du mouvement antiguerre/ ACG », il a fallu se livrer au même procédé : répéter dix fois les mêmes questions : pourquoi ne pas poser un point « impérialisme français » en AG d'ACG alors que l'intervention française en Côte d'Ivoire est dans tous les médias ? Pourquoi ne pas vouloir élire la direction d'ACG, pourquoi refuser la révocabilité des élus ?

Au début, les camarades ont à nouveau essayé d'éviter les débats, insistant que ce qui était important était surtout le soutien à la résistance irakienne, comme si cela faisait désaccord à la DN ! A force d'insister, les signataires de la plate-forme C ont fini par répondre à nos multiples questions. Et nous nous sommes aperçus que nous avions désaccords bien plus importants que comment construire ACG (désaccords relatifs au poids que pèsent ou non dans la jeunesse les directions réformistes et donc le front unique qui en découle) : il s'agit en fait de désaccords sur l'autoorganisation des mouvements. Les camarades nous ont dit explicitement que l'élection des directions, leur révocabilité, ainsi que l'autoorganisation des jeunes qui luttent sont des questions purement formelles. Pour eux les questions d'orientation d'un mouvement sont l'essentiel, alors que la démocratie ouvrière n'est qu'une question annexe. Pour nous, c'est une question vitale pour le développement du mouvement, pour la prise en main des tâches par l'ensemble des militants, qui seule permet de leur faire prendre conscience de leur force. C'est aussi une question stratégique car le contrôle de la société par ceux d'en bas est un élément fondamental dans la société que nous voulons construire.

3) Ils ont ensuite refuser de trouver des compromis (sur les modalités d'organisation du congrès organisation du congrès et sur les perspectives qui doivent en sortir, ainsi que sur notre intervention à l'AG d'ACG des 20 et 21 novembre). Ils fonctionnent donc seuls dans leur coin, sans chercher à ce que toute l'organisation avance de manière homogène.

4) Les camarades ont proposé que soit envoyée comme base de texte de congrès dans les villes la seule version majoritaire –donc la leur-, avec, en dehors du texte, les formulations minoritaires à la DN. Nous n'avons jamais refusé de voter sur les différentes formulations, ni sur les plates-formes, mais nous pensions qu'il était plus correct de faire ce que nous avions toujours fait dans la préparation des précédents congrès des JCR : à savoir voter et envoyer un texte qui intègre toutes les formulations différentes et qui les place sur le même plan ; ce qui a l'avantage de ne pas présenter une formulation comme plus légitime que les autres et permet de voir au premier coup d'œil sur quoi portent les désaccords (puisque les parties différentes sont à côté les unes des autres).

Les camarades nous ont dit que c'était n'importe quoi d'insinuer que cela influencerait les votes, que c'était prendre les militants pour des moutons. Nous ne prenons pas les militants (dont nous faisons par ailleurs partie !) pour des moutons, mais nous continuons d'affirmer que oui, l'avis d'une direction nationale peut influencer les votes, en faisant passer la minorité de la DN pour minoritaire dans l'organisation et en opposition non constructive à la politique que proposerait la direction. Et si ce n'est pas ce que pense la plate-forme C, pourquoi alors avoir tant voulu que la seule formulation majoritaire à la DN soit envoyée comme base de travaux dans les congrès locaux, en présentant les autres formulations comme des oppositions minoritaires ? Les camarades ont fini par céder, mais il a fallu pour cela exercer une pression importante.

L'attitude globale des camarades de la plate-forme C à cette DN ne permet pas à l'organisation d'avancer collectivement.

1) A quoi sert un congrès ? Pour nous, il doit servir à exprimer les désaccords, mais également à chercher l'homogénéité pour rassembler l'organisation dans ses futures campagnes. Pour les camarades, il ne semble servir qu'à creuser les désaccords. C'est-à-dire rechercher surtout ce qui divise l'organisation.

2) A quoi sert une organisation ? A clarifier des désaccords, ou à coordonner notre intervention de révolutionnaires, en tant que tels (apparition propre) et en tant qu'acteurs et constructeurs des mouvements de masse ? Les camarades de la plate-forme C ont ainsi repoussé une motion concernant notre intervention dans ACG, au motif que ce n'était pas à nous de décider pour le mouvement mais à lui-même. Il n'y a pas de désaccord sur le fait que c'est toujours le mouvement qui tranche, mais cela nous interdit-il de coordonner notre intervention au sein de celui-ci ? Pour être plus clair, il faut savoir si nous sommes une organisation politique, ou seulement un réseau de discussions marxistes !

3) Qu'est-ce qu'une organisation de jeunesse ? C'est une organisation d'action et de formation. Une organisation pour nous permettre d'agir collectivement dans la lutte des classes, mais son but n'est pas d'avoir de grandes discussions sur la période pour réinventer le programme de la IVème Internationale.

Sur les amendements proposés par la plate-forme C à cette Direction Nationale.

Nous les avons découvert le samedi matin. Nous avons eu tort de ne pas les lire en détail, mais fournir si tard six pages pleines d'amendements divers n'aide pas vraiment à la discussion collective. C'est la démonstration que, pour les camarades, ce n'est pas du tout une priorité de prendre le temps pour discuter collectivement de ce qui fait réellement accord et désaccord. Dans les débats nous avons découvert des désaccords jusqu'alors pas formulés par Fanny, François et Julien, sur la période, l'organisation à construire et les tâches des révolutionnaires. Nous n'avons pas de grands désaccords avec les amendements présentés par l'ensemble de la plate-forme C. Mais pour l'introduction par exemple, nous pensons qu'elle n'apporte strictement rien, qu'elle comporte des phrases complètement creuses (ça veut dire quoi, « révolutionner les révolutionnaires » ?!?), qu'elle s'emballe dans une dissertation sur « l'actualité de la révolution ». Bien sûr le système capitaliste pose la question de la révolution, c'est la seule réponse possible à y apporter, dans une période où l'alternative « socialisme ou barbarie » est concrète, mais actuellement, sommes-nous réellement dans une situation pré-révolutionnaire ? Pour nous il n'y a aucun intérêt à débattre de cette introduction, c'est pourquoi nous n'y présenterons pas d'amendement, afin de ne pas polluer les débats de congrès qui, nous l'espérons, s'attacheront aux questions plus utiles pour notre action.

Nous espérons que ce congrès se passera mieux que la dernière DN. Qu'il nous permettra de discuter des désaccords, mais aussi de mette l'ensemble de l'organisation en ordre de bataille pour intervenir dans les luttes, contre le gouvernement et contre la guerre, et de gagner des jeunes à nos idées.

Antoine et Sofiane, [Jussieu]

Après la DN (ajout de Sofiane)

Ce texte complète la contribution commune signée par Antoine (plate-forme B) et Sofiane (plate-forme A) qui relate la dernière DN.

Je souhaite ici revenir sur le débat sur « quelle organisation construire ?» qui a eu lieu le dimanche matin de la Direction Nationale.

Nous avions eu cette discussion en cercle Jussieu le mercredi précédant la DN, soit le 10 novembre. Après un débat fort intéressant, les camarades se reconnaissant dans la plate-forme B avaient dit, à la fin du cercle, qu' « il serait à [leur] avis juste de construire une organisation anticapitaliste, c'est-à-dire pour le socialisme, s'il y avait au moins autant de jeunes anticapitalistes souhaitant la construire avec nous, que de JCR. ». Au moins autant : c'est-à-dire deux cents.

A la direction nationale, Antoine a changé de position –et n'a pas été démenti par le camarade Raphaël-. Il a alors affirmé : « oui, ce serait juste de construire une telle organisation si les jeunes intéressés étaient cinq cents ou mille ». Les JCR sont-elles passées de moins de 200 militants le 10 novembre, à un nombre aussi indéterminé que « 500 ou 1000 » quatre jours plus tard ?

C'est pour le moins curieux. En fait, il y a peut-être une explication simple à cela : voyant que j'étais capable de citer plusieurs jeunes intéressés rien que sur une ville moyenne telle que Metz, sans tradition militante et encore moins d'extrême-gauche, il y a fort à parier que le camarade Antoine s'est dit « zut en fait il y a certainement bien plus de 200 jeunes intéressés pour une nouvelle force anticapitaliste en France, alors comment justifier le refus de prendre des initiatives pour vérifier si sa création est possible ? », et il a multiplié le chiffre initialement nécessaire à cette création.

Je l'ai interrogé sur ce revirement lors du débat à la DN, puis au cercle Jussieu suivant –le 16 novembre-, le camarade n'a pas pu -ou n'a pas souhaité- l'expliquer, ce qui est regrettable.

Alors que j'assistais en tant qu'invité à la réunion de la plate-forme B clôturant cette DN, j'ai découvert par hasard dans le texte d'orientation des JCR voté au dernier congrès national un paragraphe tout à fait intéressant :

" Participer à la construction d'une nouvelle force révolutionnaire

Pour défendre leurs intérêts quotidiens et pour en finir avec le système capitaliste, les jeunes, et plus largement les exploités ont besoin d'une force révolutionnaire, anticapitaliste. Ce projet politique correspond aux possibilités qui s'ouvrent aujourd'hui aux révolutionnaires, c'est une nécessité pour pouvoir répondre à la situation. Cette nouvelle force révolutionnaire doit être en rupture claire et sans ambiguïté avec la politique de la gauche plurielle et bien sûr avec la droite et l'extrême-droite. Se regrouper, s'organiser est une nécessité pour chaque jeune qui veut efficacement lutter contre les dérives de cette société. Les scores de l'ensemble de l'extrême-gauche (LO et LCR), les débats autour d'un nouveau parti et notamment l'appel pour une "nouvelle force" posent la question, publiquement, d'une nouvelle force révolutionnaire, anticapitaliste. Les JCR s'inscrivent dans cette démarche. Ils entendent être un outil dans la jeunesse pour construire cette nouvelle représentation politique. Ils proposent donc à tous les jeunes qui se reconnaissent dans ce projet de s'organiser avec eux pour y contribuer."

Le congrès de 2002 avait voté, et ce paragraphe –dans mon souvenir tout du moins- n'avait fait l'objet d'aucun amendement. Du coup, comme c'était sans doute le fruit d'un consensus entre différentes sensibilités, les deux phrases qui commencent par « Cette nouvelle force… » et « Se regrouper, s'organiser… » sont assez mauvaises : car –première phrase citée- « en rupture avec la politique de la gauche plurielle » ne signifie pas forcément en complète rupture avec certains de ses appareils ou tout du moins de ses morceaux ; et –seconde phrase citée- cette nouvelle force ne devra pas uniquement lutter contre les « dérives de cette société », mais bien contre ses fondements : l'exploitation capitaliste et les oppressions.

Après avoir montré ce texte à Antoine, il me répond : « *mais dans la dernière phrase, on leur propose de rejoindre les JCR ! c'est ce qu'on fait toujours.* ».

Relisez bien (et c'est ce que j'ai dit à Antoine) : s'organiser avec les JCR, pas s'organiser aux JCR. Il ne faut pas faire croire que cette formulation est due au hasard, surtout quand on voit que les JCR sont toujours capables de batailler à coup d'amendement pour une virgule.

Antoine dit alors en riant : « bon de toute façon c'est le congrès qui tranchera, organisation révolutionnaire ou anticapitaliste, mais de toute façon si c'est anticapitaliste, on le fera pas !». Et Laure de Nanterre d'ajouter : "Chut, faut pas le dire !"... Sans commentaire.

Que les jeunes anticapitalistes s'organisent avec les JCR, que nous leur offrions un nouveau cadre politique, répondant à leurs attentes, cadre que nous construirions loyalement avec eux : c'est toujours ce que la plate-forme A propose. C'est ce qu'avait voté le dernier congrès : faire des JCR un outil dans la jeunesse pour construire cette nouvelle force. Regrouper les JCR et les « jeunes anticapitalistes » (« socialistes », ou « pour le socialisme » seraient des termes plus justes si en France ce terme n'avait pas été si dévoyé par la sociale-démocratie) dans une même organisation politique.

En toute objectivité,

- parce que la plate-forme A propose de lutter autant contre le gouvernement que contre la guerre ; parce que la guerre, même si elle doit être une de nos interventions prioritaires, ne permet pas à elle seule de lutter globalement contre la politique antisociale du gouvernement ; mais qu'on ne peut lutter de manière cohérente et efficace en se contentant d'organiser les luttes sociales sans dénoncer les politiques guerrières et notamment de notre propre gouvernement ;
- en défendant toujours l'autoorganisation des opprimés, donc la participation active de chaque acteur d'un mouvement pour les décisions et les tâches qui en découlent ; et la démocratie, c'est-à-dire que les directions de chaque mouvement doivent être élues et doivent représenter fidèlement sa composition (donc ses différentes sensibilités) ;
- et que dans le même temps elle propose de construire une force plus large que les seules JCR, sans pour autant les mettre à la poubelle, une force pour la rupture avec le capitalisme et une alternative socialiste ;

la plate-forme A est la seule à s'inscrire dans la continuité du dernier congrès national des JCR.

C'est un constat, qui ne m'enchante guère : pourquoi la plate-forme B remet-elle en cause ce que le dernier congrès avait voté, alors que cette politique n'a même pas été expérimentée ?

Sofiane, [Jussieu]

Bilan de la direction nationale des 13 et 14 novembre

Les débats de la dernière DN ont permis de définir les tâches de notre courant dans la jeunesse : prendre des initiatives contre l'intervention française en Côte d'Ivoire, préparer l'AG d'Agir Contre la Guerre des 20 et 21 novembre, continuer la campagne Education décidée à la DN de septembre, participer aux échéances pour les droits des femmes… Elle a permis aussi d'ouvrir les débats de congrès et d'adopter les textes à discuter dans le congrès locaux.

1) La situation des JCR

La DN révèle aussi la réalité et les potentialités de notre courant. Les villes de Metz, Toulouse, Rennes, Rouen, Bordeaux, Brest étaient représentées. Pour autant l'état des lieux montre les potentialités de construction de notre courant dans la jeunesse : création d'une nouvelle section JCR au Mans, décision du congrès de la Ligue de Lyon de structurer un groupe jeune autonome, lien resserré avec le groupe jeune LCR de Clermont… Dans cette situation, le congrès des JCR doit être utile à l'ensemble de notre courant politique pour intervenir dans la jeunesse. Le congrès des JCR n'est pas déconnecté de la situation politique. Celle-ci traverse tous nos débats. Les quatre plates-formes présentées en témoignent. Le

but doit être de clarifier les désaccords, sans les figer, ni en les noyant dans des formules vagues. Car c'est cela qui nous permettra de mieux définir les priorités concrètes de l'organisation après le congrès.

2) Les discussions soulevées par la DN

- Comment construire l'organisation ?

Depuis plus d'un an, de nombreux camarades se posent des questions sur les risques « d'activisme » des JCR ou dans un autre sens sur le repli sur l'auto construction des JCR hors des mobilisations. C'est une des questions à laquelle la Plate Forme C s'efforce de répondre. Le point fondamental est de rompre avec la démarche qui consiste à vouloir découper la frange radicale dans une mobilisation, mais de développer des stratégies qui permettent aux luttes de se développer et de gagner. Les évolutions de la construction des JCR depuis deux ans (le journal, les stages de formation ouvert, les 3 jours de débat « comment changer le monde ? ») sont le produit des besoins politiques que nous avons mesurés dans les mobilisations.

- Le rôle décisif de l'orientation politique

Il ne suffit pas juste d'être dans les mouvements. Il faut développer une politique qui permette de gagner. La question de la solidarité avec la résistance irakienne, de l'islamophobie, la perspective de « virer le gouvernement », sont des questions décisives pour intervenir et construire les mobilisations aujourd'hui. Le texte du camarade Furax, publié dans le BD 3, montre que ces questions sont centrales. Le congrès doit être un moment d'approfondissement collectif des orientations que nous devons défendre tous les jours. Nous avons déjà eu des débats tendus dans l'organisation (sur le bilan du G8, sur la loi anti-voile…). A chaque fois, nous tirions le bilan que nous n'avions pas posé les débats de façon suffisamment politiques sans permettre à l'ensemble des camarades de se les approprier. Prendre le temps de discuter de notre orientation ne peut que renforcer l'organisation.

- Quelles priorités après le congrès ?

Le congrès doit définir aussi ce que nous devons faire concrètement dans les prochains mois. La préoccupation des camarades Antoine, Francine, Xavier dans le texte « Trois campagnes » est juste. Mais la réponse est insuffisante. Il faut définir les priorités politiques sur lesquelles nous devons développer une activité permanente, sans croire que nous allons faire telle chose pendant un mois et puis passer à autre chose. Cette politique ne peut que renforcer l'éclatement de l'organisation et désarmer face aux tournants de la prochaine période. Par contre il est indispensable de définir des priorités dans la période actuelle. Nous pensons qu'il y a trois questions sur lesquelles les révolutionnaires doivent construire les mobilisations en permanence, développer des stratégies : la lutte contre les occupations impérialistes, la lutte contre la politique de Chirac – Raffarin, la lutte contre toutes les oppressions (racisme, islamophobie, discriminations sexuelles…). Tous les camarades dans l'organisation ne sont pas convaincus de ces questions (c'est évident sur la construction du mouvement anti guerre et sur l'islamophobie). Cela doit être la priorité des discussions du congrès pour prendre le temps de se comprendre, de se convaincre, et être plus forts dans les luttes.

C'est en lien avec ces trois questions que nous devons définir la construction de l'organisation qui en découle, et surtout pas comme une campagne séparée. Nous devons renforcer le journal, créer une véritable comission journal, une comission diffusion, en lien mais essentiellement distincte du Bureau National. Nous pouvons aussi nous fixer une nouvelle initiative du type des « trois jours de débat pour changer le monde » vers mai 2005, pour ne pas le mettre en contradiction avec les RIJ qui auront lieu en France.

3) Le prochain congrès doit renforcer l'organisation

Une question a suscité à la fin de la DN des débats particulièrement vifs et il n'est pas possible de ne pas y revenir. Deux propositions ont été faites pour les votes : de voter les amendements présentées au texte de congrès par les plate formes (proposition de Julien (BN)), de ne pas voter les amendements (proposition Antoine (BN)). La plate forme C a décidé à l'unanimité de soumettre au vote les amendements au texte. Finalement cette proposition a été acceptée, à condition qu'il n'y ait pas, dans le BD, un maquettage qui mette plus en avant les amendements majoritaires à la DN. Ce débat, en lui-même secondaire, a amené une argumentation dangereuse de la part des camarades de la Plate Forme B : la DN serait illégitime (essentiellement quand elle vote des orientations avec lesquelles les camarades de la PF B sont en désaccord, sinon elle est tout à fait légitime…)… Il y aurait un risque de « faire exploser les JCR », de « pousser à la scission »…

Ce type d'argumentation témoigne d'une crainte des évolutions politiques des JCR. Cela ne peut qu'appauvrir les débats du congrès alors que ce congrès est une chance pour relancer la construction des JCR.

François, [Saint-Denis], Julien, [Tolbiac]

Bilan du cercle Nanterre

Nous sommes 25 cotisants, dont 17 étudiants, dont 10 étudiants-salariés, 3 salariés, 5 lycéens.

1- Activité propre du cercle

Réunions de cercle

Nous avons un cercle régulier, chaque semaine, quel que soit le nombre de militant-e-s présent-e-s. Un topo introduisant une discussion politique a lieu à chaque cercle sans exception. Nous alternons les discussions d'actualités et de formation historique ou théorique. Nous essayons de faire en sorte que les topos soient prévus un certain temps à l'avance pour que ce ne soient pas toujours les mêmes qui les introduisent. Nous faisons en sorte que les nouveaux militants soient associés à la préparation de ces topos. Nous avons à faire des progrès en la matière mais cela fonctionne dans l'ensemble. Nous faisons à chaque cercles des points fac, lycée et jeunes travailleurs, qui servent à déterminer l'activité quotidienne. Un bureau de cercle de 7 personnes existe, pour anticiper les ordre du jour et le contenu des discussions, faire en sorte que les introductions des différents points soient réparties entre camarades. Le bureau de cercle est encore trop irrégulier pour être pleinement efficace mais il s'est amélioré dans la dernière période. Nous avons une tendance à avoir des retards importants de cotisation mais le nouveau trésorier impose des points trésorerie réguliers et l'argent remonte mieux.

Ventes

Chaque semaine, nous tenons une table à la fac pendant 2 heures. Nous vendons RED et Rouge ainsi que le reste de la presse. Nous essayons de faire en sorte que ces ventes soient une occasion de faire apparaître massivement notre courant. Nous avons à plusieurs reprises réussi à faire des tables très animées et nombreuses, notamment pendant l'année 2002-2003, où de nombreuses tables ont été tenues avec diffusion de films anti-guerre. Cette année, nous allons beaucoup plus à l'accroche et nous faisons plus de contacts à chaque table (en moyenne 3-4 contacts lors des 3 dernières tables). Les contacts ne sont pas que des étudiants : il y a des salariés de la fac mais aussi des salariés ou lycéens de passage à la fac... La vente est une échéance importante pour nous, où un nombre significatif de camarades peuvent se voir et régler des questions liées à l'activité. Là où nous devons faire des progrès, c'est dans la remontée de ces ventes : nous ne sommes pas en mesure d'avoir un décompte précis des ventes que nous faisons chaque mois.

Contacts

Depuis l'entre-deux-tours, nous avons une liste de contacts informatisée. Nous avons actuellement une cinquantaine de contacts. Par le biais syndical, nous en avons plusieurs centaines, et par ACG, une cinquantaine. Mais nous avons du mal à tous les suivre et à tous leur proposer des actions régulièrement. Cependant, avoir une liste des contacts politiques permet d'avoir une vision d'ensemble de notre milieu, et donc de mieux savoir que proposer à qui. Cela permet d'avoir également un suivi individualisé des contacts les plus

proches (discussions au café), qui est encore un peu chaotique et pris en charge par un nombre assez réduit de camarades.

Cercles ouverts et meetings

Nous organisons environ un cercle ouvert par mois. Chaque cercle est l'occasion d'une présentation des JCR et d'une discussion politique avec une introduction préparée, où nous invitons nos contacts. Nous avons fait un meeting par an. Celui de l'année dernière, avec Olivier Besancenot, avait regroupé environ 700 personnes. Cette année nous avons prévu un meeting en décembre sur le colonialisme français, un en février sur Malcolm X et un en fin d'année sur les questions sociales (sachant que ce programme est sujet à évolutions).

Cercles non-mixtes

Les camarades femmes ont organisé deux cercles non-mixtes en janvier et février 2004. Cela a permis d'avoir des discussions sur la répartitions des tâches entre militants hommes et femmes. Les camarades femmes ont ainsi souligné la nécessité de ne pas leur réserver, par automatisme, les tâches les plus ingrates et les moins « politiques » ; les camarades ont aussi souligné la nécessité de porter une attention particulière à la formation des femmes. Comme ils répondaient à un besoin précis, ces cercles ont été utiles.

Action coup de poing

Nous avons organisé avec l'aide des camarades de la région parisienne une action coup de poing qui consistait à rouvrir avec une meuleuse un local fermé par la présidence de l'université. Nous étions environ 80. Cela nous a permis d'acquérir un petit savoir-faire en la matière. Il serait d'ailleurs utile de réfléchir à des actions spectaculaires à l'échelle parisienne ou nationale.

2- Fac

Syndicalisme

Nous avons une intervention syndicale régulière par le biais de l'Unef dans lequel nous construisons et animons la tendance Tous Ensemble. C'est cette activité qui nous permet principalement d'avoir un milieu très large sur l'université car ce cadre nous donne la possibilité de nous adresser à l'ensemble des étudiants en partant de leurs préoccupations concrètes. Cette année les chaînes d'inscriptions et de syndicalisation nous ont permis de prendre plus de 250 contacts intéressés par différentes questions : LMD , FSE, répression ... Toutefois nous avons encore des difficultés à proposer l'activité à l'ensemble de nos contacts et de fait à gagner des militants en grand nombre.

La question qui a occupé une place importante depuis le dernier congrès est la question de la réforme LMD. Nous avons en effet construit activement le mouvement étudiant de nov/dec 2003 demandant le retrait de la réforme LMD. Ce mouvement de grève sur les universités était le plus important depuis 95. Il a donc joué un rôle important dans l'élargissement de notre milieu et surtout dans la formation des camarades.

Nous avons en effet occupé une place majeure dans le mouvement sur la fac de Nanterre. Notre activité syndicale régulière nous a permis d'avoir une légitimité dès le début du mouvement. Nous avons été , avec la majorité nationale de l'Unef , à l'initiative des AG massives et par la suite nous avons disputé la direction du mouvement avec eux, nos propositions et le nombre de représentants élus dans les coordinations nationales étant votés à égalité avec eux. Nous avons pourtant fait une erreur en proposant le blocage de la fac trop tardivement ce qui nous a empêché de le rendre effectif.

Notre activité syndicale nous pousse à une certaine régularité et un certain sérieux notamment en ce qui concerne les Sans-facs où nous devons nous efforcer à résoudre des problèmes très concrets de manière suivie. Le mouvement des Sans-facs nous permet également de construire un rapport de force réel contre l'administration de la fac pour pouvoir obtenir des inscriptions. Quand la direction du syndicat freine malgré la pression que nous mettons en interne du syndicat, nous n'hésitons pas à agir en dehors du syndicat, comme lors de la fondation du collectif contre les ECTS en 2001-2002 ou cette année dans la luttes contre la répression (nous avons quatre camarades qui ont écopé de deux mois d'exclusion de la fac avec sursis).

Le syndicat étant le cadre d'auto-organisation des étudiants entre les mouvements, nous nous efforçons d'y défendre notre orientation sur l'ensemble des questions et pas seulement sur les questions proprement dites syndicales. Nous avons avancé sur la question de la guerre où lors du déclenchement de la guerre en Irak l'Unef faisait partie du collectif ACG, mais aussi sur la question du racisme ou encore sur la question du féminisme.

Travail anti-guerre

Parce que, depuis la rentrée 2002, nous pensions que la guerre en Irak était centrale dans la période politique, et qu'il fallait construire un mouvement anti-guerre massif pour l'empêcher, nous avons mené une activité propre (collages des affiches sur la résistance, tracts…) mais surtout, nous avons été à l'initiative d'un collectif unitaire sur notre fac qui a très rapidement fait partie de la coordination des collectifs « agir contre la guerre » (ACG). Dès octobre 2002, nous avons proposé aux différentes organisations présentes sur le campus (UNEF, CGT, SNESup, SNASub, Sud, CNT, UEC, LCR…) et à un bon nombre d'étudiant-e-s inorganisé-e-s, la création d'un collectif sur la question de la guerre. Le premier mot d'ordre de ce collectif a été « Non aux bombardements ! » et nous avons peu à peu convaincu des trois mots d'ordres de la coordination : non à la guerre en Irak (avec ou sans l'ONU), justice en Palestine et pas de participation française. La réunion de ce collectif, les assemblées générales régulières nous ont permis de défendre nos mots d'ordre et d'associer plus d'une centaine de contacts. Le 5 mars (date de mobilisation appelée pas les étudiants américains contre la guerre), a été une date de mobilisation importante. L'AG de plus de 300 personnes a représenté une forte mobilisation. Nous avons eu une participation massive à la manifestation du 15 février. Le 20 mars a été une réussite : plusieurs amphis ont débrayé. Le collectif est donc resté important jusqu'à fin 2003 car nous impliquions toujours les organisations. Pour ce qui est des individus inorganisés, il a permis à un bon nombre de se rendre compte de la nécessité de s'organiser, de se syndiquer à l'UNEF et de militer dans ACG mais aussi avec la TTE. Pendant quelques mois (principalement dans la préparation du concert et du 20 mars), malgré une intervention systématique et régulière, , nous avons moins eu le souci d'impliquer les autres forces (l'Unef par exemple). La conséquence directe a été une perte de dynamisme du collectif. Mais forts de ce constat, nous avons renoué avec le travail unitaire. Pour le FSE de Londres par exemple, nous avons organisé un meeting sur les questions internationales (tribune sur le soutien à la résistance, et intervention de Jamalat sur la Palestine) avec ACG, le SNESup, le SNASub, Sud et la CGT, la LCR et les JCR, ce qui nous a permis d'emmener 42 personnes à Londres. Nous avons pris un peu de retard dans l'association des contacts à l'activité, mais nous sommes en train de rectifier le tir en faisant des tables et des diffs. Nous souhaitons très rapidement organiser une projection de film.

La construction du collectif a donc été une activité importante ces deux dernières années mais nous devons pour lui redonner une réelle existence, relancer l'activité unitaire et locale de manière plus importante.

3- Activité lycéenne

Nous intervenons actuellement sur six lycées d'une manière régulière : Nanterre (Joliot-Curie), Levallois, Sèvres, Chatou, Gennevilliers et Carrières. De plus, nous avons eu et il nous arrive d'avoir des interventions sur les lycées de Saint-Cloud, un autre lycée de Nanterre (Louise Michel) et de Suresnes. Sur les six lycées principaux, notre régularité est à peu près dépendante du rythme de la Rougeole (le bulletin lycéen de la RP), bien qu'il arrive que nous ne la diffions pas partout. Depuis le début de l'année, nous avons fait des tables sur deux lycées (Nanterre et Sèvres) dont les résultats sont assez mitigés.

La LCR fait également du travail lycéen. Dans la section 92 Nord, l'objectif est que chaque cellule (outre Nanterre-fac) mène du travail sur un lycée. Deux cellules le font actuellement sur les quatre. Un objectif assez ancien que nous nous étions fixé n'a pas été réalisé. Il s'agit de la création d'une commission lycéenne 92 Nord en lien avec la LCR, avec pour but la création d'un bulletin spécifique local (qui alternerait avec la Rougeole) et l'association de lycéen à son élaboration. Il nous faut prendre acte de l'échec de ce projet et le relancer à partir du mois de janvier prochain.

L'un des points marquants de notre activité cette année a été la mobilisation contre la loi sur le voile. Avec plusieurs tables sur les lycées de banlieue, nous avons pris beaucoup de contacts (plus de 300 en tous) et organisé plusieurs réunions. Malheureusement, le vote de la loi et l'échec de la mobilisation nous ont empêchés de les matérialiser et nous en avons perdu la grande majorité. Cela nous a cependant prouvé que, en nous en donnant les moyens, nous pouvons mobiliser et exploiter un très fort potentiel sur les lycées. L'intervention régulière est la clé d'un succès qui permet au cercle de se construire.

Nous avons également mené une activité avec le Comité d'Action Lycéen (CAL) qui s'était constitué à Paris et en banlieue. Cependant, ce cadre était très parisien et à l'exception de quelques mobilisations sans lendemain, les perspectives qu'il proposait étaient

finalement maigres. Pour ces deux raisons, il ne s'est pas implanté en banlieue ; il reste néanmoins un outil envisageable pour le futur, notamment contre le rapport Thélot.

Le thème de la guerre est très porteur dans la jeunesse. C'est pourquoi il a souvent été présent dans la Rougeole. Mais nous avons aussi eu quelques interventions au nom et avec le matériel d'ACG. Les deux échéances principales que nous avons préparées avec ce matériel ont été le concert du mois de mars et la manifestation du 5 juin. Les deux fois, nous avons eu un écho assez important. Il existe des perspectives de construction d'ACG ou de collectifs anti-guerre dans deux lycées, celui de Chatou (dont plus d'une quinzaine d'élèves étaient présents au concert) et celui de Nanterre.

Nous sommes actuellement cinq lycéen-ne-s dans le cercle et nous pouvons envisager de nous donner pour but d'être au moins autant l'année prochaine (c'est-à-dire malgré le fait que certains camarades ne seront plus dans un lycée).

4- Activité en direction des jeunes travailleurs

Du fait de la solidité du cercle sur la fac, nous avons pu envisager d'avoir une intervention sur les questions des jeunes travailleurs. Actuellement sur le cercle, nous comptons un camarade en CDI dans une boite de bâtiment, une camarade en CDD à l'ANPE, deux camarades qui travaillent dans la restauration rapide (Quick et KFC), cinq camarades qui sont assistants d'éducation, une camarade qui travaille dans l'animation, une camarade qui garde des enfants, et un jeune chômeur.

Nous avons une activité de plus en plus régulière sur le CFA d'Asnières, avec une fréquence de deux diffs par mois du bulletin Jeunes Travailleurs de la région parisienne. Cette activité régulière nous permet d'être reconnus à chaque diffs et d'avoir des discutions intéressantes. Cela nous a également permis d'avoir deux contacts vers le mois de Juin, qui faute d'un bon suivit et du fait des vacances d'été, n'ont pu être matérialisés.

Les objectifs sont de faire une table dans les semaines à venir, d'avoir une intervention sur un deuxième CFA et une activité sur un foyer jeune travailleur.

Du fait que le cercle compte cinq assistants d'éducation, le besoin s'est fait ressentir d'avoir une discussion sur les possibilités d'intervention des camarades. Une réunion des camarades AE de la région parisienne s'est tenue au début du mois de Novembre, réunion à laquelle ont participé les camarades du cercle. Les objectifs sont de se syndiquer dans le syndicat le mieux structuré, et d'avoir une intervention, par le biais d'un bulletin envers les profs, les collègues et les élèves.

5- Liens avec la Ligue

Ils sont excellents : il existe une cellule de la LCR à la fac, qui regroupe 6 camarades du cercle, ainsi que des salariés de la fac et des environs. Les JCR ont des interventions systématiques dans les échéances publiques de la section du 92 nord. La ligue va financer un stage de formation pour le cercle Nanterre.

Conclusion

Ce qui a permis de construire notre cercle (il y a quatre ans nous étions 5), c'est une intervention dans tous les mouvements nationaux et locaux conjuguée à une construction méthodique du cercle. Ce qui nous a permis d'être une force motrice sur la fac notamment, c'est une politique unitaire, sans pour autant se laisser freiner quand les autres ne voulaient pas mobiliser. Un de nos objectifs principaux est d'organiser plus d'échéances ouvertes, publiques, à la fac dans les lycée et sur le CFA d'Asnières.

Ce texte a été écrit par une commission désignée par le cercle Nanterre, mais n'a pu être relu par l'ensemble du cercle avant la sortie du BD 4.

Ce que veut la plate-forme B

L'objectif d'un congrès est de définir une orientation. Il est nécessaire de discuter de la situation politique, mais cela doit avoir pour but de définir des objectifs pour l'année à venir.

Il existe un accord global dans l'organisation sur l'analyse de la période : nous sommes dans une période d'accélération des confrontations entre les classes sociales, une période marquée par des attaques continues des classes dominantes (guerre, social…) et une résistance des peuples, une période où les révolutionnaires ont une nouvelle place, où ils doivent prendre l'initiative et où ils peuvent recruter largement.

Mais, une fois qu'on a dit ça, il faut savoir ce qu'on en fait. Les camarades des plates-formes C et D ont manifestement envie de discuter bien plus en détail de la situation politique (plus de la moitié du texte de la PF-D est consacré à ça, la PF-C a soumis au vote plusieurs pages en introduction qui n'apportent pas grand-chose au texte…). Nous sommes d'accord que pour définir des axes d'intervention, il faut savoir quelle est la situation mais, pour nous, ce qui est primordial c'est l'activité. Et ce qui doit déterminer si l'on est sur une plate-forme ou une autre, c'est les désaccords sur l'orientation. En effet, le congrès donne un mandat à une direction pour qu'elle réalise un certain nombre de choses jusqu'au congrès suivant, pas pour qu'elle disserte sur la situation politique.

Encore et toujours trois campagnes

C'est pour cela que nous proposons à tous les camarades que du congrès sortent trois campagnes centrales de l'organisation (brochures, affiches, tracts nationaux, etc.) : une campagne contre la guerre, une autre contre le gouvernement (qui part des questions de l'éducation), une dernière de construction de l'organisation. Cela répondra aux problèmes auxquels sont confrontés les jeunes. Leur contenu est expliqué dans le bulletin de discussion n°3. Nous proposons à tous les camarades qui sont d'accord avec ces trois priorités, même s'il existe des désaccords entre nous sur le contenu qu'elles doivent avoir, à voter la motion « 3 campagnes » dans les congrès locaux.

En effet, nous pensons qu'il faut donner une impulsion dans l'organisation pour réellement faire ces campagnes : construire des collectifs contre la guerre pour les prochaines échéances de février et mars, organiser la riposte contre le gouvernement, notamment dans l'éducation en avril et mai, tout en organisant une apparition propre de l'organisation sur ces questions et une campagne de meetings de construction. Il n'y a rien de spontané à mettre en place une telle orientation, il faut la discuter, réfléchir à sa mise en place concrète. Sinon, nous ne ferrons rien ou ce qui est le plus facile.

Les camarades de la plate-forme C nous reprochent que cette orientation soit intemporelle, qu'elle pourrait être proposée à n'importe quel congrès. Peut-être, mais dans ce cas, pourquoi vont-ils voter un texte, celui de la commission d'écriture des textes, qui dit à peu près la même chose ? Et pourquoi ne proposent-t-ils pas des améliorations à ce que nous proposons ? Au dernier congrès, nous avons tous voté deux campagnes centrales : contre le gouvernement CRS et contre le G8. A ce congrès, il faut préciser le tir : ce qu'on peut prévoir pour l'an prochain, c'est que l'actualité sera sur la situation internationale (comme tous les ans), et sur la loi de programmation et d'orientation budgétaire dans l'éducation, le temps de travail et les services publics. Comme nous nous adressons aux jeunes, nous pensons que les priorités sont la guerre et l'éducation, en faisant le lien avec le racisme et la répression policière et le non à la Constitution européenne.

Ce que la discussion a révélé

Nous avons un accord global avec la plate-forme A sur les tâches pour l'an prochain. Mais la tâche des JCR n'est pas de construire une nouvelle organisation anticapitaliste. Il est évident que les JCR ne sont pas une organisation suffisamment forte pour résoudre les problèmes des jeunes. Mais construire une « organisation anticapitaliste » dans la jeunesse, c'est rechercher un raccourci irréaliste pour gagner des jeunes : les jeunes que nous avons autour de nous mais qui ne veulent pas rentrer aux JCR. Ce n'est pas parce que les JCR sont une organisation révolutionnaire, mais une organisation politique, avec des réunions régulières, qui discute longuement pour définir une orientation. Les mêmes obstacles existeraient dans une organisation anticapitaliste, avec un inconvénient : la perte de notre visibilité à une échelle large. Cependant, nous sommes prêts à faire des tests : organisons une campagne de meetings, avec nos contacts et nos sympathisants, où nous proposons aux jeunes de s'organiser. Si un nombre important de jeunes veut s'organiser, mais pas aux JCR, dans ces meetings, nous mettrons en place des structures souples autour des JCR et, si cela existe dans de nombreuses villes, créerons une nouvelle organisation…

Mais, il nous parait plus simple de simplement gagner ces jeunes aux JCR…

Avec les camarades de la plate-forme C, la discussion a montré que les désaccords n'étaient pas là où nous le croyons. Il nous parait très inquiétant que des camarades expliquent que les votes et la révocabilité des élus est une question « formelle » dans les mouvements. Alors que l'auto-organisation est pour notre courant une question stratégique : le contrôle des élus par la base, en permanence, est une des bases de la démocratie ouvrière, une des bases de la société que nous voulons construire. Par ailleurs, leur attitude actuelle est inquiétante : ils refusent de discuter de ce qui est commun aux différentes plates-formes, sur quoi peut avancer l'organisation (en expliquant par exemple que la motion « 3 campagnes » est démago car elle masque les désaccords !), leur attitude dans Agir contre la guerre vise à refuser tout fonctionnement commun de l'organisation dans un cadre de masse.

C'est inquiétant parce que cela va dans le sens d'une organisation qui ne sert pas à défendre une politique commune mais simplement à discuter, à échanger des « arguments marxistes ». On comprend dans ce cadre que pour eux, la construction d'une organisation révolutionnaire ou anticapitaliste ne soit pas une question importante : si c'est un lieu où on échange des arguments et où ceux qui sont d'accord entre eux n'interviennent pas en cohérence avec le reste de l'organisation, quelle importance a la base politique de cette organisation ?

Quand aux camarades de la plate-forme D, leur objectif, d'après ce qui est écrit dans le texte (III. B.) est de transformer les JCR en organisation anticapitaliste. Nous n'avons pas de désaccord sur le fait que nous ne recrutons pas que des militants révolutionnaires, cela n'a jamais été le cas. Nous gagnons des jeunes qui sont révoltés par le système, qui ont conscience qu'il y a des classes sociales et qui savent qu'ils entrent dans une organisation qui veut faire la révolution. On peut dire que c'est « recruter sur une base anticapitaliste ». Mais c'est autre chose que de vouloir transformer les JCR en organisation anticapitaliste, ce qui signifierait que les JCR n'auraient pas de position sur la possibilité de réformer cette société. Ces camarades crient qu'ils ne font que défendre l'orientation de la LCR. Mais, en réalité, ce n'est pas le cas : la LCR est une organisation révolutionnaire, elle cherche à se construire. Mais, en plus, elle fait des tests : après le mouvement de mai-juin, elle a lancé un appel à une force anticapitaliste pour tester si des milliers de travailleurs étaient près à la construire. Le résultat de ce test, qui est lié à la situation politique (défaite de mai-juin, des luttes contre les licenciements, contre la réforme de la Sécu…), c'est que la priorité, c'est construire notre courant.

Le plus ennuyeux avec le texte de la plate-forme D, c'est qu'il ne propose aucune politique pour l'intervention dans les mobilisations. Ni sur la guerre, ni sur la politique du gouvernement. La seule chose qu'ils détaillent, c'est la façon de convaincre des jeunes sur une base anticapitaliste dans ces luttes. C'est tout à fait utile, mais l'objectif des JCR, c'est aussi de construire les mobilisations pour qu'elles gagnent : c'est ce qui renforce notre camp social. Construire les luttes, construire une direction alternative aux directions réformistes, c'est aussi le meilleur moyen de gagner la confiance des jeunes, de leur démontrer que les révolutionnaires sont utiles, ne sont pas simplement des rêveurs. Faire cela n'est pas facile, c'est le problème auquel nous sommes confrontés dans le mouvement étudiant comme dans le mouvement contre la guerre. Pour trouver des solutions, il est fondamental de débattre en détail de ces questions.

La logique des camarades des plates-formes C et D est nette : il s'agit de « clarifier les désaccords ». Cela ne nous pose pas de problème, si les désaccords sur l'analyse de la période permettent de débattre sur ce qu'il faut faire aujourd'hui. Mais s'ils ne servent pas à déterminer une orientation, ils ne servent qu'à diviser l'organisation sur des choses qui ne servent à rien. Nous ne militons pas aux JCR pour avoir de grands débats sur la période. Les JCR sont une organisation d'action. Si ce congrès ne servait qu'à discuter de la période et pas d'une orientation concrète à mettre en place, à 200, les JCR perdraient leur raison d'être. Les JCR servent à militer dans les luttes et préparer la révolution, pas à être paralysées par des débats sur la période.

Alors, à ce congrès, discutons de la période, de la place des révolutionnaires, de tout ; mais surtout, discutons de ce que nous faisons contre la guerre, contre le gouvernement et de comment construire l'organisation.

Antoine [Jussieu], Francine [94], Xavier [Nanterre]

Construire l'organisation de jeunesse de la LCR

Pourquoi une organisation de jeunesse ?

Les JCR se veulent l'organisation de tous ceux qui partagent les idées de la LCR mais qui ne sont pas prêts à s'organiser dans un parti politique. C'est-à-dire qu'il n'y a pas besoin d'être convaincu de militer toute sa vie, de se poser le problème des rapports entre différents partis politiques, le problème des élections, etc. C'est une organisation de jeunesse, c'est à dire destinée aux lycéens, étudiants, jeunes travailleurs… à tout ceux qui n'ont pas encore un emploi stable, une « situation ». Les JCR sont une organisation tournée vers l'action, vers l'intervention dans les luttes des jeunes. Notre but est aussi de débattre et de nous former, en lisant, en assistant à des formations. C'est aussi, en dehors des traditions des organisations « de vieux », de faire notre propre expérience dans la construction des luttes et les méthodes de construction d'une organisation révolutionnaire.

Les JCR aujourd'hui

Il existe de réels problèmes dans les JCR : des débats difficiles, des problèmes pour associer les militants de toutes les villes dans les discussions, le nombre très insuffisant de militants, le manque d'homogénéité dans l'intervention, etc. Mais les JCR sont en même temps la seule organisation de jeunesse qui est capable d'avoir une activité sur la plupart des sujets qui concernent les jeunes. Nous n'avons raté aucune des luttes fondamentales de la jeunesse (mouvement étudiant, lutte contre la guerre) tout en intervenant sur de nombreuses autres questions. Nous sommes loin d'être parfaits, mais nous sommes capables de réfléchir et d'intervenir sur la quasi-totalité des luttes des jeunes, même si nous sommes sous implantés chez les jeunes travailleurs. Il n'y a que les JCR et les jeunes de Nouveau Monde (la direction de l'Unef) a avoir été capables de polariser autant de monde dans les mobilisations étudiantes et le mouvement contre la guerre. Nous avons même été en mesure de leur contester la direction de la mobilisation (voir la coordination étudiante de Villetaneuse ou la manifestation du 20 mars 2003 par exemple) et de peser réellement dans le rapport de force. Nous sommes même capables, ce que les jeunes de Nouveau Monde ne font pas, de continuer après les luttes à avoir une intervention comme organisation politique, de convaincre des jeunes sur nos idées.

Cette réussite est d'autant plus positive qu'elle est possible alors que nous avons de nombreuses faiblesses qu'il est possible de corriger (nombre insuffisant, implantation dans un nombre réduit de villes, orientation pas toujours très coordonnée…). C'est le cadre de l'organisation de jeunesse, son existence même, avec ses débats propres, sa direction propre, qui permettent de comprendre ce qu'il faut faire, ce n'est pas parce que la direction des JCR serait particulièrement géniale…

Construire les JCR !

Pour les camarades jeunes de la Ligue ou les militants qui sont dans des sections où il est difficile de maintenir des groupes JCR, une seule formule : c'est là que ça se passe ! C'est bien dans les JCR que nous avons réussi, tant bien que mal, à réfléchir à ce qu'il fallait faire dans les luttes. C'est là aussi que nous réfléchissons à comment gagner des jeunes à nos idées et sur quels thèmes intervenir avec un minimum de vision nationale.

Cela se fait parfois dans la douleur, mais c'est normal : une organisation de jeunesse est faite pour se poser des problèmes politiques de la période dans laquelle nous sommes, qui est très différente des périodes précédentes. Du coup, nous faisons des tests. Ceux-ci amènent parfois à de mauvaises réponses, ou à une incompréhension des acquis de notre courant politique (incompréhension de ce qu'est l'auto-organisation de la part de camarades de la PF-C, du travail de masse et la construction des mobilisations dans la PF-D…). Mais l'essentiel est que les JCR se posent les problèmes concrets qui permettent aux jeunes de préparer la révolution et essaient de les résoudre dans l'action. C'est ce qu'elles ont fait dans le mouvement étudiant et le mouvement contre la guerre, c'est ce que nous voulons qu'elles continuent à faire en ne s'embourbant pas dans des débats de « haute voltige » sur l'appréciation de la période à ce congrès…

Alors, que nous nous ayons envie de construire une organisation de jeunesse révolutionnaire en solidarité avec la LCR, ou de construire la LCR, jeunes révolutionnaires de tout le pays, unissons-nous aux JCR !

Antoine, [Jussieu]

Construire une force anticapitaliste

A la chute de l'URSS, les défenseurs du capitalisme s'empressèrent de combler le vide idéologique en présentant le système comme horizon indépassable. En France, la montée des luttes depuis 95 a prouvé le contraire en permettant le développement d'une conscience anti-libérale au sein de larges couches de travailleurs. Un espace politique s'est ainsi ouvert à gauche des appareils réformistes traditionnels devant leur incapacité à présenter une alternative au néo-libéralisme. Partant de ce constat, il serait faux de croire que la rupture avec certaines de ces directions signifierait la mort du réformisme. Le réformisme est un phénomène qui traduit la manière dont une société exploitant les membres d'une classe qui ont grandi en son sein leur fournit également un cadre d'expression dominant à leur désir de changement. On a vu récemment que malgré le discrédit électoral des gouvernements réformistes devant leur incapacité à concéder des réformes aux travailleurs, ils ont pu à nouveau bénéficier de leur soutient, comme en témoigne la hausse du score du PS aux deux dernières élections.

Pourtant, aux présidentielles de 2002 le programme « d'urgence sociale » des candidats révolutionnaires avait obtenu près de 3 millions de voix. Selon l'enquête d'un sociologue interviewé dans Critique communiste, la plupart des votants pour les listes LO-LCR manifestèrent un désir de réformes radicales, mais une minorité (400 000) s'identifierait aux idées révolutionnaires. Ainsi, s'il y a bel et bien un espace politique qui s'est ouvert à gauche des vieilles directions réformistes, dû au phénomène de polarisation politique produit par les luttes, il y aurait dans un premier temps deux approches sur la manière de le combler.

La première consisterait à croire que la masse des gens qui se radicalisent passerait directement de l'influence d'une direction réformiste à celle d'une direction révolutionnaire, dès lors que les représentants réformistes auraient prouvé leur inaptitude à défendre les intérêts des travailleurs. Il suffirait alors aux révolutionnaires de proposer la perspective de la révolution pour que les travailleurs viennent grossir leurs rangs. Dans la pratique, cela pousse à croire que le développement des luttes repose seulement sur la capacité des révolutionnaires à les impulser et à se retrouver à la traîne des mouvements en tenant un discours abstrait sur la révolution sans voir les arguments dont chaque mouvement a besoin pour avancer. Mais ceci consiste à nier le processus de développement du niveau de conscience de la majorité des gens, notamment le fait que la conscience réformiste peut prendre de multiples formes à gauche des partis traditionnels.

La seconde approche sur la manière de cristalliser la conscience anti-libérale consisterait à construire une nouvelle force politique défendant les intérêts des travailleurs et en rupture avec le néo-libéralisme. Mais là encore, il y a plusieurs conceptions de la manière d'envisager sa construction.

L'une d'entre elles préconiserait de combler l'espace politique vacant au moyen de l'organisation révolutionnaire en opérant une transformation programmatique qui lui permettrait de rassembler plus largement. Qu'elle traduise une conception du rassemblement par en haut, par la seule convergence de différentes forces politiques sur des bases très larges, ou une conception plus radicale mais plus restreinte, comme l'appellation d'organisation « anticapitaliste révolutionnaire », elle n'en contient pas moins une lacune théorique fondamentale : la négation de la nécessité d'une organisation marxiste révolutionnaire défendant clairement la perspective du socialisme. En effet, si elle veut pouvoir rassembler largement, une telle force impliquerait nécessairement de laisser ouverte la question de « réforme ou révolution ». Or, une force politique aussi large rallierait inévitablement un ensemble de gens ayants des objectifs divers. Pourtant, une organisation regroupant seulement les militants conscients de la centralité de la classe ouvrière dans le processus de transformation révolutionnaire de la société et combattant pour son unité est nécessaire. Tout en prenant part aux luttes, ses membres doivent pouvoir s'organiser séparément afin de partager leurs expériences et parvenir à l'élaboration d'une analyse commune sur la manière de relier les différentes luttes entre elles et à la lutte globale contre le système. Parallèlement, ils doivent chercher à étendre cette analyse à d'autres au moyen de réunions, d'une diffusion systématique du journal, etc. Ainsi, ils peuvent pousser les individus qui cherchent à développer une lutte le plus possible et qui voient les liens avec les autres fronts à prendre part à la lutte globale en construisant une organisation révolutionnaire. C'est dans une période de montée des luttes et de forte polarisation politique qu'une organisation de ce type peut réellement se massifier sans perdre son identité, car ce n'est que dans une intensification importante de la lutte de classe que le marxisme est en mesure de correspondre aux attentes d'un nombre croissant de travailleurs. Ainsi, la volonté de « massifier » immédiatement l'organisation révolutionnaire en abaissant son programme au niveau de conscience d'une grande partie des masses conduirait à enlever à la classe ouvrière un outil dont elle a besoin pour se diriger vers la voie de son émancipation.

L'autre manière de concevoir la construction de cette nouvelle gauche est que les révolutionnaires et une multitude d'autres prennent l'initiative de rassembler un grand nombre d'individus au sein d'une nouvelle force politique, comme c'est déjà le cas dans plusieurs pays d'Europe (Respect en Angleterre, SSP en Ecosse, Rifondazione Communista en Italie ou le nouveau parti en Allemagne). Ce serait pour nous l'occasion de bâtir des ponts entre les idées réformistes et les idées révolutionnaires. Car la rupture des travailleurs avec une conception réformiste de la transformation sociale ne peut se faire que par la combinaison d'une expérience de confrontation avec le système, de la contradiction avec les idées dominantes qui en résulte et de l'accès simultané aux idées révolutionnaires. C'est ce processus de rupture qu'incarne l'« anticapitalisme » et dans lequel s'est engagé le mouvement né à Seattle en 99. Le terme « anticapitaliste » ne qualifie pas les bases politiques de telle ou telle composante du mouvement mais prend en compte la dimension dialectique de l'ensemble, dont la dynamique de confrontation accrue au système le fait tendre vers sa remise en cause globale. Ainsi, une force anticapitaliste cristalliserait ce processus dans lequel sont impliquées différentes conceptions politiques. Le contenu de cette force devra être élaboré par tous ceux qui prendront part à sa construction en partant de la volonté de s'unir sur une base commune. De cette manière, pourront s'y côtoyer révolutionnaires, réformistes, syndicalistes, intellectuels de gauche, militants des luttes spécifiques et associatives (féministes, antiguerre, antiracistes, organisations musulmanes...) et un grand nombre de gens encore inorganisés faute de structure adaptée (jeunes, issus de l'immigration…). Il est important de souligner que la construction d'une telle force ne pourra se faire sans une participation active de la jeunesse dans laquelle elle trouvera un écho considérable en lui permettant de manifester son désir d'alternative.

Cela nous amène au débat sur « réforme ou révolution » en terme de construction. Un ensemble d'individus va devoir travailler en commun pour tenter de donner une direction au mouvement qui va inévitablement se trouvé confronté à de nouvelles questions auxquelles il devra répondre pour continuer sa progression. Certains pousseront à l'utilisation de moyens institutionnels tandis que d'autres voudront développer le mouvement par en bas. Par exemple, après le meurtre de Carlo Giuliani à Gênes, tandis que le PDS (social-démocrate) préconisait d'abandonner la lutte, Rifondazione appelait à descendre massivement dans la rue le lendemain. Il est donc crucial que les révolutionnaires se lient à des milliers d'autres personnes dans une expérience de construction commune afin d'être en mesure de dégager et tenter de gagner les arguments dont à besoin le mouvement pour continuer d'avancer. Ainsi, la perspective du socialisme clairement revendiquée par ces militants pourra trouver un écho au sein de couches toujours plus larges de travailleurs auprès desquels la théorie marxiste pourra apparaître comme la mieux adaptée au besoin d'alternative.

Avant-tout, l'échec du mouvement de mai-juin 2003 est imputable à l'absence d'une direction politique influente capable de porter ses revendications et de formuler des stratégies pour organiser l'offensive des travailleurs contre un patronat qui forge son unité dans l'éclatement des forces organisées de la classe ouvrière. Attendre qu'un nouveau mouvement de cette ampleur se développe en pensant qu'une nouvelle force émergera 'spontanément' de la lutte serait une erreur qui aurait de lourdes conséquences sur son issue. Les bases matérielles permettant la construction d'une telle force ne sont pas à chercher exclusivement dans les luttes immédiates mais dans l'intégralité du développement des luttes depuis 95. Car c'est bien cette dynamique qui a enclenché un processus de différenciation politique en entraînant le développement d'une conscience anti-libérale au sein de larges couches de travailleurs.

En définitive, si l'on veut que le prochain mai-juin 2003 soit une victoire, il nous faut prendre dès à présent l'initiative de rassembler le réseau des forces 'autonomes' du 'mouvement social' afin de le doter des outils dont il a besoin pour gagner. Pour cela, il est nécessaire que l'ensemble de l'organisation se saisisse du débat afin d'élaborer en commun les moyens concrets à mettre en œuvre vers la construction d'une force anticapitaliste.

Cédric, [Censier], Ambre B, [Censier]

Contre le droit d'Israël à exister

Le récent rapport Ruffin sur le racisme et l'antisémitisme, commandé par le Ministère de l'Intérieur, propose de pénaliser les propos antisionistes, en les amalgamant à de l'antisémitisme. De nombreuses critiques se sont élevées, affirmant qu'il était possible de critiquer la politique de Sharon sans pour autant être antisémite. Ces critiques sont justes mais ne répondent pas pleinement aux accusations portées contre ceux qui s'affirment antisionistes. On peut tout à fait être très critique de la politique de Sharon tout en demeurant sioniste. Car être antisioniste aujourd'hui, c'est notamment se battre contre l'idée qu'il serait possible d'envisager une solution à la question palestinienne sans pour autant remettre en question les fondements de l'Etat d'Israël.

Cette position antisioniste est très minoritaire aujourd'hui dans le mouvement de solidarité avec la Palestine. Y est en effet entretenue l'idée que la « paix » en Palestine passerait uniquement par la coexistence de « deux Etats », l'Etat d'Israël et un Etat palestinien. C'est ainsi que régulièrement la gauche et le mouvement de solidarité se font les porte-parole de « sionistes de gauche » qui, contre Sharon, défendraient une solution « juste » pour la question palestinienne. Le problème ne serait pas Israël et le sionisme mais la politique de Sharon. Un autre sionisme serait possible.

L'existence d'Israël ne serait donc pas un obstacle à la « paix » au Proche-Orient. Cette idée a déterminé la stratégie du mouvement de solidarité, c'est aussi celle à laquelle s'est rangée l'OLP, au moment des négociations qui ont abouti aux accords d'Oslo, lorsque, dans une lettre à Rabin, Arafat affirma que « *l'OLP reconnaît le droit d'Israël à vivre en paix et dans la sécurité* ». Du point de vue de la direction palestinienne comme de celle du mouvement de solidarité, l'idée qu'il était possible de concevoir une quelconque « paix » aux côtés d'Israël a conduit à bien des désillusions, erreurs et échecs.

C'est dans ce cadre (attaque contre les antisionistes, quasi-absence de critique de la nature d'Israël, qui affaiblit politiquement le mouvement Palestine) qu'il me semble important de revenir sur ce qui est aux racines de l'oppression et de la lutte de libération du peuple palestinien : le sionisme et l'existence d'Israël.

La naissance d'Israël : la négation d'un peuple.

Ben Gourion proclame le 14 mai 48 l'indépendance de l'Etat d'Israël. Dans la déclaration d'indépendance, comme le souligne G.Achcar, « *ce n'était pas simplement l'Etat d'Israël qui était proclamé, mais "un Etat juif en terre d'Israël qui portera le nom d'Etat d'Israël"* » (le sionisme et la paix, sept. 94). Le problème est que la « terre d'Israël » n'était pas habitée que par des Juifs, en conséquence « *la contradiction entre égalitarisme affiché et discrimination implicite était devenue inhérente au projet sioniste de colonisation lorsqu'il se fixa sur un territoire déjà habité par une population non juive* » (idem). L'Etat d'Israël s'est construit sur la négation de l'existence du peuple palestinien. Ce qui se passe actuellement n'est pas le fruit du jusqu'auboutisme de Sharon : c'est l'aboutissement logique du projet sioniste poursuivi depuis 48 par tous les gouvernements israéliens, la réalisation du rêve de Ben Gourion : « *placer la Palestine et tous ses résidents arabes sous le pouvoir juif* ».

Il s'agit bien sûr d'un projet de longue haleine, qui avait débuté avant 1948 et qui n'est pas encore terminé comme en témoignent ces propos de Sharon : « *Tout ce qu'il faut, c'est rester ferme pendant encore 30 ans et ne sacrifier aucune de nos pièces maîtresses.* » (Ha'aretz, 18 avril 2003). Une bien étrange « fuite en avant » ! Si l'on ne perçoit pas la nature de ce projet et l'implacable rationalité avec laquelle les gouvernements israéliens l'ont mis (et continuent de la mettre) en place, on ne comprend pas les étapes successives de la mainmise israélienne sur l'ensemble de la Palestine, les débats qui ont traversé et traversent encore les milieux sionistes. Et surtout on sera impuissant dans notre solidarité avec les Palestiniens.

Dès 1947 et la partition, les débats dans les milieux sionistes faisaient rage. Ils ne concernaient pas les frontières du futur Etat juif sur lesquelles tout le monde s'accordait (« de la mer au Jourdain ») mais la question « démographique » : comment conquérir le plus de territoires tout en maintenant une majorité juive ? La droite sioniste prônait l'annexion immédiate de toute la Palestine, « *quitte à englober une grande masse d'Arabes et à s'accomoder d'une discrimination politique intra-muros faisant fi du mythe de l'Etat démocratique* » (Achcar, op.cit.) tandis que Ben Gourion, qui n'abandonnait pas son objectif final (« toute la Palestine »), acceptait la partition à titre temporaire afin de présever l'apparence de démocratie, « question vitale pour un Etat aussi dépendant de l'aide extérieure » (idem).

Après la guerre de 1967, la même question se posa avec d'autant plus d'acuité que le premier objectif du projet sioniste (le contrôle total de la Palestine historique) était rempli : judéité de l'Etat ou démocratie ? . La réponse au problème fut trouvée par le Général (travailliste) Allon. Il recommandait l'annexion de Jérusalem-Est, l'établissement d'une bande sous contrôle israélien de Jérusalem au Jourdain via la construction de colonies et de routes de contournement, l'acquisition d'une zone frontalière le long du Jourdain qui pourrait s'élargir jusqu'à Hébron, de ne pas annexer Gaza mais d'en contrôler les frontières.

Oslo, « feuille de route »... Le projet sioniste se porte bien.

Le plan Allon est en cours d'achèvement : Israël contrôle la totalité de la Palestine, Cisjordanie et Gaza comprises, à l'exception des zones à forte densité palestinienne, c'est à dire les villes, les « zones autonomes » des accords d'Oslo. La construction du mur fermera définitivement les Bantoustans et provoquera une émigration forcée de dizaines de milliers de Palestiniens. Une nouvelle étape sera franchie : le contrôle direct ou indirect de toute la Palestine tout en maintenant la majorité juive dans l'Etat d'Israël, en sauvant les apparences de démocratie et en « encourageant » les Palestiniens à partir. Cela a été permis par les accords d'Oslo et la feuille de route : dans les deux cas, c'est le plan Allon qui a été utilisé comme base. Et ont été exclus du « règlement » la majorité des Palestiniens : réfugiés et Palestiniens de 48 (ceux qui vivent en Israël), soit environ 5,5 millions sur 8 millions.

On ne peut les ignorer si l'on parle de « solution juste ». Les Palestiniens de 48 sont plus d'un million. Comme le souligne Tikva Hönig-Parnass, militante israélienne antisioniste, « *dans une société où l'identité juive constitue une condition nécessaire pour appartenir à la communauté nationale (par définition une nation juive, alors que 20% de sa population est arabe), la minorité palestinienne est exclue de la pleine citoyenneté* » (le sionisme et la guerre totale contre les Palestiniens, 2003) : lois discriminatoires (loi du retour, loi de 1952 sur la citoyenneté…), les « terres d'Etat » (93% du territoire) ne sont cédées qu'à des Juifs, ce qui fait qu'aujourd'hui « *les 3% de terres laissées aux Palestiniens sont progressivement confisquées par l'Etat afin d'achèvement l'isolement des Palestiniens dans de petites enclaves encerclées par des colonies juives* » (idem). Un Etat juif peut tolérer une minorité non-juive mais doit se donner les moyens de la contrôler car ils ne peuvent prétendre à l'égalité au risque de remettre en cause la nature de l'Etat. U. Benziman, journaliste israélien, ne se trompe pas lorsqu'il écrit dans le Ha'aretz du 16/08/03, au sujet d'A. Bishara, figure de proue des Palestiniens de 48 luttant pour l'égalité des droits « [que] *d'un point de vue sioniste c'est un homme dangereux* ».

Nous ne devons jamais oublier que la majorité des Palestiniens sont des réfugiés et qu'ils aspirent à rentrer chez eux. La question des réfugiés fait bien souvent « tomber les masques » car elle pose directement le

problème de la nature de l'Etat d'Israël. « *Il est clair que le retour de millions de réfugiés palestiniens dans l'Etat d'Israël changerait complètement le caractère de l'Etat, contrairement aux intentions de ses fondateurs et de la plupart de ses citoyens* ». Argument sioniste classique énoncé par… Uri Avnery, « figure du mouvement de la paix israélien », qui se prononce pour le droit au retour des réfugiés « *dans l'Etat de Palestine* » (!). Tous les sionistes, qu'ils soient d'extrême-droite ou de gauche, défendent de manière inconditionnelle la « judéité » d'Israël alors que la « majorité juive » a été obtenue par l'expulsion de 800 000 Palestiniens et qu'elle est maintenue par une politique d'Apartheid.

Antisionistes !

Si nous nous battons pour le droit à l'autodétermination de tout le peuple palestinien, nous ne pouvons faire l'impasse sur une critique implacable de l'idéologie sioniste et de la nature de l'Etat d'Israël. Comme l'affirmait notre courant il y a une trentaine d'années, « *la seule attitude révolutionnaire est la reconnaissance du droit complet et inconditionnel du peuple arabe palestinien à l'autodétermination, c'est à dire son droit à réintégrer l'ensemble du territoire dont il a été expulsé et à vivre affranchi de toute oppression nationale. L'exercice de ce droit suppose la destruction de l'état sioniste fondé sur des bases racistes incompatibles avec une telle perspective* » (La révolution arabe, cahier rouge n°3 LCR juin 75). Evidemment cette perspective n'est pas immédiate, étant donné le rapport de forces actuel et des soutiens dont bénéficie Israël. Mais tout est à reconstruire. Nous devons tirer les bilans d'un échec et remettre les choses à plat. Il faut dissiper toute illusion sur une « paix » possible sans la disparition de l'Etat sioniste. Il faut argumenter dans ce sens dans notre propagande et dans la construction de la solidarité. La bataille sera longue, mais elle est indispensable aujourd'hui et le débat doit avoir lieu aujourd'hui dans le mouvement mondial contre l'impérialisme et la mondialisation capitaliste. Israël est en effet un élément clé dans les projets impérialistes de recolonisation du monde.

Julien, [Tolbiac]

De quelle organisation avons-nous besoin ? (la suite)

Dans les luttes auxquelles nous participons, nous sommes en contact avec des jeunes révoltés par tel ou tel aspect du capitalisme ou qui sont consciemment révoltés par l'ensemble du système. Quelle que soit notre position dans le débat (que nous soyons pour une organisation anticapitaliste ou révolutionnaire), notre but, au bout du compte, est de gagner un maximum de jeunes à nos perspectives, pour pouvoir construire des luttes victorieuses. La question est : comment y arriver ?

De la révolte contre le capitalisme à la révolution

Pas mal de camarades se demandent si les jeunes à intégrer dans l'organisation doivent être « anticapitalistes » ou complètement marxistes révolutionnaires. C'est certainement une mauvaise manière de se demander ce qui doit constituer la base de recrutement à l'organisation.

Il serait absurde de vouloir d'abord convaincre ces jeunes de l'ensemble des bases du marxisme révolutionnaire avant de les inviter à entrer dans l'organisation. D'abord parce que cela ne nous permettrait pas de toucher autant de jeunes qu'il est possible de le faire aujourd'hui. Mais surtout parce qu'une partie des idées de notre programme, les jeunes les assimilent d'abord et avant tout par la pratique : c'est en militant sur le terrain avec des étudiants sans-papiers que l'on comprend ce qu'est le racisme d'Etat par exemple. Les jeunes ont une capacité à évoluer plus rapidement que les « anciens », parce qu'ils sont en période de formation, dans tous les sens du terme. Il est donc tout à fait possible, en militant avec eux de manière régulière et en leur donnant un cadre de discussion et de formation, de les faire évoluer rapidement vers le marxisme révolutionnaire : comprendre qu'il faut détruire l'Etat bourgeois, connaître l'histoire des révolutions, savoir analyser une situation nouvelle… Mais pour convaincre, il faut d'emblée montrer notre vrai visage, et défendre nos idées révolutionnaires du début à la fin.

Et cela veut dire construire une organisation qui se dit révolutionnaire. Car une organisation uniquement anticapitaliste ne se donnerait pas les moyens de convaincre tous ces jeunes de notre programme, alors que c'est possible! Cependant, se dire révolutionnaire, cela ne signifie pas sélectionner les jeunes qui sont déjà révolutionnaires. Cela veut dire faire passer les jeunes révoltés et combatifs sur des positions révolutionnaires, les gagner à une activité révolutionnaire. Cela veut dire les faire passer de la révolte à la révolution.

Comment gagner les jeunes combatifs ?

On pourrait répondre que dire cela ne répond pas à la difficulté de gagner les jeunes qui se battent sans forcément être attirés par les idées révolutionnaires. Construire une organisation anticapitaliste, moins exigeante sur la base de recrutement serait un pas moins grand à faire pour ces jeunes, qui sont des milliers. Ne pas s'adresser à ces jeunes là, ce serait ne vouloir se tourner que vers les plus radicaux, ceux qui sont déjà spontanément réceptifs à nos idées, et pas à toute la jeunesse.

Mais croire que c'est en construisant une organisation qui fait moins peur qu'on va résoudre le problème, c'est céder à la facilité. C'est l'illusion dans laquelle tombent les camarades des plates-formes A et D. Quant aux camarades de la C, ils ne se prononcent pas clairement sur le sujet.

Comment gagner les jeunes qui luttent ? Eh bien en leur proposant une stratégie de lutte crédible. Par exemple, à la fac, tous les jeunes qui s'inquiètent pour leur avenir avec les réformes LMD, tous les jeunes qui sont défavorables au gouvernement, c'est en leur proposant un plan de mobilisation pour construire une grève sur des mots d'ordre précis, avec un calendrier précis que nous pourrons les entraîner dans l'action et les convaincre sur un grand nombre de points. C'est-à-dire que nous devons avoir pour chaque situation un plan concret de lutte C'est sûr que cela ne suffit pas à gagner ces jeunes en deux jours : il faut élaborer cette stratégie, et pour l'élaborer, mieux vaut avoir une organisation claire sur ses idées. Et puis c'est en prouvant pas la pratique, dans les luttes, que la stratégie qui découle de notre programme permet de gagner, que nous pourrons convaincre ces jeunes des idées révolutionnaires. Ce travail est indispensable et on ne peut y échapper : avoir une orientation qui prouve son utilité pour les luttes « ici et maintenant », c'est cela qui est décisif pour prouver que notre programme est utile à quelque chose et que cela vaut la peine de le défendre. Construire une organisation anticapitaliste ne résout pas ce problème. Au contraire, on risque d'avoir une organisation avec des militants moins bien formés, et donc moins capables d'intervenir efficacement dans les luttes.

Réseau ou organisation ?

Mais pour pouvoir défendre une orientation dans les luttes, par exemple défendre tous en même temps la nécessité d'adopter à un moment précis telle ou telle méthode de lutte, telle ou telle revendication, il faut avoir une organisation qui serve à aller tous dans le même sens (ou au moins essayer d'aller dans le même sens). Cela veut dire avoir des discussions sur la manière dont nous intervenons dans les mouvements de masse. Et cela veut dire prendre des décisions sur cette intervention. Evidemment, ce sont les mouvements de masse qui décident de ce qu'ils font.

Imaginons qu'il y ait un mouvement lycéen en France. Plusieurs JCR y interviennent. Il est normal que les JCR se voient pour discuter de ce qu'ils vont proposer, qu'ils décident après débat du sens dans lequel ils vont tous pousser. Mais ce qu'ils ont décidé de proposer ne sera mis en pratique que si les AG de lycéens votent majoritairement leurs propositions.

Nous ne faisons pas que discuter pour le plaisir, pour après faire « ce que nous voulons » dans les mouvements. Cela voudrait dire construire un club de discussions, un « réseau » de gens qui ne prennent aucun engagement les uns envers les autres. Mais cela veut dire qu'on n'a aucune efficacité puisqu'il est impossible de tester à une échelle un peu large l'efficacité d'une tactique : si chacun agit différemment dans son coin, difficile de prouver que telle ou telle méthode est juste ou fausse.

Cela peut paraître évident de rappeler cela, mais les camarades de la plateforme C refusent de discuter

clairement des choix qui sont faits dans ACG : faut-il des cartes d'adhérents ? Faut-il des votes à l'AG d'ACG ? Ils imposent leur avis dans ACG sans en discuter en préalable dans l'organisation politique. Comment avoir une politique cohérente dans ACG et dans les mouvements dans ces conditions ?

Une organisation n'est pas une somme d'individus ou de courants qui vont dans des sens différents voire opposés. Les camarades de la plateforme B se prononcent résolument pour une intervention concertée et cohérente dans les mouvements de masse. Et nous pensons que la meilleure manière d'avoir une intervention cohérente, c'est de construire une organisation avec un programme clair, révolutionnaire.

Xavier, [Nanterre]

De quelle organisation les jeunes ont-ils besoin ?

« *Les communistes n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat* ». (Marx, Manifeste).

Lors de la dernière Direction Nationale, nous avons eu un débat sur la question de l'organisation que nous construisons, ou tout du moins de l'organisation que nous devons construire. Elle a permis de se rendre compte que réduire le problème de l'organisation que nous construisons à un débat entre les tenants de l'organisation « anticapitaliste » d'un côté et ceux de l'organisation « révolutionnaire » de l'autre n'est pas le moyen de poser les discussions de manière constructive et en lien avec la réalité.

Je pense qu'aujourd'hui la vraie discussion porte sur la nécessité ou non d'envisager, sur le moyen terme, que les JCR telles qu'elles existent devraient se transformer qualitativement. La différence n'est donc pas entre le « profil révolutionnaire » et le « profil anticapitaliste ». La différence est entre ceux qui se posent la question de construire autre chose que les JCR avec d'autres militants que ceux des JCR et ceux qui ne se la posent pas.

Si j'ai choisi ce titre, c'est en référence au texte de Xavier dans le BD3 : « De quelle organisation avons-**nous** besoin ? ». La différence de formulation n'est pas anodine. Soit on se place du point de vue des intérêts et des besoins du mouvement et de la classe, soit on se place du point de vue des intérêts et des besoins des seuls révolutionnaire. C'est en se plaçant dans la deuxième optique que l'on en arrive à mettre en contradiction construction des mouvements et de l'organisation, par exemple en proposant des campagnes séparées comme c'est le cas dans le texte et la motion « 3 campagnes ».

A quoi sert une organisation marxiste ?

Pour répondre à la question de savoir quelle organisation on construit, il faut revenir à l'essentiel : à quoi sert une organisation marxiste révolutionnaire ? L'organisation n'est pas une fin en soi mais un outil dont le rôle, en s'appuyant sur les acquis du marxisme et en les développant, est de faire émerger des crises révolutionnaires qui se résolvent par la prise du pouvoir par les opprimés.

Le rôle des militants d'une organisation marxiste n'est pas de se préparer à « faire » la révolution et à prendre le pouvoir. Il s'agit de préparer la révolution avec tous ceux qui, de par leur position dans la société, pourront mettre à bas le système capitaliste, prendre le pouvoir et diriger une société débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression.

Ce ne sont en effet pas les « révolutionnaires » qui un jour prendront le pouvoir mais l'ensemble des travailleurs et des opprimés. Il est inconcevable de penser l'organisation et sa construction en-dehors des mobilisations, des rapports de forces réels et du niveau de conscience des jeunes en lutte. Ce serait penser que les « révolutionnaires » pourraient se construire en marge de ceux qui seront le moteur de la révolution.

Cela implique, paradoxalement, la nécessité de s'organiser entre militants politiques en-dehors des cadres de mobilisation. Il n'y a rien de spontané dans les luttes, ce sont les idées réformistes qui dominent et qui sont les plus séduisantes à court terme. Les militants conscients de la nécessité de rompre avec la logique du système doivent s'organiser entre eux pour élaborer, faire évoluer et défendre un programme, prendre des initiatives et intervenir de manière coordonnée dans la construction des mobilisations.

Cette nécessité de s'organiser séparément est le produit de la pratique des militants marxistes révolutionnaires dans une situation historique donnée. C'est en raison de l'accélération des contradictions entre les classes au début du 20ème Siècle et de l'évolution des rapports de forces au sein du mouvement ouvrier que cette nécessité s'est imposée aux militants révolutionnaires. Cela répondait à une nécessité objective de la situation politique, pas à une théorisation abstraite et atemporelle.

L'organisation marxiste est donc un outil pour, en partant du rapport de forces et du niveau de conscience, préparer dans la construction des luttes les conditions d'émergence d'une société socialiste.

L'organisation et le mouvement

L'organisation est au service des luttes tout en ne se confondant pas avec elles. Ce n'est pas juste une somme d'individus intervenant dans des mobilisations, mais un cadre qui permet de regrouper les éléments les plus avancés pour élaborer ensemble une stratégie pour l'ensemble du mouvement. Ce qui signifie qu'il n'y a pas de frontière étanche entre les mouvements et l'organisation.

Ce qui réunit ces individus dans une organisation marxiste, et a fortiori dans une organisation de jeunesse, ce n'est pas un accord programmatique complet sur l'ensemble des questions. C'est une démarche et une volonté communes : utiliser du mieux possible l'outil qu'est le marxisme pour que la majorité des opprimés puissent, en se l'appropriant, en finir ensemble avec le capitalisme. Mais le marxisme n'est pas un dogme ou une collection de recettes.

Comme le disait Marx lui-même, « l*es conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux* » (Manifeste). Il ne s'agit pas d'imposer une théorie ou une forme d'organisation de l'extérieur du mouvement mais de répondre aux évolutions de la lutte des classes.

Cela implique de penser la construction de l'organisation et la forme de l'organisation en lien avec la période politique et du niveau de conscience : Hal Draper, socialiste étatsunien, écrivait : « *Au lieu de partir du Programme Complet et de réunir autour de lui des gens sélectionnés de toutes les couches sociales (surtout des intellectuels), Marx voulait partir des couches de la classe des salarié-e-s qui étaient en mouvement – en mouvement dans la lutte des classes, même à un niveau « bas » – et adapter le programme à ce à quoi ces couches étaient prêtes* ».

Dans une période de mobilisation comme celle que nous traversons aujourd'hui, notre souci ne doit pas être de transmettre la tradition marxiste à quelques individus. Nous devons utiliser le marxisme comme un outil permettant de donner la meilleure direction possible au mouvement, pas comme un programme sur lequel nous essayons de convaincre la frange la plus radicale.

Alors, anticapitaliste ou révolutionnaire ?

« *Pour Marx, toute organisation est une secte, qui établit une série d'idées, y compris les siennes, comme frontière d'organisation, si elle en fait le déterminant de sa forme d'organisation. Ni Marx ni Engels n'ont jamais voulu former un groupe « marxiste » quel qu'il soit, c'est-à-dire un groupe de membres adhérents reposant sur un programme exclusivement marxiste* » (H. Draper).

La question n'est pas de savoir quelles sont les frontières de l'organisation. Nous savons qu'aux JCR nous ne demandons pas aux jeunes de faire des stages de probation où ils doivent faire la preuve de leur fidélité au marxisme. Le problème est la façon dont nous avons trop souvent résumé (moi le premier) le prétendu rôle des JCR : faire-passer-les-

jeunes-de-la-révolte-à-la-révolution. Cette formule passe-partout occulte le rôle principal que nous devons avoir : non pas augmenter progressivement le nombre de militants « révolutionnaires » mais proposer des perspectives et des outils à l'ensemble des jeunes mobilisés ou susceptibles de le faire.

Etre révolutionnaire, ce n'est pas forcément être convaincu qu'une société égalitaire ne pourra être construite que s'il y a une rupture avec le système capitaliste. N'importe quel crétin peut se prétendre révolutionnaire mais passer ses journées à Disneyland ou à lire Télérama. Etre révolutionnaire, c'est avoir une activité qui va dans le sens de la préparation de crises révolutionnaires. Il y a, à l'extérieur des organisations révolutionnaires, des jeunes qui par leur militantisme préparent la révolution sans le savoir. La question n'est donc pas de les faire « devenir » révolutionnaires puisqu'ils le sont déjà. Le problème est plutôt de répondre aux questions qu'ils peuvent se poser et de leur démontrer l'utilité de l'organisation.

Or dans l'état actuel des choses nous nous rendons compte du décalage entre le nombre de jeunes qui se mobilisent, qui dirigent des mouvements importants, et les effectifs des JCR. Deux possibilités : soit les jeunes ne sont pas prêts à nous rejoindre, soit c'est nous qui ne sommes pas prêts à les accueillir. Soit on opte pour la première solution et on se dit qu'il ne faut rien changer et que bientôt, les jeunes comprendront : organisation « révolutionnaire ». Soit on choisit la deuxième et on en conclut qu'il faut radicalement changer les JCR et s'ouvrir largement : organisation « anticapitaliste ».

Troisième possibilité : ce ne sont pas les JCR seules qui vont trancher la forme d'organisation dont vont vouloir se doter les jeunes en mobilisation. Il s'agit donc d'envisager un processus dynamique qui passe par une série de tests, de confrontations et de discussions communes avec les jeunes qui se battent pour un autre monde. Rome ne s'est pas faite en un jour, la IVème Internationale non plus. Mais une chose est sûre, les JCR ne pourront pas avoir raison seules contre un mouvement de fond qui porte en lui les futures crises révolutionnaires.

Alors, anticapitaliste ou révolutionnaire ? Si personne n'a la réponse convaincante à cette question, c'est que ce n'est pas la bonne question. C'est une question posée par les seuls révolutionnaires, pas par les jeunes et les salariés en lutte pour leur émancipation. Elle est déconnectée des réalités du mouvement. Ce que se demandent les jeunes qui se mobilisent aujourd'hui, c'est comment être plus efficaces et plus organisés, comment arrêter la guerre, comment virer le gouvernement. Notre rôle est de répondre à toutes ces questions et de proposer des perspectives qui vont dans ce sens. C'est en faisant cela que nous comprendrons mieux, en élaborant et en luttant avec les jeunes, quelle organisation nous devons construire.

Car dans un période comme celle que nous connaissons aujourd'hui, une organisation de jeunesse qui ne pense pas son propre dépassement et sa transformation qualitative est condamnée à disparaître. C'est cette idée qui réunit les différents camarades qui se retrouvent sur la plate-forme C. Il s'agit aujourd'hui de se poser la question de savoir de quelle organisation les jeunes ont besoin. Se la poser nous, se la poser avec les jeunes qui se la posent, la faire se poser aux jeunes qui ne se la posent pas encore. Et cela ne pourra être possible que si nous sommes au cœur des luttes et que nous bannissons l'idée que nous pourrons nous construire « à côté » des mobilisations en envisageant des « campagnes de construction de l'organisation » au même titre que des « campagnes de construction des mobilisations ».

« *[Les communistes] combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement* » (Marx, Manifeste).

Julien, [Tolbiac]

Du mouvement anti-guerre

Bilan d'étapes

Le 5 juin a été une vraie réussite pour ACG. Nous avons su être à l'initiative de cette manifestation où 30 000 personnes se sont rassemblées pour dire non à la guerre en Irak, et nous avons aussi réussi à contraindre d'autres organisations du mouvement ouvrier comme le PCF, la CGT, ou bien encore les Verts, à appeler à la manifestation. Nous pensons qu'il aurait été positif d'appeler rapidement à une assemblée générale pour convaincre à chaud de la nécessité de s'organiser contre la guerre ; mais la perspective d'une AG le 11 septembre l'a finalement emporté.

Cette date avait des limites : elle était éloignée du 5 juin, et pouvait donc moins capitaliser les forces associées. Par contre, elle était trop tôt par rapport à la rentrée : la majorité des universités n'avait pas repris les cours, et l'activité des collectifs n'était donc pas lancée. En plus, elle était le même jour que la Fête de l'Humanité où 100 000 personnes (politisées) se retrouvaient, et où ACG aurait pu avoir toute sa place dans les débats. L'AG des 11 et 12 septembre n'a donc pas été une échéance importante même si les débats étaient intéressants. Une centaine de personnes sont passées durant le week-end mais elles étaient, pour l'immense majorité, des militant-e-s de notre courant politique.

Le FSE a été une franche réussite pour ACG. Nous avons pris la responsabilité des transports dans le cadre du comité d'initiative français (CIF) et nous avons été les seuls à mobiliser avec, dans une moindre mesure, Vamos. Nous avons amené plus de 600 personnes dans des cars unitaires où le MJS, l'UNEF et d'autres étaient présents. Alors que, dans la tradition de notre courant, la DN avait voté de pousser pour une assemblée générale pendant le FSE, pour permettre de convaincre les gens partis avec nous de construire localement des collectifs anti-guerre, certains camarades n'ont pas appuyé la démarche, ce qui dans les faits revenait à ne pas faire qu'elle se tienne.

Activité locale et coordination

La guerre reste une question déterminante pour la politique de la bourgeoisie. Nous devons continuer à construire le rapport de force. De plus, le mouvement anti-guerre permet aussi de donner confiance aux autres mouvements de libération nationale. Il faut donc continuer à construire nos collectifs de la manière la plus unitaire possible, c'est-à-dire de proposer à chaque fois, à toutes les organisations du mouvement ouvrier présentes localement, de participer au collectif et à son activité en tant que telle.

La coordination ACG discute aujourd'hui de sa structuration. Nous savons tous que cela fait débat au sein des JCR, notamment en RP où les débats sont vifs. Nous pensons que la meilleure manière de structurer ACG, pour plus d'efficacité, c'est de coordonner les collectifs au niveau régional et national. Il est important que les représentants à la coordination soient élus sur la base d'un mandat de leur collectif, et révocables à tout moment. Ceci n'est pas que formel car c'est ce qui permet le maximum de démocratie, le contrôle des élus par la base. A la coordination RP aujourd'hui, certains collectifs sont représentés par 2 personnes (ex le collectif Nanterre fac) alors que d'autres sont représentés par 5-6 militants et que leur collectif local est moins nombreux, tandis que des militants vont à la coordination alors qu'ils n'ont pas de collectif local. Il y a donc une distorsion dans la représentation des collectifs.

Prise d'initiative et démarche unitaire

ACG est le meilleur outil pour construire le mouvement anti-guerre, mais rentre de moins en moins dans une démarche unitaire. La charte, par exemple, attaque directement les organisations du mouvement ouvrier qui n'ont pas voulu mobiliser, ce qui les éloigne encore plus de l'action unitaire. De même, le seul meeting unitaire de mobilisation pour le FSE a été organisé par Sud, la LDH, et Vamos, alors que cela aurait du être de notre initiative, à travers ACG. Nous devons donc continuer le travail unitaire car il est nécessaire à l'élargissement de la lutte.

Nous devons aussi construire les mobilisations, car c'est grâce à elles que nous entraînons toujours plus de monde et d'organisations. Les perspectives du contre-sommet de l'OTAN en février et les dates des 19-20 mars doivent donc être des échéances-clés. Par ailleurs, le mouvement anti-guerre en France a besoin d'échéances propres pour qu'il puisse se construire. A nous d'en trouver, et de les proposer au plus grand nombre.

PS : quelques remarques en passant

Nous sommes tous d'accord au niveau des principes sur la construction du mouvement anti-guerre, mais

qu'en est-il dans les faits ? Quelques exemples permettent de répondre.

L'AG de la délégation française au FSE a failli ne pas se faire, du fait de l'orientation défendue par l'actuelle Plateforme C : nous avons une divergence sur l'auto organisation.

Pendant toutes les discussions sur le matériel ACG pour le FSE, Chirac était au banc des terroristes. Mais 3 jours avant la date d'impression les camarades en question ont argumenté dans le sens contraire. Sur le dernier tract d'ACG (sur la Palestine), alors que la France vient de renforcer son intervention en Côte-d'Ivoire, le mot d'ordre d'ACG « pas de participation française » a disparu ! Nous avons manifestement une divergence sur la critique de notre propre impérialisme.

Les camarades mettent en doute la conception du travail unitaire mise en place dans des collectifs comme Clermont ou Nanterre, alors que les chiffres des mobilisations et la composition des cadres unitaires sont pourtant convaincants. Quels contre-exemples proposent-ils ?

Pour conclure, il est important d'avoir enfin ces débats en interne, d'essayer de se convaincre.

Pour mener une activité cohérente dans ACG en tant que courant politique, nous devons d'abord discuter ensemble : si les JCR ne servent pas à construire les mouvements (c'est-à-dire à y intervenir de manière coordonnée) à quoi servent-ils ?

Amélie, [Nanterre], Gabriel, [Nanterre]

FSE : un autre bilan est possible !

Tirer un bilan précis et sérieux du FSE a au moins 2 intérêts : 1) avoir une vue d'ensemble sur la situation du mouvement altermondialiste et anti-guerre, et 2) comprendre ce qu'on a réussi et ce qu'on a raté dans notre travail de mobilisation et d'apparition (ce qui est nécessaire pour progresser). Les deux écueils à éviter sont donc : d'un côté, de sous évaluer les progrès et les avancées qu'a permis ce FSE, et d'un autre côté, de fermer les yeux sur les problèmes et les reculs qu'il a occasionné.

Un (sérieux) pas en avant…

Ce FSE a eu lieu dans une situation politique particulière : renforcement de l'offensive US contre la résistance irakienne, renforcement de cette résistance dans des villes comme Fallouja et difficultés grandissantes pour la puissance occupante, approche des élections US… Bref, un contexte qui mettait (encore plus) au centre de l'actualité la question de l'occupation de l'Irak, et qui mettait donc aussi le mouvement anti-guerre (encore plus) au centre de la mobilisation.

Et il n'y a presque que les mouvements anti-guerre européens qui ont mobilisé pour ce FSE : ex. les délégations des mouvements anglais, espagnol, grec… et français !

Ainsi en France, ACG a été de très loin la première structure de mobilisation, avec plus de 600 personnes dans nos cars (venant aussi bien de RP que de nombreuses villes de province). Et ces centaines de personnes n'ont pas que pris le bus avec nous : plusieurs dizaines ont tenu la table ACG, aidé pour le matériel… et plusieurs centaines sont venues au départ collectif d'ACG pour la manif, après s'être convaincues de la nécessité de construire le mouvement anti-guerre, notamment lors d'une AG la veille au gymnase, avec plus de 300 personnes.

Le contenu des débats a aussi été principalement polarisé par les questions de l'Irak et de la Palestine, avec de sérieux progrès sur le fond : quasi unanimité sur le retrait des troupes, et souvent soutien à la résistance irakienne.

Il est très important de prendre la mesure de ces avancées pour le mouvement anti-guerre, et cela d'autant plus vu l'offensive médiatique que les réformistes de tous poils ont déclenché contre lui (« les gauchistes d'Allah » …).

…quelques pas en arrière

Mais un bilan sérieux du FSE ne peut pas s'arrêter là : mettre en avant tous ces éléments positifs est absolument nécessaire, mais ne donne pas une vue d'ensemble de ce FSE. En effet, plusieurs aspects viennent mitiger ce bilan, et nous ne pouvons pas fermer les yeux dessus.

Niveau de mobilisation

Ainsi, le niveau général de mobilisation est en fort recul par rapport aux deux FSE précédents : « que » 25 000 inscrits aux débats (contre 50 000 à Paris-St Denis, et encore plus à Florence). Cela ne veut certainement pas dire que 25 000 personnes débattant pour changer le monde c'est de la merde ! Cela reste évidemment une échéance incroyable pour les révolutionnaires, pour la construction des luttes. Mais c'est un sérieux recul.

Et il en est de même pour la manif : entre 50 et 60 000 personnes un dimanche, ce qui n'est pas mal comparé au mouvement en France, mais très petit par rapport aux « 500 000 à 1 million de personnes » qu'on annonçait tous, aux 400 000 personnes le jour de la visite de Bush à Londres en pleine semaine, au million de Florence, ou aux 100 000 du FSE de Paris. On ne peut donc pas se permettre de parler simplement d'une « réussite de la manifestation », comme le font les camarades de la plateforme C (Cf. Pour un bilan constructif du FSE (bulletin 3)).

Il est impératif qu'on cherche à comprendre pourquoi ce recul, qu'on saisisse la dynamique du mouvement altermondialiste et anti-guerre, qu'on cherche des solutions pour que le mouvement gagne son bras de fer avec les puissances impérialistes…

Même si c'est très incomplet, certains élément de réponse sont : le calme relatif du mouvement social anglais comparé à la France avant le FSE de Paris (Mai-juin, Larzac…) et à l'Italie avant celui de Florence (grèves générales à répétitions, Gènes…), mais aussi la baisse de mobilisation du mouvement anti-guerre anglais (qui nous avait plutôt habitué à compter en centaines de milliers, et même en millions), la faiblesse de la mobilisation des syndicats… Il y a beaucoup d'autres raisons à trouver.

Démarches unitaires

Une autre limite de ce FSE est que, même si c'est extrêmement positif qu'ACG ait amené + de 600 personnes à Londres, cela ressort malheureusement sur fond d'absence quasi-totale de mobilisation de la part des syndicats, des associations, et autres composantes «traditionnelles» du mouvement altermondialiste. Cette solitude d'ACG constitue aussi un recul pour le mouvement.

Evidemment, c'est avant tout le résultat de la volonté de ces structures (= de leur direction) de ne pas combattre les politiques guerrières. Mais c'est aussi le résultat d'un manque de politique unitaire de la part d'ACG. Il est par exemple assez significatif que le seul meeting unitaire central de mobilisation pour le FSE ait été lancé par la LDH, Vamos et Sud (qui brillent plutôt par leur sectarisme), sans ACG !

La charte d'ACG proposé pour l'AG d'ACG est aussi assez parlante : comment s'attendre à la participation d'autres organisations (en plus du CMF, du CCIPPP, et parfois du MIB) aux échéances d'ACG si le « carton d'invitation » (= la charte) comporte des passages qui accusent clairement ces orgas de capitulation sur la question de la guerre ! Quand en plus ces contacts « unitaires » ne sont pris qu'avec les directions de ces organisations, alors que les démarches unitaires locales sont plutôt rares, il est évident qu'on ne se donne pas les moyens d'une véritable démarche de front unique.

Pourtant, là où elles ont été recherchée de manière volontaire et même opiniâtre, les démarches unitaires locales ont très bien marché : ACG a emmené plus de 40 personnes de Clermont au FSE à la suite d'une mobilisation unitaire impliquant notamment l'Unef, et 42 personnes y sont allée de Nanterre grâce à un cadre unitaire regroupant Snesup, Sud, CGT, ACG, JCR…

C'est pourquoi il difficile de rejoindre les camarades de la plateforme C quand ils affirment que la question de l'unité d'action ne se pose plus de la même façon que dans la « dernière période politique » : il ne serait plus possible aujourd'hui de monter des cadres unitaires sur une base qui permet la mobilisation ; paradoxalement, le seul moyen d'entraîner les autres forces serait d'avancer tout seuls (avec ACG). Clermont, Nanterre… sont sans doute restés bloqués dans la dernière période…

Démocratie et auto organisation

Deux derniers éléments doivent encore être pris en compte :

1) le « déficit de gestion collective » dans la mobilisation d'ACG, dont parlent les camarades, qui s'est traduit par une ultra-centralisation des informations entre un petit nombre de militants, et par l'impossibilité pour la plupart des autres d'avoir des infos de base comme l'heure du retour à Paris, les noms des responsables de cars plus que 5 minutes avant le départ (sans même parler de participer à leur choix …)… En clair, on a eu beau être partie prenante de toutes les étapes de la mobilisation, et même faire partie des camarades qui ont passé une nuit blanche à s'occuper du listing des cars, impossible d'avoir la moindre info ! Quand aux camarades à qui on reproche d'avoir fait une table JCR à la sortie des cars

à Londres, ils auraient aimé faire une table ACG s'ils avaient pu avoir du matériel ! Cette logique a même empêché des responsables de cars de pouvoir donner les informations sur l'horaire de départ pour le retour, car ils ne l'avaient pas ! Il est indispensable que le fonctionnement d'ACG se clarifie, et soit plus démocratique.

2) L'AG qui a eu lieu au Millenium Dome de Londres, avec plus de 300 personnes qui étaient parties avec ACG, a failli ne pas avoir lieu ! Vu l'importance de ce genre de cadre pour notre courant, on imaginerait spontanément que les obstacles ont été extérieurs. Il n'en est rien : certains camarades (selon qui « il faut relativiser l'importance de l'auto organisation dans le mouvement ») ont jugé que c'était « matériellement impossible », puis quand les 300 personnes ont été réunies, ce sont eux qui ont poussé pour qu'il n'y ait qu'un « point technique » (allant jusqu'à traiter de bureaucrates des camarades qui ont eu le malheur d'ouvrir une liste d'inscrit pour laisser les gens parler des perspectives du mouvement).

Cette AG a elle aussi représenté un pas en avant (dans l'auto organisation et la construction du mouvement ; la preuve : des centaines de ces personnes étaient le lendemain au départ collectif en manif) ; et un pas en arrière (dans l'orientation et les pratiques de certains camarades).

Ce bilan n'a qu'un seul but : nous servir à tous à avoir une vision d'ensemble du mouvement, et à nous améliorer dans sa construction (principalement aux niveaux des démarches unitaires et de l'auto organisation).

Gabriel, [Nanterre] et Amélie, [Nanterre]

Le vrai désaccord : l'auto organisation ?

Depuis quelques mois, nous avons quelques désaccords sur le fonctionnement d'ACG, même si nous sommes tous d'accord pour dire que c'est un outil indispensable pour construire le mouvement contre la guerre. Nous essayons de poser les problèmes dans les cadres des JCR (cercles, sections, DN, BN), mais aucune réponse nous ai donnée. Lors de la DN des 13/14 novembre, l'intervention de François sur l'auto organisation (« la démocratie, les mandats, la révocabilité des élus, c'est quelque chose de formel, il faut voir quels sont les besoins réel du mouvement… ») nous a permis d'entrevoir effectivement un désaccord. Les camarades de la plate forme C nous disent qu'il faut cerner les désaccords, et effectivement, grâce à l'intervention de François sur la construction des mouvements, nous avons compris.

La pratique de ces camarades dans ACG vont dans le sens de l'intervention de François. Le refus qu'il y ait un vote, ou que la question du vote sur la direction et les mandats ne soit pas dans l'ordre du jour de l'AG d'ACG des 20 et 21 novembre en ait la preuve. Alors qu'une discussion est prévue sur la structuration, sur la direction, les camarades ne veulent pas que l'AG se positionne clairement sur cela. La proposition de direction qui nous a été faite est révélatrice de l'état d'esprit des camarades (1 personne sur 20 représente notre sensibilité). Et de nous répondre : c'est juste une proposition, tout est modifiable (merci, c'est trop sympa !). Pourtant, nous leur proposons d'autres noms représentant notre sensibilité, ils acceptent d'en associer une ! Leur argument : associer des militants d'ACG non organisés politiquement, chose avec laquelle nous sommes d'accord. Sauf que ces militants ne représentent pas le quart de la direction proposé. Pourquoi veulent – ils tous être à al direction ? Cela montre en réalité que certains camarades refusent les débats, refusent d'associer, et souhaitent rester ultra majoritaire dans la coordination.

Julien de Tolbiac, dans cette même DN, disait que les débats de la coordination étaient les débats du mouvement, et qu'on ne devait pas importer les débats des révolutionnaires à l'intérieur. Devons nous lui rappeler que toutes les décisions prises dans ACG sont les décisions de révolutionnaires, et seulement d'une partie des révolutionnaires des JCR et de la LCR (les autres étant écartés de ces décisions). La décision de faire des cartes d'adhésion a été discuté dans deux collectifs locaux (Nanterre et Jussieu). Ces deux collectifs ont décidé de voter contre. Pourtant, la coordination a décidé de voter pour. Et François et Julien de parler des besoins réels du mouvement ! Peut être que ces deux collectifs locaux n'avaient rien compris et que ces camarades, mieux à même de répondre aux « besoins réels du mouvement » ont décider de passer outre les discussion émanant des collectifs des bases.

Pourquoi notre courrant défend-il l'auto organisation ?

Notre attachement à l'auto organisation n'est pas quelque chose de formel ou de fétichiste. Cela part de l'analyse que seuls les opprimés iront jusqu'au bout dans la lutte. Et que c'est donc normal que ce soit eux qui décident, car ce sont lers mieux à même de prendre des décisions pour le mouvement. Cela va évidemment à l'encontre de l'idéologie dominante qui veut nous faire croire que nous ne sommes pas en capacité de prendre nos propres affaires en main, et que nous avons besoin d'un gouvernement, d'une police, car gérer un Etat est quelque chose de compliqué, que seul des spécialistes sont capables de le faire. Cela se répercute à toutes les échelles : dans les entreprises, on a besoin du patron, dans l'éducation, d'un proviseur ou d'un président d'université. On s'habitue donc à être dirigé, à ce que l'on décide à notre place. C'est donc un réel combat de notre part de faire comprendre que les jeunes, les travailleurs sont les mieux à même de décider, et que pour cela, il faut se réunir, discuter collectivement de ce que l'on veut mettre en place, de l'appliquer collectivement, sans se référer aux patrons ou autres dirigeants. Un de nos rôles, en tant que révolutionnaire, est de faire comprendre que c'est possible, que nous sommes capable de prendre nos affaiires en main, et de pousser dans les mouvements, dés le début, à cette organisation collective.

L'auto organisation permet au plus grand nombre de participer, car si c'est juste quelques personnes qui décident des revendications et des échéances du mouvement, cela ne permet pas à l'ensemble de s'impliquer dans la lutte. Nous ne devons pas reproduire la division des tâches entre ceux qui décident et ce qui distribuent des tracts.

La question de la démocratie est donc une question politique à défendre dans tous les mouvements. C'est aussi ce que nous faisons dans l'UNEF quand il n'y a pas de mouvement. Nous y défendons le fait que le syndicat soit une AG permanente, que les collectifs d'AGE (collectifs locaux) puissent prendre des décisions, …

Certains camarades répètent souvent qu'il faut avancer et que ce qui est important, c'est de répondre aux besoin du mouvement. L'auto organisation, c'est ce qui permet de comprendre quels sont ces besoins., de discuter des objectifs du mouvement, des revendications, des différentes échéances. Cela doit se faire de façon dynamique, c'est à dire que les revendications peuvent évoluer en fonction du niveau de conscience, de l'évolution du rapport de force, de la situation politique. La révocabilité des élus, le fait de voter, cela peut être qualifié de « démocratie formelle », mais, dans un mouvement, c'est ce qui permet qu'il y ait un contrôle de la base sur la direction et l'ensemble des décisions. Ceux qui refusent cela, ceux sont en général des courants politiques qui ont peur de perdre la direction du mouvement. Nous ne devons pas reculer devant la confrontation entre différents courants qui peuvent exister dans ces cadres d'auto organisation, car nous devons être suffisamment fort politiquement pour convaincre sur nos propositions, et qu'en étant les meilleurs constructeurs, on acquiert toute la légitimité pour disputer la direction des mouvements.

Il faut trouver des solutions !

Le problème dans ACG aujourd'hui est que la confrontation se fait entre deux sensibilités d'un même courant, d'une même organisation (JCR, LCR). L'objectif de ce texte n'est pas de remettre en cause ACG, mais bien de l'améliorer et de faire en sorte que tous les camarades le défendent le plus honnêtement, que ce cadre représente l'ensemble des sensibilités du mouvement. Pour l'instant, toute les problèmes que nous posons restent sans réponse. Les camarades issus de SPEB disent souvent que les JCR n'ont pas à discuter de ce qui se passe dans ACG, que c'est l'autonomie du mouvement. Pourtant, c'est de notoriété publique qu'un certain nombre de révolutionnaires se mettent d'accord sur ce qu'ils veulent faire d'ACG. Pourquoi refusent-ils d'avoir des débats dans l'organisation ? Est-ce cela la conception de démocratie ou d'autonomie. Nous ne voulons pas que les JCR décident, nous voulons juste que l'organisation soit un cadre de discussion de l'intervention des révolutionnaires dans tous les mouvements, dans le travail de masse. Et que nous décidons d'une orientation commune à défendre. C'est cela aussi le rôle d'une organisation.

La plate forme B défend cette politique dans les mouvements. Notre objectif est bien de convaincre le maximum de personnes de se mobiliser contre la guerre. Nous pensons que la meilleure manière de le faire est de pousser à des cadres d'auto organisation, que l'ensemble des collectifs locaux comprennent l'ensemble des débats et puissent trancher dans le cadre de l'AG d'ACG des 20 et 21 novembre. Nous refusons que la direction d'ACG se substitue au mouvement et nous voulons qu'elle ait un mandat clair, qu'elle soit révocable à tout moment, et que ces principes (que nous défendons d'habitude dans tous mouvements) soient actés à l'AG.

Nous proposons toujours d'avoir les discussions et continuons de reposer les problèmes. Les camarades sont –ils d'accord pour construire ACG sur base claire, démocratique ? Sont – ils d'accord pour poser les problèmes dans les JCR pour trouver des solutions de façon collective ? Sont – ils d'accord sur les questions d'auto organisation ? (Si nous posons cette question , c'est que nous pensons qu'une majorité d'entre eux sont d'accord, comme le prouve le texte que Julien de Tolbiac a écrit dans le bulletin de discussion n°1).

Nous attendons des réponses depuis déjà quelques mois et la seule réponse qui nous est donnée c'est : nous ne sommes pas d'accord sur la période, c'est pour cela que nous ne sommes pas d'accord sur ACG (elle a bon dos, la période !). Dans ces cas là, pourquoi la période implique ce fonctionnement dans ACG (nous ne comprenons toujours pas !), remet en cause l'auto organisation, l'élection d'une direction dans les mouvements, la révocabilité des élus ?

Le 18/11/2004
Francine, [94] et Laure, [Nanterre]

Les missions des révolutionnaires à court et moyen terme

A

1. La grève générale

D'abord de tel pour former les militants à la révolution. C'est aussi le seul moyen que nous ayons pour déstabiliser le pouvoir des classes dirigeantes politiques et économiques à l'heure actuelle. De plus, c'est un outil qui nous permet de défendre l'unification de luttes spécifiques (ex : pour les retraites nous défendons aussi les femmes qui ont les contrats les plus précaires et en même temps les immigrés qui excercent les métiers les plus pénibles) dans les combats au coté du prolétariat, tout en portant nos revendications. Cela est d'autant plus vrai que c'est aussi aux côtés des travailleurs que nous pouvons défendre le fait que la jeunesse c'est l'avenir (avec des plates formes mixtes défendant aussi nos diplômes). Nous savons par ailleurs, que c'est également par ce biais que nous faisons reculer les bourgeoisies franco-allemandes force motrices de l'Europe du capital. Ainsi, lorsqu'une grève générale (celle de 95 par exemple) fait reculer une attaque gouvernementale en France, c'est la bourgeoisie allemande qui est dans l'expectative (inversement lorsque les entreprises allemandes augmentent la durée légale du temps de travail, les françaises s'eforcent de faire la même chose). C'est pourquoi, quand des facs comme Tolbiac (Paris I) font grève en Nov-Dec 95, elles s'inscrivent dans ce mouvement. Idem en Mai-Juin 2003, les structures locales de l'UNEF (Paris I, Rouen, Montpellier, Perpignan...) à la base démontrent que l'état d'esprit de la jeunesse peut être à la mobilisation y compris dans une période compliquée. C'est uniquement cette mobilisation en France qui nous a permit d'obtenir le report du projet (à la rentrée suivante) de loi d'autonomie des universités en vue du mouvement étudiant de novembre-décembre.

2 Les luttes sectorielles

Comme Novembre-Décembre 2003 perdu ou les victoires temporelles des intermittents et des chômeurs, les organisations traditionnelles ont joué un rôle important (UNEF, CGT voire CNT) .Ce qui ne veut pas dire que les directions sont très mobilisatrices, mais qu'à la base de celles-ci nous pouvons intervenir pour organiser le milieu de manière permanente. Notamment, pour les révolutionnaires, il faut perpetuellement irriguer notre milieu par la conscience de classe pour combattre la démobilisation qui nous place sur une très mauvaise défensive,elle-même favorisant les attaques de classe. Il nous donc être beaucoup plus en lien avec les secteurs en luttes (en tenant par exemple une réunion ouverte sur trois) car nous devons ouvrir notre orga à des jeunes syndiqués suceptibles de bloquer le capital. Pourquoi pas des no vox et des sans.De cette manière, nous pourrons intervenir plus amplement sur les autres secteurs comme les actions altermondialistes sans que les jcr soient un repère de bourgeois bohèmes.

3. la solidarité internationale

Partons des questions matérielles, car on ne peut pas dire qu'elle ne se pose pasà l'intérieur de la France. Il faut d'abord se demander, si la priorité d'un sans papier magrhebin est avant tout de partir au FSE ou de s'inscrire à la fac. Pareil pour un jeune d'origine africaine pour qui la cellule familiale est extrêmment importante et par conséquent, ne se situe pas du tout extérieurement aux questions de la retraite.

D'autre part, il convient de dire que c'est également les organisations traditionnelles qui ont largement mobilisé pour le 15 Février 2003. D'une part ce n'est pas un hasard si l'UNEF et Sud sont membres fondateurs d'ATTAC et que les deux syndicats en eux-même a contribué à la mise en place de cette manif (sinon ils n'auraient pas fait des vagues d'adhésion). Alors certes, à la base sur des revendications de piètre qualité, mais Bush ne regarde, de Washington, pas qui est pour ou contre l'ONU, qui est réformiste, réformiste radical ou révolutionnaire. Il constate qu'a Paris ça a été une réussite. Bien entendu, il faut des revendications les plus offensives possibles, mais cela peut être fait dans des collectifs anti-guerre unitaires pourquoi en y associant beaucoup plus euro-palestine. D'autres formules peuvent être employées à l'instar de celui de Tolbiac qui était loin d'être ridicule car il a réussi à amener du monde en manif et sa composition (fse , cnt, sud) rendait des revendications correctes . Le fait en plus, que la mobilisation sur cette thématique n'est plus la même au mois de mars que en mai-juin 2003 pose la question d'une organisation souple. Il faudrait alors ; pour ceux qui prônent une organisation anticapitaliste (et donc forcément communiste ou socialiste) devraient au moins parler davantage de la situation Palestine mais aussi en Amérique latine (Venezuela ou Argentine) pour élargir la base politique. L'organisation politique a sur ce point un rôle en tant que tel un rôle à jouer.

B

Les rapports sociaux en France.

En France, les rapports sociaux sont les plus favorables au prolétariat que partout ailleurs en Europe. Cela se traduit par le fait que les personnes d'origine immigrée ont plus accès à l'université et au soins qu'en Grande Bretagne. Il y a certes, peut-être des points positifs à RESPECT, cela étant c'est étrange que des musulmans ne l'intègrent pas en tant qu'individus mais en qualité de groupe communautaire. C'est une retranscription des rapports sociaux qui ne nous fera pas oublier que même si je n'exonère pas la France de ses cités dortoirs, ne perdons pas de vue les affrontements communataires au royamame-uni sont d'autant plus déplorables. Dans les mobilisations, nous sommes les seuls en Europe ces dernières années à avoir été à l'initiative dans un mouvement aussi puisant que Mai-Juin 2003. Cela est le fruit de forces militantes plus complémentaires qu'ailleurs entre forces révolutionnaires et réformistes.C'est pourquoi je trouve que ça n'est pas dramatique à cort terme que des jeunes militants associatifs et syndicalistes de moins de trente ans aient rejoint le PCF (qui parait-il est en train de revoir leur stratégie et leur statuts) après la fête de l'huma 2004. Cela veut dire qu'ils veulent se battre car sinon ils seraient partis au NPS. Ca signifie aussi que nous devons les convaincre de se battre pour des revendications les plus élevées possibles. Il ne faut pas mésestimer le fait que nous constituons une force importante. Seuls les révolutionnaires ont prôné les 37,5 pour les retraites le pcf ne le fait plus hélas, c'est comme même nous qui avons réussi à l'imposer dans le mouvement et ce, y compris dans la jeunesse où les militants révolutionnaires de l'Unef Paris I ont été les premiers en France à reprendre cette revendication lorsque poussé que avec l'appui de la mobilisation , le syndicat reprenne ces revendications dans toutes les villes (il n'est pas dit que le syndicat aurait porté ce mot d'ordre aux côtés des

travailleurs sinon). C'est l'illustration, qu'un ensemble de militants peuvent pousser dans notre sens même si nous sommes pas les plus nombreux. C'est également la démonstration que nous pouvons nous situer en rupture et en alternative par rapport aux autres forces, pas seulement sous le diktat des bureacraties.

La représentation est des forces à gauche de la gauche est plus forte.

Grace à cette tradition de luttes, les formations qui se revendiquent anticapitalistes représentent entre 10 et 15% c'est un fait unique en Europe (cf éléctions présidentielles et surtout régionales plus représentatives de la réalité si l'on additionne les scores des orgas à gauche du grand parti social-démocrate).

De plus, si on compare les structurations politiques des autres pays, les révolutionnaires de la section française réalisent de bons scores électoraux alors qu'ils sont en concurrence avec une très grande organisation (130 000 militants c'est unique en Europe) qui passe pour être anticapitaliste . Il convient de noter qu'il se situe entre 7 et 8 % (les révolutionnaires plutôt entre 5 et 6 car le vote LCR est il faut le reconnaître en partie à cheval sur celui des verts et celui du pc) .Encore une fois, on ne peut pas établir une analogie avec d'autre pays de type Angleterre.Tenons donc compte de cela pour nous dire que les autres structures de la IV partent de plus loin que nous. C'est pour cela que les bases politiques sont sans doute moins approfondies. Pour terminer il est très important de parler de la Grèce où le mouvement anti-guerre est très puissant. Le KKE (parti communiste grec d'obédience stalinienne qui a réalisé 10% aux européennes), malgré ce qu'on peut en penser, n'est pas étranger à l'action anti-Bush forte dans ce pays et pas non plus au fait que c'est à Athènes que se tiendra le prochain FSE .

La forte influence du KKE mais aussi du PDS dans les gigantesques manifs du lundi, nous démontre que nous sommes encore encore en Europe avec la menace d'une main-mise réformiste, que nous devons proposer une ligne révolutionnaire au mouvement (et ne pas épuiser nos forces dans le parti) lors de la montée conscience de classe dans les contestations puis des luttes que nous préparons et organisons. Et puisque nous sommes révolutionnaires, et non pas anticapitalistes c'est-à-dire uniquement communiste nous ne pouvons attendre que tels secteurs se mobilisent.

Christophe, [Tolbiac]

Lutter contre la politique du gouvernement

Le gouvernement est bien décidé à en finir avec les acquis sociaux des travailleurs. Ainsi, après les retraites, l'enseignement supérieur (avec la mise en place du LMD), la sécurité sociale, aujourd'hui ce sont les services publics dans leur ensemble qui sont détruit ainsi que les conventions collectives. Dans la jeunesse, cela se traduit par la privatisation de l'enseignement et l'individualisation des formations et des diplômes.

Cependant, les luttes contre la politique du gouvernement sont de plus en plus massives (en mai-juin 2003, il y a eu plus de grévistes qu'en décembre 95), de plus en plus structurées (plus de 500 collectifs de défense de la sécu se sont crée entre avril et mai 2004) et de plus en plus rapprochées. Même si ces luttes ne gagnent pas, les jeunes et les travailleurs y comprennent la nécessité de s'organiser pour lutter contre l'ensemble de la politique du gouvernement

Pour gagner, il faudra une grève générale des travailleurs. La jeunesse peut être à cette initiative (comme en 68 ou en 95). Notre rôle, en tant que révolutionnaire, est de favoriser un mouvement de grève dans la jeunesse et d'arriver à entraîner l'ensemble des travailleurs.

Les derniers mouvements nous ont montré que nous pouvions disputer la direction aux bureaucraties syndicales (ce qui ne s'est jamais vu!). Mais nous avons également fait face à des limites importantes

(manque de revendications unifiantes qui permette d'élargir le mouvement, notamment aux travailleurs et manque de coordination au niveau national dans notre courant).

Pour arriver à des mobilisations massives sur nos facs et nos lycées, nous devons construire des équipes militantes importantes et déterminées.

Nous devons diffuser au maximum nos idées sur nos lieux d'interventions. Il faut donc que nous connaissions parfaitement les réformes (les textes du LMD et le rapport Thélot) ainsi que ce qui se passe localement (les suppressions de postes ou d'options dans les lycées, l'application du LMD, suppression de filières, etc. dans les facs). C'est ainsi que nous pourrons convaincre largement de la nécessité de se battre.

Nous devons expliquer la nécessité de s'organiser à tous nos contacts, de manière à coordonner notre activité. Cela doit nous permettre d'avoir une équipe militante nombreuse, active et reconnue sur la fac ou notre lycée (même si sur les lycées c'est plus difficile).

Notre objectif doit toujours être d'emmener le plus possible de personnes avec nous pour construire la grève sur nos bahuts et nos facs.

Notre campagne sur l'éducation, ce n'est pas que de la propagande sur les réformes en cours. Il faut convaincre un maximum de personne de lutter ensemble. Au niveau des JCR nationalement, nous devons avoir les mêmes objectifs, les mêmes arguments au même moment. Nous devons également avancer sur notre projet de société et pas uniquement nous défendre. C'est comme cela que nous pourrons gagner de nombreux jeunes à nos idées et à la nécessité de s'organiser et préparer la riposte.

Nina, [Nanterre], Xavier, [Nanterre]
Texte proposé par la plate-forme B.

Quelle politique pour les assistants d'éducation ?

Depuis plusieurs mois, nous constatons une augmentation significative des jeunes travailleurs dans nos rangs et plus particulièrement de surveillants. Nous sommes selon le dernier recensement, rien que sur la section parisienne, près d'une dizaine. Ce texte a pour vocation de faire partager à l'ensemble de l'organisation les échanges qui ont lieu ces derniers temps entre camarades surveillants, sur l'évolution des différents statuts, les différentes attaques, les réalités de notre milieu et nos tâches pour le mettre en mouvement. Il est le fruit principalement de deux réunions qui se sont tenues en région parisienne dont la première s'est faite avec quelques camarades de province, notamment Rouen et Rennes.

Historique du statut.

Avant la création du statut d'assistant d'éducation par le gouvernement, il y avait les maîtres d'internat (MI) et surveillants d'externat (SE) qui tendent aujourd'hui à disparaître. A la fin 19e siècle, pour la surveillance des élèves de la toute récente Ecole bourgeoise, des « salariés », nourris et logés, sont recrutés par l'Etat. . En 1921, le statut des MI est créé. Ce sont tous des bacheliers recrutés par le rectorat et titularisés au bout d'un an. Ce statut sera élargi aux femmes en 1928. Mais il est supprimé en 1934. Sous la pression des fortes mobilisations des travailleurs dans le contexte de front populaire, un statut d'étudiant surveillant se créé par décret en 1937 : premier statut d'étudiant salarié. . La circulaire de 1946 exonère les pions des frais d'inscription et leur accorde des soins gratuits à l'infirmerie. En 1948, des commissions paritaires sont créées, c'est en son sein que les MI-SE peuvent obtenir des mutations. En 1968, le temps de travail est abaissé à 28 h par semaine pour les SE et 34h pour les MI. Plus de 4000 postes sont créés. Les MI-SE ont pour charge de surveiller les cours de récréation, les intercours, les élèves en permanence et gérer les retards et absences sous la direction du CPE. Le statut des MI-SE permet à des centaines de milliers d'étudiants de poursuivre des études universitaires avec un emplois s'adaptant à leur statut d'étudiant (congés pour examens, temps de travail de 28h payé au SMIC, un quota d'heures durant le service permettant de réviser).

L'offensive débute dès 1979 avec le projet Beullac. Un projet qui vise à la suppression de 1200 postes, la redéfinition des tâches des surveillants, la réduction du contrat à 3 ans et l'augmentation du temps de travail qui passe à 32h. le projet ne passe pas. En 84, la réforme Savary , veut réduire les durées de contrat et baisser le temps de travail hebdomadaire à 20h pour un salaire de 3000F. La réforme ne passera pas non plus. Puisque les différents gouvernements n'arrivent pas à s'attaquer de front au statut des MI-SE, ils décident de créer des statuts destinés aux chômeurs qui seront attelés à faire plus ou moins les mêmes tâches que les surveillants mais sous des conditions de travail et rémunération beaucoup plus précaires. Ces statuts sont les TUC (travaux d'utilité collective) en 85 sous Chevènement et en 90, les CES (contrat emploi solidarité) sous Rocard. Ces statuts ne permettent pas aux chômeurs d'acquérir une certaine qualification pouvant déboucher sur un emploi stable. Dans la même logique, Aubry et Allégre décide d'organiser le recrutement de milliers d'emplois jeunes qui, dans l'Education Nationale, prendront la fonction d'aide éducateur.

Avec la création des assistants d'éducation (AE), la boucle est bouclée. Désormais, il n'y aura plus de recrutement de MI-SE. Ce statut, malgré quelques lacunes, était le plus protecteur pour des milliers de jeunes obligés de financer leurs études. Alors qu'auparavant, seuls les étudiants boursiers pouvait exercer la fonction de MI-SE, aujourd'hui, il suffit uniquement d'être titulaire du baccalauréat pour être AE. Dans les faits, les AE qui sont étudiants sont minoritaires. Seulement 20% des AE sont boursiers. Le recrutement ne se fait plus par le rectorat mais par l'établissement, il n' y a plus de possibilités de mutations. Les MI-SE gardaient leur emploi durant 7 ans, ce qui permettait de financer leurs études jusqu'au 3e cycle. Désormais, les contrats sont de 1 à 3 ans, mais on ne peut exceder 6 ans de service. Seulement 30% des AE sont titulaires d'un contrats de 3 ans. Avec l'annualisation du temps de travail, la flexibilité devient une règle. Le temps de travail d'un temps plein est augmenté à 35h. Les étudiants ne disposent plus de congés pour les examens et sont donc tenus de rattraper leurs absences. Les AE sont ammené désormais à effectuer des tâches administratives de toute sorte, remplacer le CPE, les documentalistes dans certains établissements…

La multiplication des tâches des surveillants contribue à la disqualification des personnels existants. la généralisation des contrats précaires contribue à l'abolition progressive des statuts de la fonction publique. Enfin le recrutement local contribue à l'autonomie des établissements. Les seules avancées sont le statut des contrats de droit public, la possibilité de passer les concours internes de la fonction publique, et les cotisations à la retraite et le droit au chômage.

Quelles sont nos tâches ?

Même si le poids de la période d'essai et la perspective d'un possible non-renouvellement de contrat sont réels, s'organiser entre collègues de boulot pour améliorer quotidiennement nos conditions de travail et lutter face au gouvernement reste tout à fait possible.

Même s'il est difficile de réunir toute l'équipe de la vie scolaire, nous devons donner confiance dans la capacité de nos collègues à pouvoir influer sur leurs conditions de travail et ainsi augmenter le niveau de conscience. Il nous faut savoir saisir la moindre occasion, ne rien laisser passer. Par exemple, sur l'un des établissements où travaille l'une de nos camarades, les temps de pause repas ne sont même pas respectés !

Nous pouvons être confrontés à une situation ou cohabitent des MI-SE, des CES et des AE. Il est d'autant plus difficile de convaincre les surveillants non étudiants qui ont parfois des enfants à charge et qui n'ont pas forcément les mêmes préoccupations ni les mêmes capacités matérielles.

Trouver des revendications unifiantes en terme de formation, d'effectifs, de temps de travail est nécessaire pour qu'une lutte puisse se développer. Sur beaucoup d'établissements, de nombreux contrats (Emplois-Jeunes, Aide-Educateurs, CES, etc.) arrivent à terme, nous devons exiger que ces postes soient remplacés. Il nous faut rallier les profs sur cette question.

Nous devons nous syndiquer pour bien connaître nos statuts, les récentes réformes, être en capacité d'impulser une lutte qui soit relayé et suivi rapidement le plus largement possible. Si nous pouvons être élu dans un CA, cela nous permettra d'avoir accès aux . mutations des MI-SE, aux recrutements des AE, et à la nature de nos services. Nous pouvons pousser que ce soit des étudiants qui soient recrutés par l'établissement avec des contrats de 3 ans, obtenir des congés pour les examens et les révisions. Se syndiquer et syndiquer nos camarades est donc pour nous un objectif. Nous pouvons convaincre par la pratique que le syndicat sert à se défendre et qu'il est ce que nous en faisons tous ensemble.

Même si les défaites de mai-juin, ou de novembre-décembre peuvent peser, nous pouvons avoir de nombreuses discussions politiques, sur la précarité, la politique du gouvernement concernant l'éducation et l'ensemble des salariés et aussi le racisme et la guerre… Au collège Maréchal Leclerc, les camarades ont réussi à convaincre une surveillante de partir au FSE de Londres. La faire mener une activité anti-guerre sur son quartier peut devenir possible prochainement si nous poursuivons les discussions.

La plupart de nos collègues de travail connaissent notre appartenance politique. Vendre notre journal (en sous main bien sûr), donner le bulletin JT, les inviter aux cercles ouverts doivent faire partie de nos préoccupations.

Lors de la commission surveillants de la RP, nous avons décidé de sortir un bulletin en direction des surveillants. Notre objectif est de nous syndiquer et de syndiquer nos collègues dans les syndicats majoritaires (Snes pour les collèges et lycées et CGT éducation pour une camarade dans un lycée pro) et d'arriver à mettre en place des mobilisations sur nos établissements pour défendre nos conditions de travail.

Note : Ce texte a été écrit après une discussion en commission AE de la région parisienne, le 5 novembre 2003. La base de ce texte a été rédigé par Karim (Nanterre), qui par manque de temps n'a pas eu le temps de relire la version finale.

Amélie, [Nanterre], Nina, [Nanterre] et Raphaël, [Jussieu]

Quel programme pour quelle organisation ?!?

La question de la force à construire va être un débat important du prochain congrès. Il est important de se saisir de ce débat et de comprendre les différentes propositions discutées.

1) A quoi sert une organisation politique ?

Pourquoi sommes-nous dans une organisation politique ? Syndicats, associations, collectifs…que nous construisons ne sont-ils pas suffisants ? Non bien sûr ! Des cadres de front unique sont nécessaires sur toutes les questions sur lesquelles nous intervenons, pour que les mouvements rassemblent plus largement que les seules JCR. Mais pour relier ces questions entre elles, et pour développer une alternative à cette société, une organisation politique est nécessaire. Là est sa raison d'être : poser la question du pouvoir et de la société que nous voulons (qui la dirige, pour quoi faire).

Il est facile de se rendre compte que ce que propose la plate-forme D ne répond pas du tout à ces besoins. Elle propose de transformer un front de lutte altermondialiste (construire des comités de base locaux du mouvement) en organisation politique. Outre que ce n'est pas possible (car tout le « mouvement social » ne veut pas s'organiser politiquement, ce qui est logique puisque sa majorité ne lutte pas consciemment pour une société alternative définie, que nombre de ses participants ne veulent pas du pouvoir mais seulement un contre-pouvoir…), ce n'est pas non plus souhaitable : il n'est pas viable pour une organisation politique de regrouper tous ceux qui veulent « un autre monde » sans avoir défini lequel. Nous n'avons que très peu à voir avec Yassir Fichtali (président de l'UNEF), pour ne prendre que cet exemple. Par ailleurs, il est symptomatique que la plate-forme D propose de s'organiser politiquement avec ceux que sa direction (Benjamin, Adrien, Laurent, Rafik…) refuse même de côtoyer à l'intérieur d'un cadre de front unique qu'est un syndicat.

2) Et si on répondait à la question posée ?

Sur ce débat « quelle organisation devons-nous cons-

truire ? », la plate-forme C choisit de ne pas répondre. Elle ajoute un amendement au texte initial :

« *La construction d'une nouvelle force politique n'émerge pas spontanément d'événements (résultats électoraux, grèves générales …), même si les événements fondateurs sont déterminants pour l'émergence d'une nouvelle direction révolutionnaire. C'est un processus, une politique permanente pour organiser et donner un cadre politique à tous ceux qui veulent développer les mobilisations dans le sens d'une contestation globale du capitalisme. La fonction de ce cadre est de permettre à une échelle plus large que l'actuelle extrême-gauche de mener ensemble les batailles politiques centrales et de faire l'expérience des différentes stratégies pour les mobilisations.* »

Cet amendement reste très flou sur les contours de cette nouvelle force : elle devrait regrouper « *tous ceux qui veulent développer les mobilisations dans le sens d'une contestation globale du capitalisme* ». Pour lui substituer quoi ? un capitalisme à visage humain ? A nouveau on voit que la nouvelle force proposée ne permet pas de répondre à sa fonction politique, à savoir poser la question du pouvoir et du type de société. A nouveau on peut répondre que le mouvement altermondialiste dans son ensemble « conteste globalement le capitalisme », alors la plate-forme C est-elle d'accord avec la D pour dire que l'organisation politique, cela doit être le mouvement ? Et pour finir avec cette formulation, cet amendement ne propose rien de concret ! Alors concrètement, après leur congrès, les JCR font quoi ? Aujourd'hui, est-ce possible d'avancer vers une nouvelle force ? Est-ce souhaitable ? En tout cas, aucune initiative n'est proposée.

3) Et si on répondait à la situation actuelle ?

La plate-forme B propose de construire une organisation révolutionnaire, les JCR, point.

La construction d'une nouvelle force n'est pas souhaitable, et à supposer que cela le serait, ce serait impossible.

Sont invoqués pêle-mêle la nécessité d'avoir une organisation révolutionnaire pour convaincre de la nécessité de la révolution (ce qui est juste, c'est pourquoi nous affirmons qu'il faudra maintenir une tendance révolutionnaire structurée au sein de la nouvelle force), et le manque de « partenaires ».

Bien sûr, aujourd'hui il n'y a pas de partenaires structurés nationalement, mais pourtant ils existent, sous la forme des jeunes qui luttent avec nous sur toutes les questions, qui sont convaincus de la nécessité d'une société socialiste, dirigée par les travailleurs, mais qui refusent de s'organiser aux JCR ; parce que, qu'on le veuille ou non, ces jeunes sont méfiants vis-à-vis des orgas politiques existantes (et comment ne pas les comprendre après les trahisons multiples des différentes sociales-démocraties et de la faillite du stalinisme ?), qu'ils voient comme des boutiques, notamment parce qu'ils ne comprennent pas pourquoi la gauche révolutionnaire et anticapitaliste est déjà si morcelée (LO, LCR, AL…). C'est pourquoi il y a aujourd'hui la nécessité de prendre des initiatives pour construire une nouvelle force ; parce que ce n'est pas la même de démarche de dire à ces jeunes : « rejoignez les JCR, organisation qui existe depuis des lustres », ou « construisons quelque-chose de nouveau, construisons-le ensemble ».

Les camarades signataires de la plate-forme B insistent sur le besoin de « sauts » dans la conscience de classe, ces fameux « événements fondateurs » ; or l'un des deux modèles d'organisation anticapitaliste que nous défendons est le SSP, qui regroupe 2 000 militants dans une Ecosse qui compte moins de 6 millions d'habitants (l'équivalent donc de 20 000 militants en France). Ce parti s'est créé non à la suite d'une confrontation générale entre les classes, mais par la seule volonté d'un courant politique structuré. Ses seuls partenaires au départ étaient des groupuscules, ainsi que des travailleurs inorganisés bien plus nombreux. Cette construction a été une réussite, tout simplement parce qu'elle répond à un besoin de la situation actuelle.

Les camarades affirment également qu'une organisation qui ne serait pas révolutionnaire ne permettrait pas de combattre aujourd'hui le système capitaliste de manière conséquente. On peut toujours pinailler sur « de manière conséquente », pour nous cela signifie une rupture radicale avec le système capitaliste. C'est ce que préconise notre second modèle de parti anticapitaliste, à savoir le P-SOL brésilien, dont voici des extraits du programme adopté en juin 2004 :

a) sur ce qui fonde ce parti, ses principes :

« *Dans cette perspective de voies nouvelles pour la discussion d'un projet socialiste, la nécessité de construire un parti de type nouveau apparaît toujours plus clairement. C'est une nécessité objective pour ceux qui, ces vingt dernières années, ont construit une conception combative du PT et lui offert la possibilité extraordinaire d'ouvrir la porte à un Brésil sans misère et sans exploitation, mais qui ont vu la trahison de leurs luttes, rêves et aspirations* »

« *L'essentiel est de conserver en permanence l'idée que l'on ne peut proposer un modèle de cette autre société sans le contrôle des acteurs et sujets de l'auto-émancipation eux-mêmes. Aucun parti ni programme, quelles que soient leurs bonnes intentions, ne pourra se substituer à eux.* »

« *Le défi auquel nous sommes confrontés est donc de refonder l'idée et la stratégie du socialisme dans l'imaginaire de millions d'hommes et de femmes, en reconstruisant l'idée élémentaire – encore plus déconstruite par les expériences totalitaires des régimes staliniens et par les capitulations devant l'ordre établi dans le style de la troisième voie social-démocrate – que le socialisme est indissociable de la démocratie et de la liberté, de la plus large liberté d'expression et d'organisation, du rejet des modèles de parti unique. Il s'agit ensuite de comprendre qu'un projet d'émancipation sociale des exploités et des opprimés dans les conditions actuelles est un véritable projet d'émancipation de la civilisation humaine, de défense de la vie face aux forces brutales de destruction accumulées par le capitalisme impérialiste.* »

b) sur l'indépendance de classe

« *Rejeter la collaboration de classes et soutenir les luttes des travailleurs*

Notre base programmatique ne peut être fondée que sur un principe : la défense de l'indépendance politique des travailleurs et des exclus. Le parti que nous sommes en train de créer n'aura pas pour but de préconiser la collaboration de classes. Nos alliances en vue de construire un projet alternatif seront celles qui viseront à souder l'unité de tous les secteurs du monde du travail – tous les travailleurs, en activité ou au chômage, avec les mouvements populaires, avec les travailleurs de la campagne, les sans-terre, les petits agriculteurs, ainsi que les classes moyennes – professions libérales, universitaires et chercheurs, journalistes… – toujours plus marginalisées par le capital financier comme on l'a vu récemment en Argentine. Ce sont ces alliances qui permettront la construction d'une auto-organisation indépendante et d'un pouvoir alternatif populaire, destiné à aller au-delà des limites de l'ordre capitaliste. C'est pourquoi notre parti rejette les gouvernements communs avec la classe dominante. »

c) sur l'internationalisme

« *La défense d'un internationalisme actif*

Nous vivons des temps d'agression militaire tous azimuts de l'impérialisme. Les Etats-Unis d'Amérique se distinguent en tant que pays agresseur, qui dirige aujourd'hui l'occupation de l'Irak, intervient en Colombie et à Haïti, provoque les tentatives de coup d'Etat au Venezuela et soutient le terrorisme de l'Etat d'Israël contre les Palestiniens. La réappropriation de l'internationalisme est l'un des objectifs du nouveau parti. Au-delà de notre continent, nous devons déployer tous les efforts en soutien au mouvement anti-globalisation, avec ses forums sociaux et ses mobilisations de masse initiées à Seattle. »

« *Face à la systématisation des agressions et guerres d'occupation des grandes puissances capitalistes, comme c'est le cas en Irak, nous devons défendre sans aucune ambiguïté l'autodétermination des peuples contre tout type d'intervention militaire.* »

d) Et pour finir, pour ceux qui disent qu'un parti anticapitaliste ne remet pas en cause la propriété privée etc. etc… :

« *A bas les privatisations. […]Expropriation des grands groupes monopolistes capitalistes* ».

Oui, ce type de parti ne propose pas de stratégie achevée pour la prise du pouvoir, pour le processus de destruction de l'Etat bourgeois. En ce sens ce ne sont pas des partis révolutionnaires, mais bien anticapitalistes. Quand les camarades signataires de la plate-forme B arrêteront-ils de dire que ce type de parti est insuffisant par rapport à nos besoins aujourd'hui, alors que nous ne sommes pas dans une situation pré-révolutionnaire ?

Plate-forme A

Texte sur le travail de masse

Lors des derniers débats dans l'orga, nous avons constaté des désaccords importants sur ce qu'on appelle le travail de masse. Ce texte essaie de clarifier le débat et ses enjeux pour qu'on puisse se positionner de façon autonome.

1) Les « cadres de masse ».

Ce qu'on appelle « cadres de masse » ne sont hélas pas des organisations de dizaines de milliers de gens. **Ce sont des associations, organisations, qui ont vocation à structurer, politiser et mettre en mouvement des populations plus larges que les JCR, sur des objectifs plus larges.** Quel est l'intérêt d'intervenir là-dedans plutôt que de s'adresser aux gens seulement avec notre organisation ?

- Ces orgas structurent leur milieu. Les syndicats étudiants ne regroupent pas tous les étudiants, mais ils représentent leurs revendications et sont susceptibles de les mobiliser (appel aux manifs, légitimité pour être la voix du mouvement). Et puis ce sont ces orgas vers lesquelles les gens se tournent pour s'organiser au début, ou simplement poser des questions.

- Ces orgas politisent les gens à qui elles s'adressent sur des questions larges, avec plus de militants et plus de moyens que les JCR tous seuls. **Et puis il n'y a pas de préalable pour que les gens les intègre (genre pas de charte).** Il n'y a pas de présupposé sur d'autres questions ; on peut penser ce qu'on veut de la gauche plurielle, de la révolution etc. Et c'est bien, parce que c'est ouvert.

- On rencontre donc des populations différentes des militants politiques, mais qu'on doit aussi mobiliser et convaincre ! On teste notre capacité à nous exprimer sur des questions larges auxquelles on confronte nos analyses JCR, et à convaincre les gens.

- On rencontre aussi d'autres courants politiques avec lesquels on a des rapprochements et des divergences. En tous cas des confrontations politiques. On se forme, on apprend à être reconnus et c'est important pour être écoutés en période de mobilisation.

L'intérêt qu'il y ait d'autres courants dedans c'est d'abord que ça regroupe plus de gens. Les combats avec les autres courants sont parfois difficiles (menaces, larmes etc) mais faire de notre côté tous seuls serait donc la solution de facilité.

L'intérêt c'est qu'il y a plus de gens aux manifs si les syndicats, par exemple, mobilisent.

L'intérêt c'est aussi qu'en période de mobilisations, ils sont obligés d'assumer devant tous les membres de l'orga de masse leurs positions. C'est de cette façon qu'on combat la bureaucratie. C'est de cette façon qu'on montre aux gens comment se dégager de leur emprise, pour maintenant et pour plus tard.

L'intérêt c'est enfin que les révolutionnaires fassent la démonstration de leur efficacité, face à face avec les autres courants et pas en évitant les débats. Nous sommes capables de le faire. Capables de convaincre beaucoup de gens sur nos idées et notre pratique.

2) Il est important d'articuler notre intervention dans les orgas de masse avec notre intervention en tant que JCR. Nous ne mettons pas en avant notre apartenance politique pour pas apparaître comme des sangsues, mais nous devons donc apparaître avec nos mots d'ordre **propres** JCR, faire des tables JCR, pour que les militants qui se retrouvent sur notre orientation et notre pratique dans les orgas de masse sachent qu'ils peuvent discuter avec **une organisation et pas avec des individus « par ailleurs organisés »**. C'est important car nous devons être reconnus comme militants révolutionnaires pour faire avancer la révolution. Les orgas de masse sont nécessaires mais pas suffisantes, plein de questions ne sont pas traitées dedans, et **nous ne pouvons pas toujours défendre dedans notre vision de la société avec tous ses aspects** (ce n'est pas le rôle d'une orga de masse). Articuler les 2 permet de construire efficacement les orgas et les mouvements de masse, tout en organisant la partie des gens la plus consciente, la plus convaincue.

3) Pour ça, il est nécessaire d'intervenir en **COURANT POLITIQUE.**

Si nous intervenons ou construisons des organisations de masse, ce n'est pas en dehors de notre activité politique JCR. Que des travailleu-se-r-s et des jeunes s'organisent pour combattre une partie de ce système, ça va dans le bon sens et fait partie de leur prise de conscience. Autrement dit, ça va dans le sens de la transformation de la société, dans le sens de la REVOLUTION. C'est pour ça qu'on construit ces organisations. Ca fait partie de notre politique. Notre intervention doit donc être **COORDONNEE**.

On va le reformuler pour que les camarades à la direction de la plateforme C comprennent bien : A quoi servent les JCR ? A construire la révolution dans l'objectif d'arriver au communisme. C'est quoi ? Une organisation politique. Pourquoi les gens s'organisent au lieu de faire chacun de son côté ? Parce qu'ils ont compris qu'ils seraient plus efficaces à 300 qu'à 12. Parce qu'ils ont compris que même s'ils sont tous des individus différents, ils peuvent et doivent s'organiser pour **intervenir dans un même sens** s'ils veulent réellement influer sur la situation.

La question n'est pas d'imposer une discipline à tous ceux qui interviennent dans les syndicats ou dans ACG ; nous ne donnons pas de « consignes de vote ». **La question est ; quel contrôle les JCR ont sur la politique de leur organisation ?** Nous devons discuter en cercle de notre intervention politique, que ce soit de notre intervention en tant que JCR ou dans les organisations de masse. Il est nécessaire que l'ensemble des camarades aient connaissance de l'activité des camarades investis dans les orgas de masse, qu'ils discutent collectivement de comment on intervient, qu'est ce qu'on défend, etc. Ceci afin de débattre de cette activité dans les orgas de masse, de la trancher dans certains cas (=décider de ce qu'on défend), et pour que toute l'organisation puisse répondre de l'intervention des camarades.

C'est aussi le problème de la **confiance**. Chacun-e d'entre nous ne peut pas tout faire (syndicalisme, féminisme, antiguerre). Mais tout ce qui est fait, est fait en notre nom ; d'où l'importance de se mettre d'accord et d'être au courant.

C'est ce que nous défendons, dans la PLATEFORME B. On rappelle à toutes fins utiles que les camarades de la plateforme C sont intervenus CONTRE la tenue d'une AG au FSE, qu'ils interviennent comme ça leur chante dans ACG, qu'ils sont CONTRE l'auto-organisation dans le mouvement antiguerre, qu'ils l'assument et le défendent à la DN des JCR dans laquelle ils ont fait un putsh il y a quelques mois. Pour nous c'est un problème.

Marie-Lys [St Denis]